



MARDI 15 JUIN 2021

SCIENCE : opinions et contre-opinions sont nécessaires pour y voir clair en toute objectivité.

POLITIQUE ET COVID : les contre-opinions ne sont pas tolérées afin de ne pas y voir clair.

- ▶ **Comment les fanatiques ont pris le contrôle du monde** (Jeffrey Tucker) p.1
- ▶ **LA QUESTION ÉNERGÉTIQUE ; LE BAL DES DÉSINFORMÉS** (Patrick Reymond) p.4
- ▶ **Ces deux histoires ne peuvent pas être vraies** (Tim Watkins) p.8
- ▶ **Qui paie pour l'entretien des puits de pétrole et de gaz "orphelins" ? Vous** (Kurt Cobb) p.12
- ▶ **Les dix prochains milliards d'années** (Ugo Bardi) p.14
- ▶ **La décroissance** (Didier Mermin) p.20
- ▶ **Histoires d'un ingénieur en transition (volume 1).** (Antonio Turiel) p.23
- ▶ **Pourquoi nous n'exploitons pas les hydrates de méthane maintenant - ou peut-être jamais** (Alice Friedemann) p.26
- ▶ **Les inégalités du point de vue écologiste** (Biosphere) p.34
- ▶ **Le temps long et incertain de l'innovation** (Biosphere) p.35
- ▶ **L'EFFET SENEQUE** (Patrick Reymond) p.36

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ « Le bonheur au travail avec les Chief Happiness Officer les CHO !!! » (Charles Sannat) p.41
- ▶ « États-Unis, l'inflation atteint les 5% ! » (Charles Sannat) p.44
- ▶ L'inflation commence à devenir vraiment folle - et c'est pire que vous ne le pensez (M. Snyder) p.48
- ▶ L'euro face au mortel virus de l'inflation (Simone Wapler) p.51
- ▶ Perspectives de l'économie mondiale (Tuomas Malinen) p.54
- ▶ Taxation des entreprises : la grande imposture (Bruno Bertez) p.58
- ▶ Pourquoi l'Union européenne bat les USA dans ce domaine (2/2) (Ryan McMaken) p.59
- ▶ La mauvaise stratégie économique des fédéraux (Bill Bonner) p.61
- ▶ Préparez-vous à la Plus Énorme Destruction de Richesse de tous les temps. Ce sera Un Choc pour 99,5% des investisseurs ! p.64
- ▶ Passeport sanitaire, outil totalitaire p.65
- ▶ Sept choses dont personne ne parle et qui finiront par avoir beaucoup d'importance (Charles Hugh Smith) p.68
- ▶ La Fed a tort : l'inflation est rigide (Charles Hugh Smith) p.69
- ▶ Avalanche de milliards (Bruno Bertez) p.72
- ▶ La Réserve fédérale a une arrière-pensée (Bill Bonner) p.76

▲ RETOUR ▲

<<<> <<<> <<<> <<<> (0) <<<> <<<> <<<> <<<>

.Comment les fanatiques ont pris le contrôle du monde

By [Jeffrey Tucker](#) Posted June 9, 2021

Au début de la pandémie, j'écrivais furieusement des articles sur les confinements. Mon téléphone a sonné avec

un appel d'un homme nommé **Dr. Rajeev Venkayya**. Il est à la tête d'une entreprise de vaccins mais s'est présenté comme l'ancien responsable de la politique de lutte contre la pandémie pour la Fondation Gates.

J'étais en train d'écouter.

Je ne le savais pas à l'époque, mais j'ai appris depuis, grâce au livre (pour la plupart terrible) de Michael Lewis, *The Premonition*, que Venkayya était en fait le père fondateur des **lockdowns**. Alors qu'il travaillait pour la Maison Blanche de George W. Bush en 2005, il a dirigé un groupe d'étude sur le bioterrorisme. Du haut de son influence - au service d'un président apocalyptique - il a été le moteur d'un changement radical de la politique américaine en cas de pandémie.

Il a littéralement déchaîné l'enfer.

C'était il y a 15 ans. À l'époque, j'ai écrit sur les changements dont j'étais témoin, m'inquiétant du fait que les nouvelles directives de la Maison Blanche (jamais votées par le Congrès) permettaient au gouvernement de mettre les Américains en quarantaine tout en fermant leurs écoles, leurs entreprises et leurs églises, le tout au nom de l'endiguement de la maladie.

Je n'ai jamais cru que cela se produirait dans la vraie vie ; il y aurait sûrement une révolte de la population. J'étais loin de me douter que nous allions vivre une folle aventure...

L'homme qui a allumé l'allumette

L'année dernière, Venkayya et moi avons eu une conversation de 30 minutes ; en fait, c'était surtout une dispute. Il était convaincu que le verrouillage était la seule façon de traiter un virus. J'ai rétorqué que cela bousculait les droits, détruisait les entreprises et perturbait la santé publique. Il a dit que c'était notre seul choix parce que nous devons attendre un vaccin. J'ai parlé de l'immunité naturelle, qu'il a qualifiée de brutale. Et ainsi de suite.

La question la plus intéressante que je me posais à l'époque était de savoir pourquoi ce Big Shot certifié perdait son temps à essayer de convaincre un pauvre scribouillard comme moi. Quelle raison pouvait-il y avoir ?

La réponse, je le réalise maintenant, est que de février à avril 2020, **j'étais l'une des rares personnes (avec une équipe de chercheurs) qui s'opposait ouvertement et agressivement à ce qui se passait.**

Il y avait un soupçon d'insécurité et même de peur dans la voix de Venkayya. Il voyait la chose impressionnante qu'il avait déclenchée dans le monde entier et était impatient d'étouffer toute velléité d'opposition. Il essayait de me faire taire. Lui et d'autres étaient déterminés à écraser toute dissidence.

C'est ainsi que les choses se sont passées pendant la plus grande partie des 15 derniers mois, avec les médias sociaux et **YouTube supprimant les vidéos qui contestent le verrouillage. C'est de la censure depuis le début.**

Malgré tous les problèmes que pose le livre de Lewis, et il y en a beaucoup, il a bien compris toute cette histoire. Bush est venu voir ses spécialistes du bioterrorisme et a exigé un énorme plan pour faire face à une calamité imaginée. Lorsque Bush a vu le plan conventionnel - faire une évaluation de la menace, distribuer des produits thérapeutiques, travailler à la mise au point d'un vaccin - il était furieux.

"C'est des conneries", a crié le président. "Nous avons besoin d'un plan pour l'ensemble de la société. Qu'allez-vous faire au sujet des frontières étrangères ? Et des voyages ? Et le commerce ?"

Hé, si le président veut un plan, il aura un plan. "Nous voulons utiliser tous les instruments de la puissance nationale pour faire face à cette menace", rapporte Venkayya, qui a dit à ses collègues; "Nous allons inventer la planification en cas de pandémie".

C'était en octobre 2005, la naissance de l'idée du confinement.

Le Dr Venkayya a commencé à chercher des personnes capables de mettre au point l'équivalent national de *l'opération Tempête du désert* pour faire face à un nouveau virus. Il n'a trouvé aucun épidémiologiste sérieux pour l'aider. Ils étaient trop intelligents pour y croire. Il finit par tomber sur le véritable innovateur en matière de verrouillage, qui travaille aux laboratoires nationaux Sandia, au Nouveau-Mexique.

Manivelles, ordinateurs et poux

Il s'agit de Robert Glass, un informaticien sans formation médicale et encore moins de connaissances sur les virus. Glass a été inspiré par un projet de foire scientifique sur lequel travaillait sa fille de 14 ans.

Elle avait théorisé (comme le jeu des poux de l'école primaire) que si les écoliers pouvaient s'espacer davantage ou même ne pas être à l'école du tout, ils arrêteraient de se rendre malades. Glass a repris l'idée et a élaboré un modèle de contrôle des maladies basé sur des ordres de rester à la maison, des restrictions de voyage, des fermetures d'entreprises et une séparation humaine forcée.

C'est fou, non ? Personne dans le domaine de la santé publique n'était d'accord avec lui, mais comme tout excentrique classique, cela a convaincu Glass encore plus. Je me suis demandé, "Pourquoi ces épidémiologistes ne l'ont-ils pas compris ?" Ils ne l'ont pas compris parce qu'ils n'avaient pas d'outils axés sur le problème. Ils avaient des outils pour comprendre le mouvement des maladies infectieuses sans chercher à les arrêter.

Du génie, non ? Glass s'imaginait être plus intelligent que 100 ans d'expérience en santé publique. Un gars avec un ordinateur sophistiqué allait tout résoudre ! Eh bien, il a réussi à convaincre certaines personnes, dont une autre personne qui traînait à la Maison Blanche, Carter Mecher, qui est devenu l'apôtre de Glass.

Veuillez considérer la citation suivante du Dr Mecher dans le livre de Lewis : *"Si vous preniez tout le monde, que vous les enfermiez chacun dans leur chambre et que vous ne les laissiez parler à personne, vous n'auriez aucune maladie."*

Enfin, un intellectuel a un plan pour abolir la maladie - et la vie humaine telle que nous la connaissons aussi ! Aussi grotesque et terrifiant que cela puisse être - une société entière non seulement en prison mais en isolement - cela résume toute la vision de Mecher sur la maladie. C'est aussi **complètement faux**.

Les agents pathogènes font partie de notre monde ; ils sont générés par le contact humain. Nous nous les transmettons les uns aux autres au prix de la civilisation, mais nous avons également développé des systèmes immunitaires pour y faire face. C'est de la biologie de troisième, mais Mecher n'en avait aucune idée.

Les fanatiques gagnent la journée

Avancez jusqu'au 12 mars 2020. Qui a exercé une influence majeure sur la décision de fermer les écoles, même si l'on savait à l'époque que le SRAS-CoV-2 présentait un risque quasi nul pour les personnes de moins de 20 ans ? Il y avait même des preuves que le COVID-19 ne se propageait pas sérieusement aux adultes.

Cela n'avait pas d'importance. Les modèles de Mecher - développés avec Glass et d'autres - n'ont cessé de débiter une conclusion selon laquelle la fermeture des écoles réduirait la transmission du virus de 80 %. J'ai lu ses mémos de cette période - dont certains ne sont toujours pas publics - et ce que vous observez n'est pas de la science mais du fanatisme idéologique en jeu.

D'après l'horodatage et la longueur des courriels, il est clair qu'il ne dormait pas beaucoup. En fait, il était

Lénine à la veille de la révolution bolchevique.

Comment est-il parvenu à ses fins ?

Il y avait trois éléments clés : la peur du public, l'assentiment des médias et des experts, et la réalité bien ancrée que la fermeture des écoles faisait partie de la "planification de la pandémie" depuis près de 15 ans. Essentiellement, les lockdowners, au cours de ces 15 années, ont épuisé l'opposition. Le financement généreux, l'attrition de la sagesse au sein de la santé publique et le fanatisme idéologique ont prévalu.

Comprendre comment nos attentes d'une vie normale ont été si violemment contrecarrées, comment nos vies heureuses ont été brutalement écrasées, occupera les intellectuels sérieux pendant de nombreuses années. Mais au moins, nous avons maintenant une première ébauche d'histoire.

Comme pour presque toutes les révolutions de l'histoire, une petite minorité de fous animés par une cause l'a emporté sur la rationalité humaine des multitudes. **Quand les gens comprendront, les feux de la vengeance brûleront très fort.**

Il s'agit maintenant de reconstruire une vie civilisée qui ne soit plus fragile au point de permettre à des fous de détruire tout ce que l'humanité a eu tant de mal à construire.

▲ RETOUR ▲

.LA QUESTION ÉNERGÉTIQUE ; LE BAL DES DÉSINFORMÉS

11 Juin 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Le média occidental, fait comme tous les médias. Il n'informe pas, il désinforme et formate.

A l'origine, le premier journal, [la Gazette](#), fondée au 17^e siècle, par [Théophraste Renaudot](#), est très vite soutenue par le pouvoir, pécuniairement parlant, le roi et le cardinal, ne dédaignant pas eux mêmes, d'y écrire des articles, fort bien écrits d'ailleurs. On voit tout de suite poindre le problème. La "presse", est chère, déficitaire, et se doit d'avoir des protecteurs, et au minimum, applique l'autocensure, avant d'avoir droit à la censure pure et simple.

La hantise du pouvoir royal, par la suite, c'est celle du "canard", ou feuille informelle venue de n'importe où et dont les nouvelles portaient ombrage à la version officielle. A l'époque de l'URSS, le canard, c'est le samizdat, à l'époque actuelle, le canard, c'est l'internet.

Pendant l'épisode de la bête du Gévaudan, un auteur de l'époque s'étonne du silence des journaux, des cloches qui ne sonnent plus le tocsin (pendant la deuxième phase des tueries), avant de s'apercevoir que tous sont muets, SUR ordre. le roi avait vaincu, il ne saurait plus être question de bête... Jusqu'à ce que l'ampleur du carnage le rende incachable.

Donc, en toutes matières, le public est plus désinformé et formaté qu'informé par des médias, reflets des intérêts à court terme des milliardaires subventionnés qui les possèdent.

Pour lecteur énergétique, la règle est le mensonge et la vérité l'exception.

La construction du secteur nucléaire français a surtout été fait pour des gros sous, dans le contexte de l'époque.

- D'abord, celui des financiers. On est dans l'après 3 janvier 1973, loi Pompidou Giscard Rothschild, et donc, EDF, amené à dépenser 1000 milliards de francs, est prié d'avoir recours aux marchés financiers. Une manne.

- Ensuite, on ne pense absolument pas "stockage" par voie de STEP, ce qui aurait amené à réduire le programme de moitié, vue les possibilités d'action sur le littoral de la Manche. Là, on serait passé d'un investissement de 1000 milliards, à 500 plus 20 milliards pour les travaux de STEP, beaucoup moins onéreux, et on aurait des cacas nerveux des grandes entreprises de BTP.

- Arrivé à un point où l'on s'aperçoit que la demande faiblit et qu'elle ne double plus régulièrement, on va tout faire pour la relancer. Maintenant qu'on a le nucléaire, il faut à tout prix boire le jus. On aurait pu, à l'inverse, appuyer très fort sur le frein (c'est la politique californienne depuis deux décennies), notamment par un travail de normes et éviter tous les suceurs de jus multiples.

On aurait pu se dispenser de promouvoir le chauffage électrique, ne pas pratiquer le sabotage de la pompe à chaleur, avec la célèbre PERCHE. Et même, ne pas autoriser, du tout, le chauffage électrique à effet joule. (Cas Danois, et cas allemand, il faut, pour pouvoir l'installer, qu'il n'y ait pas d'alternatives).

Et surtout, globalement, on aurait pu passer beaucoup plus vite à des logements moins énergivores.

On aurait pu aussi éviter de désindustrialiser le pays. En filant des subventions de 90 % du montant TTC (105 % du montant net) pour des installations industrielles énergivores. Là, il est temps, pour moi de raconter une expérience personnelle.

Vaquant à mes occupations comptables, (un four électrique de forge venait d'être mis en fonction), je constate une anomalie de consommation. J'en fait part au super chef, qui lui même vérifie et en fait part au directeur général. Au bout d'un mois d'utilisation, on s'est aperçu que le dit four coûtait 3 fois le coût d'un four à gaz. En conséquence, le four fut arrêté, il n'avait fonctionné qu'un mois...

Plus tard, je faisais des audit, et j'ai eu une mission longue dans une entreprise industrielle en difficulté. Elle avait déposé le bilan dix ans plus tôt et était en mauvaise position. On m'orientait fortement vers une baisse du treizième mois, "pour sauver l'emploi". Comme quand on fait un audit, on visite l'entreprise et on visite tout, on m'annonça fièrement que 11 ans plus tôt, l'entreprise avait eu une subvention d'EDF pour sa fonderie. Ça a été l'audit le plus rapide de ma vie (du moins pour trouver la cause, le premier jour, l'audit a duré 6 mois), et avec une quarantaine d'ingénieurs présents dans l'entreprise, personne n'avait jamais pensé à une surconsommation de la fonderie... Bizarrement, après, le groupe a trouvé bon de faire le ménage chez eux, et a conservé la production en la modernisant...

J'ai souvenir que dans un rayon de 15 kilomètres, j'ai constaté la fermeture de six entreprises industrielles, toutes avaient reçues des subventions.

Moralité : **"Méfie toi des grecs, même (et surtout) s'ils viennent les bras chargés de cadeaux"**. L'intérêt d'EDF, c'est l'intérêt d'EDF, pas celui de la nation, ni celui de ses clients. L'intérêt de ces entreprises industrielles, c'était de consommer le moins possible...

Mais EDF avait ses capacités, artificiellement créées, et sans débouchés réels, et il fallait absolument consommer ces capacités excédentaires et démentiellles. La règle d'or de l'investissement, c'est de ne pas se ruiner en surinvestissant.

L'intérêt du BTP, c'était de bétonner, l'intérêt des marchés financiers, c'était de faire les prêts les plus gros possibles. Encore faut-il reconnaître un mérite au gouvernement socialiste et à Mitterrand, c'est d'avoir arrêté le délire en route (on partait pour 100 centrales), et certains fumeurs de moquette <marijuana> parlaient de 200.

Le consommateur-usagé-contribuable, lui, est chargé de payer la note, certes, dans un premier temps, avec un coût plus mesuré, mais en surconsommant (et il n'y a véritablement aucune économie) et surtout le coût d'un démantèlement ou plutôt le coût d'un gardiennage de très longue période. Parce que, ne sachant pas démanteler,

et n'ayant pas ressources pour le faire, on y coulera simplement du béton pour piéger la radio-activité résiduelle, en attendant qu'elle se dissipe (pour 90 % c'est assez rapide). En plus, EDF est surendetté, et donc, les provisions sont totalement fictives.

Pour **le pétrole**, les membres de l'OPEP mentent pour une simple raison. Les quotas de production sont établis en fonction des réserves. Donc, ils n'ont aucun intérêt à baisser leurs réserves à des niveaux réalistes et vraisemblables. L'Agence internationale de l'énergie, elle, donne l'alerte, depuis 2008, mais de façon codé. Administration fonctionnarisée, elle ne peut remettre en cause les chiffres officiels que les états lui donne, et ses rapports doivent passer par le filtre en aval.

Parfait exemple de soviétisme et de politiquement correct.

Pour paralyser la relève, et ne pas nuire aux rentabilités des tenants et des rentiers des situations acquises, on a sorti beaucoup de bêtises sur le renouvelable, en faisant croire qu'on était tranquille jusqu'en 2100 et que le problème, c'était le réchauffement climatique, ce qui permet de rester sur le fossile (et le nucléaire) en le réduisant.

En réalité, même si le renouvelable n'est pas une panacée, ça peut être un amortisseur, et en plus c'est le seul possible. Du moins, à l'heure actuelle. Le renouvelable, et une sobriété assumée et nécessaire.

Si le directeur de l'AIE, Fatih Birol, dit que la production <de pétrole> va diminuer de 40 % et qu'il faut arrêter les dépenses d'investissements (soi-disant pour sauver le climat), c'est simplement que ce n'est plus cachable. Pour l'Arabie Séoudite et la Russie, c'est faire durer encore 10 ans la manne, en en tirant le plus possible.

Pour la Chine, c'est d'étirer le plus possible **le charbon**, jusqu'en 2025 , et préparer à toute allure l'avenir, et si les éoliennes ça ne fonctionne pas tout le temps, une centrale à charbon sans charbon, ça n'a pas d'intérêt, sauf pour le bétonneur local.

Le vendeur, de centrales, d'appartements, de jus nucléaire, lui, n'a qu'un intérêt ; vous le vendre. Tant pis si après la centrale électrique s'avère impossible à exploiter, l'appartement inlouable et si vous consommez 3 fois trois d'électricité.

Mais, pour le grand public, il y a une méconnaissance profonde et quasi totale du problème de l'approvisionnement énergétique et le fait que l'électricité, par exemple, puisse devenir aléatoire.

C'est bien connu, que sont des avantages acquis non négociables ;

- la croisière,
- les voyages (en avion, parce qu'on pourra toujours partir à pieds),
- l'électricité à la demande,
- l'eau qui sort du robinet,
- les supermarchés abordables et approvisionnés,
- les produits médinchaïna en abondance,
- la voiture, avec le petit bémol qu'on "condescendrait" à en avoir une électrique ou hybride.

Après, les collectifs anti-éoliens ont été suscités à une époque lointaine, où le problème ne se posait pas. On peut penser fortement que la manipulation vient d'entreprises énergétiques très connues, qui n'étaient pas pressées de voir arriver d'autres producteurs...

On avait le jus. Les membres du collectif, honnêtement désinformés, croient qu'ils ont le choix. Et pour cause, on ne leur a pas posé les termes du problème honnêtement.

En même temps, le scandale de la construction du nucléaire, passé inaperçu, ici est plus visible. Des entreprises privées s'engraissent monstrueusement, en mettant 5 % du budget sur la table, en s'endettant de 95 %, et en vendant le jus.

On choisit une commune rurale, sans grands moyens juridiques, et avec des maires timorés. Pas le genre russe-popoff, qui lui dirait, "Ti veux investir dans mon kolkhoze ? D'accord, mais la moitié des bénéfices est pour ma commune". Si ce mécanisme se généralisait, je pense que la résistance serait moindre... Et si l'entreprise ne marche pas, et réussit quand même à commencer les travaux, les problèmes s'accumuleraient à une allure tellement grande qu'elle capitulerait vite...

Pourquoi les communes urbaines ne sont pas concernées ? Elles ont des services juridiques ou plutôt, les moyens de les avoir. Et que ça risquerait d'être nettement moins rentable...

D'ailleurs, en Allemagne où ce sont des collectifs citoyens très souvent qui se chargent des éoliennes, miraculeusement, la résistance est moindre, nettement moindre, voire inexistante...

Au Danemark, j'ai constaté d'ailleurs, qu'il y avait des éoliennes quasiment en pleine ville en zone industrielle, à Aalborg, de mémoire.

Mais [les méthodes sont différentes](#), il y a plus de participation des citoyens aux projets, alors qu'ici c'est imposé, indemnisation en cas de pertes de valeurs. Ici, on est dans le régalién jacobin, et c'est plutôt normal que ça indispose plutôt...

Là aussi, on est dans **la méthode Goebbels**, c'est à dire répéter et répéter encore un mensonge, jusqu'à ce que cela devienne la vérité.

Pour l'avenir : vu dans "habitations en péril"

- la croisière, y en plus
- les voyages (en avion, par ce qu'on pourra toujours partir à pieds),
- l'électricité à la demande, si on a des panneaux ou une éolienne perso ou les deux, + batterie,
- l'eau du robinet, oui, avec une pompe dans la parcelle,
- les supermarchés abordables et approvisionnés, remplacé par le jardin et l'élevage perso,
- les produits médinchaïna en abondance, l'atelier du coin,
- la voiture, avec le petit bémol qu'on "condescendrait", à avoir une électrique ou hybride. S'adresser à Yves Cochet, il s'est acheté une carriole à cheval. L'électrique ? Oui, si on a assez de panneaux, on pourra garder <les lumières allumées> quelques temps.

Le principal problème est une population, non pas idiote, mais désinformée et formatée, qui croit avoir le choix, encore, et des possibilités. En réalité, le seul choix, c'est d'étaler ou pas le choc de déplétion.

▲ RETOUR ▲

Ces deux histoires ne peuvent pas être vraies

Tim Watkins 9 juin 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



UK set for stronger post-Covid recovery, says OECD

The UK economy's post-pandemic performance will outpace other large rich nations, a new forecast says.

🕒 31 May 2021 | Business



Petrol prices at highest in two years, says RAC

Fuel prices are climbing as economies reopen and energy prices soar.

🕒 6d | Business | 🗨️

Hier, j'ai écrit sur l'impact du manque de stabilité à court terme sur l'économie. En raison de l'absence d'un état final défini pour la pandémie et de la menace permanente de nouveaux blocages et restrictions de la part du gouvernement, les entreprises ne peuvent pas prendre de décisions d'investissement et les ménages ne peuvent pas décider d'épargner ou de dépenser. Cet état d'impuissance économique au niveau de la consommation s'est répercuté sur les chaînes d'approvisionnement *juste à temps*, générant des pénuries et menaçant l'inflation à une échelle jamais vue depuis les années 1970.

La question de savoir si **les gouvernements** sont capables de créer la stabilité est discutable. **Ils sont certainement capables de causer beaucoup de problèmes lorsqu'ils se trompent.** Pour la plupart, les ministres du gouvernement sont réactifs et les bureaucraties gouvernementales sont étiées et sclérosées... pas vraiment une recette pour une action décisive. Tout comme ils se sont retrouvés à "mener la dernière guerre" lorsque la pandémie est arrivée, les gouvernements successifs mènent la dernière guerre économique depuis les crises des années 1970. Chaque nouvelle politique économique - réagissant généralement à la dernière mutation de la crise - était censée restaurer les jours de gloire des années de prospérité 1953-1973. Mais aucune n'y est parvenue. Et quel que soit le gouvernement, la prospérité a continué à reculer inexorablement.

La raison en est que nous sommes entrés dans l'ère de l'épuisement des surplus d'énergie. Plus le coût de l'approvisionnement en énergie augmente, plus notre incapacité à alimenter les secteurs non énergétiques de l'économie s'accroît. En pratique, cela signifie simplement qu'un nombre croissant de choses que nous étions capables de faire - comme les missions habitées sur la lune, les vols supersoniques commerciaux et les lavages automatiques de voitures - ne sont plus possibles... du moins sans subventions publiques massives (ce qui revient à détourner l'énergie d'activités encore viables pour alimenter celles qui ne le sont pas). Cela devrait nous éclairer sur la direction économique que nous prenons. Mais comme les économistes, les politiciens et les journalistes économiques considèrent que l'économie est avant tout un système financier, l'hypothèse est que si les États impriment et déploient correctement une nouvelle monnaie, une nouvelle ère de stabilité économique peut être créée. C'est sans aucun doute la base de la série d'"histoires réjouissantes" qui

ont dominé la couverture de l'actualité économique au fur et à mesure que l'économie se débloquait. Par exemple, dans les pages économiques de la BBC aujourd'hui, on peut lire que la "reprise" de la Grande-Bretagne sera plus forte que prévu :

"Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Royaume-Uni devrait connaître une croissance de 7,2 % en 2021, contre 5,1 % prévu en mars. L'OCDE a relevé ses prévisions de croissance mondiale à 5,8 %, contre les 4,2 % prévus en décembre..."

"L'OCDE a déclaré que les perspectives de l'économie mondiale s'étaient éclaircies, l'activité revenant à des niveaux pré-pandémiques."

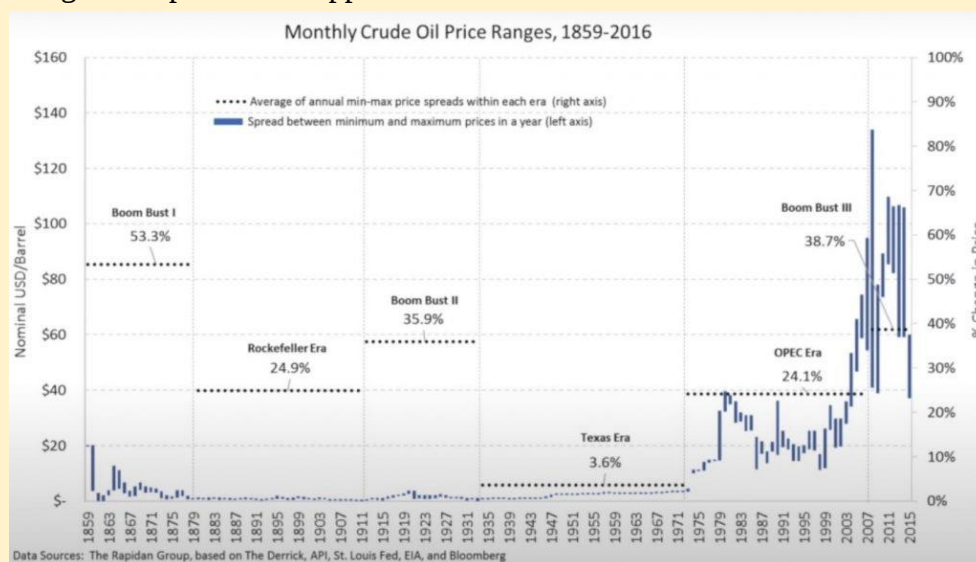
Sur la même page cependant, nous trouvons les premiers grondements d'un problème qui deviendra probablement - ou peut-être déclenchera - la prochaine crise à court terme :

"Les prix de l'essence ont grimpé à leur plus haut niveau depuis deux ans, selon le RAC... Les prix à la pompe sont tombés en mai 2020 à un minimum de 106 pennys, alors que les prix du pétrole s'effondraient, mais les automobilistes ont dû se plier à des restrictions de déplacement."

"Le coût moyen d'un litre s'est depuis envolé à 129,27 pennys, le niveau le plus élevé depuis août 2019. Le coût d'un litre de sans plomb est désormais plus de 22 pennys plus cher qu'il y a un an - la plus forte augmentation sur 12 mois observée depuis 11 ans..."

"L'avenir des prix du carburant est difficile à prédire plus de quelques semaines à l'avance et encore plus maintenant, car la pandémie semble avoir modifié la dynamique de la vente au détail de carburant..."

Étant donné qu'un litre de "bouteille classique" de Coca Cola se vend actuellement à 1,65 £, il est trop facile de sous-estimer **l'importance du pétrole pour l'économie**. C'est précisément l'erreur qu'ont commise les banquiers centraux dans les années précédant immédiatement le krach financier de 2008, lorsque la hausse des prix du pétrole a été traitée comme le produit d'une demande trop forte. **En fait, 2005 a été une répétition de 1973.** Comme l'explique Robert McNally, ces deux événements marquent la fin d'une période de contrôle des prix mondiaux du pétrole par les cartels qui, à leur tour, avaient créé une plateforme de stabilité sur laquelle l'économie au sens large avait pu se développer :



La reprise d'après-guerre et le boom économique entre 1953 et 1973 ont été soutenus par la stabilité des prix maintenue par la Texas Railroad Commission. Pendant la guerre, les États-Unis avaient produit 6 barils de pétrole sur 7 consommés, la majeure partie du septième provenant du Venezuela. Bien sûr, le reste du monde a

rapidement rattrapé son retard. Néanmoins, les champs pétrolifères américains, vastes et bien développés, ont fourni à la TRC les moyens de fixer les prix mondiaux du pétrole. Si les prix montaient trop haut, ils pouvaient augmenter la production. Si les prix baissaient trop, ils pouvaient ordonner des réductions de production.

La fin est survenue lorsque la production pétrolière américaine a atteint un pic en 1970-71, après quoi les prix du pétrole ont fortement augmenté, en partie grâce au choc pétrolier artificiel de 1973. Les prix élevés et volatils du pétrole au cours de la décennie suivante ont entraîné une période de stagflation au cours de laquelle le chômage et l'inflation ont augmenté simultanément. C'est ce qui a suscité les réponses politiques que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de néolibéralisme : emplois précaires et moins bien rémunérés, déréglementation financière, délocalisation de la production et gouvernement de copinage coûteux mais inefficace. Et il est peut-être bon de rappeler qu'au début, les politiques néolibérales ont aggravé la crise.

Au milieu des années 1980, avec l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole, le cartel de l'OPEP a réussi à rétablir une certaine stabilité, mais à des prix beaucoup plus élevés. Cela a ouvert la voie au boom alimenté par la dette entre 1995 et 2005. Mais tout comme le pic de production pétrolière aux États-Unis a mis fin au cartel du CRT, le pic de production mondiale de pétrole conventionnel a ôté à l'OPEP sa capacité à exercer un contrôle sur les approvisionnements mondiaux.

Après 2005, les prix du pétrole ont commencé à augmenter fortement. Et comme le pétrole intervient dans la fabrication, le transport et la livraison de presque tous les biens et services de l'économie, à partir de 2006, des hausses de prix généralisées se sont mises en place. Comme le souligne **Frank Shostak**, de l'Institut Mises :

"Si le prix du pétrole augmente et si les gens continuent à utiliser la même quantité de pétrole qu'auparavant, cela signifie que les gens sont maintenant obligés d'allouer plus d'argent au pétrole. Si le stock d'argent des gens reste inchangé, cela signifie que moins d'argent est disponible pour d'autres biens et services, toutes choses étant égales par ailleurs. Cela implique bien sûr que le prix moyen des autres biens et services doit baisser.

"Notez que l'argent global dépensé en biens ne change pas. Seule la composition des dépenses a changé ici, avec plus pour le pétrole et moins pour les autres biens. Par conséquent, le prix moyen des biens ou l'argent par unité de bien reste inchangé."

Ce n'est pourtant pas ainsi que les banquiers centraux ont choisi de voir la situation. Leurs manuels scolaires leur disaient que la hausse des prix était un phénomène monétaire auquel il fallait s'attaquer en augmentant les taux d'intérêt. Les entreprises et les ménages ont donc été frappés par une double peine. Non seulement ils payaient plus cher leur carburant, mais ils consacraient également une plus grande partie de leurs revenus au service de leurs dettes. Comme nous l'avons découvert à nos dépens, c'était un problème particulier pour les détenteurs de prêts hypothécaires dits "subprimes". Tant que les prix et les taux d'intérêt étaient stables, ces personnes avaient assuré le service de leurs dettes pendant que la valeur de leurs propriétés augmentait au point de pouvoir être vendues à profit. La hausse du carburant et des intérêts leur a coupé l'herbe sous le pied, a fait s'effondrer le marché hypothécaire et a mis à nu le château de cartes de Ponzi que les banques avaient construit.

À première vue, l'industrie américaine de la fracturation semblait reprendre là où l'OPEP et la TRC s'étaient arrêtés. Bien que la récession qui a suivi le krach de 2008 ait fait baisser les prix du pétrole, ceux-ci sont restés bien au-dessus des 80 dollars le baril jusqu'en 2014. La montée en puissance de la production de pétrole de schiste a toutefois réduit la capacité de l'OPEP et de la Russie à maintenir des prix plus élevés. À la fin de la décennie, la production américaine de pétrole de schiste avait dépassé le pic atteint par les États-Unis en 1970.

La baisse des prix du pétrole entre 2015 et 2019 a permis d'enrayer le déclin économique de la première moitié de la décennie. Mais malgré la baisse des prix, l'apocalypse de la vente au détail s'est accélérée à mesure que la prospérité reculait et que les dépenses discrétionnaires étaient de moins en moins nombreuses. L'une des raisons en est que le "miracle du pétrole de schiste" aspirait encore plus d'énergie des secteurs non énergétiques

de l'économie.

La stabilité qui régnait sous la TRC et l'OPEP reposait sur un prix du pétrole qui permettait aux producteurs de réaliser des bénéfices sans mettre en faillite la clientèle. Cela n'était possible que parce que le coût de production du pétrole - le coût de l'énergie - était faible. Suffisamment bas dans l'immédiat après-guerre, en effet, pour que la part des profits des travailleurs dans l'économie puisse augmenter pour l'une des rares fois dans l'histoire de l'humanité. Le coût de production du pétrole à l'époque de l'OPEP était plus élevé, mais avec un degré de stabilité des prix qui permettait aux producteurs de réaliser des bénéfices sans faire exploser l'économie.

La période du schiste a été très différente. Les effets sur les prix ne sont pas le résultat d'une tentative active de fixer les prix. Ils sont plutôt une conséquence de la géologie et de l'environnement financier particulier qui a suivi le krach. Les puits de schiste fracturés s'épuisent rapidement, ce qui oblige les entreprises à forer toujours plus de puits et à continuer à faire couler le pétrole... quel qu'en soit le coût. L'OPEP et la Russie n'ont tout simplement pas été en mesure de réduire suffisamment leur production pour faire face à la production supplémentaire des États-Unis sans faire s'effondrer leurs propres économies - n'oubliez pas que les gouvernements producteurs de pétrole ont également besoin des recettes fiscales provenant du pétrole. En effet, comme l'a montré **Debora Rogers** de l'Economic Policy Forum, la production de pétrole de schiste est rarement rentable. Néanmoins, dans un contexte de taux d'intérêt aussi bas, les investisseurs étaient désespérément à la recherche de rendements et certains, au moins, étaient prêts à injecter des milliards de dollars dans une industrie qui rapportait des millions de dollars de pétrole :



Il y a un corollaire moins évident à cela - qui est présenté à tort comme une bonne nouvelle. Puisque nous avons trouvé et largement dépassé le pic de production des grands gisements de pétrole rentables de la planète Terre, les grandes compagnies pétrolières ont cessé d'en chercher et ont commencé à déployer des technologies de récolte d'énergie renouvelable non renouvelable. Certaines petites compagnies continueront à vivre de petits gisements coûteux. Mais il n'est plus possible qu'un nouveau cartel ait accès à des réserves suffisantes pour contrôler les prix mondiaux. Et cela signifie que les périodes de stabilité des prix du pétrole sur lesquelles se fondent les booms économiques appartiennent à l'histoire.

C'est pour cette raison que ces deux histoires de la BBC ne peuvent être vraies. Les sources d'énergie alternatives représentent moins de 20 % de l'énergie mondiale, et le nucléaire et l'hydroélectricité en

représentent la majeure partie. Les combustibles fossiles continuent d'alimenter la quasi-totalité de nos transports, de l'agriculture et de l'industrie lourde, **le diesel étant toujours indispensable pour assurer la subsistance de huit milliards d'êtres humains. Si le prix du pétrole augmente, il n'y a donc aucune source d'énergie alternative qui attende dans les coulisses pour sauver la situation.**

En pratique, cela signifie que nous nous trouvons dans une situation similaire à celle de 2005-2008. Lorsque le prix du pétrole atteindra à nouveau 80 dollars, les dépenses de l'ensemble de l'économie devront être réduites au détriment des dépenses discrétionnaires pour tenir compte de l'augmentation du coût du carburant - à la fois direct et incorporé dans tous les éléments qui dépendent du pétrole. Cela ne fait qu'ajouter aux malheurs des secteurs marginaux de l'économie tels que le commerce de détail non alimentaire et l'hôtellerie, où même une petite baisse de la clientèle suffit à pousser une entreprise à la faillite.

Mais ce n'est peut-être qu'un début. Si les banques centrales sont assez folles pour augmenter les taux d'intérêt, la base même de l'emploi pourrait bien être sapée. Tout au long de l'ère industrielle - et particulièrement depuis la Seconde Guerre mondiale - l'emploi a été considéré à la fois comme un moyen de sortir de la pauvreté et comme une voie vers la prospérité. La gratification différée a été encouragée et adoptée, étant entendu que, par exemple, obtenir un diplôme universitaire ou passer plusieurs heures par jour à faire la navette, cela pouvait conduire à un avenir plus prospère. À mesure que les gens sont contraints de renoncer à leurs dépenses discrétionnaires et que les voies de la prospérité disparaissent, les coûts souvent méconnus liés au fait d'avoir un emploi feront l'objet de réductions.

Pour beaucoup d'entre nous, par exemple, avoir une voiture est une condition préalable à l'obtention d'un emploi. Mais si l'on additionne le coût du carburant, de l'entretien, de l'assurance, des taxes et des frais de stationnement, nous dépensons des milliers de livres par an. Les alternatives de transport public coûtent souvent encore plus cher. Un abonnement ferroviaire de 12 mois entre Maidenhead - dans la ceinture de banlieue de Londres - et Londres Paddington coûte actuellement 3 360 livres sterling ; les tarifs du métro à travers Londres ajoutent encore 1 000 livres sterling. Le coût du logement est également élevé pour les travailleurs qui cherchent à acheter ou à louer un logement situé à proximité des principaux centres d'emploi. Et le fait d'avoir un emploi entraîne également des dépenses plus modestes, comme les vêtements de travail et les repas de jour. Ces coûts sont tolérables tant que l'économie peut garantir une prospérité croissante. Mais si l'on supprime cette récompense potentielle, l'emploi ne vaut plus la peine d'être investi.

Il est très probable qu'au lendemain de la pandémie, alors que le coût de la vie augmente sans remords, de plus en plus de personnes délocaliseront leur emploi, cherchant un emploi moins bien rémunéré près de chez elles afin d'économiser le coût d'un emploi plus éloigné. C'est l'une des raisons pour lesquelles les centres actuels de prospérité comme Londres seront probablement les plus touchés par les retombées.

La hausse des prix du pétrole dans une économie qui ne peut plus se le permettre exclut toute forme de croissance économique. Nous sommes plutôt confrontés à une période de désintégration économique au cours de laquelle une grande partie de ce que nous avons considéré comme acquis au cours des décennies précédentes nous échappera.

▲ RETOUR ▲

.Qui paie pour l'entretien des puits de pétrole et de gaz "orphelins" ? Vous

Par Kurt Cobb, initialement publié par Resource Insights le 13 juin 2021



Lorsque les puits de pétrole et de gaz arrivent au terme de leur vie utile, l'une des deux choses suivantes se produit : 1) ils sont bouchés et recouverts pour empêcher tout écoulement supplémentaire ou 2) ils sont tout simplement abandonnés.

Lorsqu'ils entrent dans la deuxième catégorie, on les appelle des puits "orphelins" et il incombe au gouvernement de les sécuriser. Mais c'est à condition que le gouvernement soit au courant de leur existence. Les registres de mise en place des puits ne sont pas toujours tenus avec autant de soin et peuvent se perdre lors de faillites et de changements de propriétaires ou par pure négligence. Par conséquent, il semble qu'il y ait beaucoup plus de puits abandonnés que de puits orphelins dont les gouvernements ont connaissance.

Depuis mon dernier article sur ce problème en 2012, il y a eu une énorme vague de forage au Texas, au Dakota du Nord, au Nouveau-Mexique et au Colorado, alors que la soi-disant révolution du schiste a libéré sur le monde des milliards de barils de pétrole auparavant inaccessible et des trillions de pieds cubes de gaz naturel. Maintenant que les foreurs des champs de schiste connaissent des difficultés, de nombreux puits sont inutilisés et risquent d'être abandonnés.

Les entreprises sont tenues de déposer des cautions pour payer le bouchage et le recouvrement des puits par l'État si les entreprises ne les bouchent pas et ne les recouvrent pas. Cependant, ces cautions sont tout à fait insuffisantes. Selon Grist, au Texas, les cautions n'ont couvert que 16 % des coûts encourus par l'État en 2015. Au Nouveau-Mexique, ce chiffre était de 18 %.

Le schéma est familier. Les profits de la production de pétrole et de gaz sont privatisés et les coûts - dans ce cas, les coûts environnementaux et sanitaires - sont socialisés, c'est-à-dire que les membres du public doivent assumer les coûts, soit par le biais de l'assainissement, soit par des dommages à la santé et aux biens.

Les coûts environnementaux comprennent les dommages causés au sol, à l'air et à l'eau. Mais les dommages les plus durables concernent peut-être les aquifères, car l'eau saumâtre des aquifères saumâtres, les produits chimiques utilisés dans l'exploitation des puits et les hydrocarbures migrent vers le haut pour empoisonner les eaux souterraines potables partout où les tubages des puits sont fissurés et fuient. C'est un phénomène qu'un colmatage approprié peut empêcher. Une telle pollution des aquifères peut rendre les eaux souterraines impropres à la consommation humaine ou animale pendant toute la durée de vie des sociétés humaines.

Il y a aussi les fuites de méthane, un puissant gaz à effet de serre, provenant des puits de gaz abandonnés et des puits qui ont produit à la fois du pétrole et ce qu'on appelle le gaz associé.

Des millions de puits de pétrole et de gaz ont été forés aux États-Unis depuis le début de l'ère pétrolière et des millions d'autres ont été forés dans le monde entier. L'insouciance de ceux qui ont foré et prospéré grâce à eux

se transforme maintenant en un héritage laid et persistant de l'ère industrielle.

▲ RETOUR ▲

Les dix prochains milliards d'années

Ugo Bardi Vendredi, 11 Juin, 2021



Ceci est un billet que j'ai publié sur "L'héritage de Cassandra" en 2012. C'était l'un des billets les plus réussis jamais publiés sur ce blog, il a été reposté, discuté et critiqué à plusieurs endroits, y compris une longue réfutation par John Michael Greer, "The ArchDruid". J'ai commenté les commentaires de Greer ici. Je pense qu'il est approprié de reposer cette description plutôt ambitieuse de l'histoire de l'univers sur mon nouveau blog, "The Seneca Effect", après avoir exploré quelques arguments similaires dans des billets récents (The Great Turning Point of Humankind, Long term Perspectives of Nuclear Energy, et "Star Parasites").

Le voici donc, légèrement révisé et mis à jour par rapport à la version initiale.

Les dix prochains milliards d'années

Posté par Ugo Bardi

Il n'est pas surprenant que nous trouvions le futur fascinant ; après tout, nous y allons tous. Mais l'avenir n'est jamais ce qu'il était et on dit que les prédictions sont toujours difficiles, surtout celles qui concernent le futur. Néanmoins, il est possible d'étudier l'avenir, ce qui est différent de le prédire. Il s'agit d'un exercice appelé "construction de scénarios". Permettez-moi d'essayer un balayage télescopique de la construction de scénarios qui part du passé lointain et nous amène au futur lointain sur une plage totale de 20 milliards d'années. Si le passé est ce qu'il était, notre avenir se divise en deux scénarios, l'un "bon" et l'autre "mauvais", qui dépendent tous de ce que nous ferons dans les années à venir.

Les 10 milliards d'années passées

- *Il y a 10 milliards d'années.* L'univers est jeune, il existe depuis moins de quatre milliards d'années. Mais il ressemble déjà à ce qu'il sera pendant plusieurs milliards d'années dans le futur : galaxies, étoiles, planètes, trous noirs et bien plus encore.

- *Il y a un milliard d'années.* À partir des débris d'anciennes supernovas, le système solaire s'est formé autour d'une étoile de deuxième génération, le Soleil, il y a environ 4,5 milliards d'années. Les planètes qui forment le

système ne sont pas très différentes de celles que nous voyons aujourd'hui. La Terre a des océans bleus, des nuages blancs et des continents marron foncé. Mais il n'y a ni plantes ni animaux sur les continents, ni poissons dans l'eau. La vie est entièrement unicellulaire dans les océans, mais son activité a déjà changé beaucoup de choses : la présence d'oxygène dans l'atmosphère est le résultat de l'activité permanente de photosynthèse.

- *Il y a 100 millions d'années.* Il s'est passé beaucoup de choses sur la planète Terre. À partir d'il y a environ 550 millions d'années, peut-être à la suite de l'ère glaciaire connue sous le nom de "Terre boule de neige", des formes de vie multicellulaires sont apparues. D'abord, uniquement dans les océans ; puis, il y a environ 400 millions d'années, la vie a colonisé la surface des continents, créant des forêts luxuriantes et de grands animaux qui ont peuplé la Terre pendant des centaines de millions d'années. Mais tout cela n'a pas été sans heurts. La vie a failli s'éteindre lorsque, il y a 245 millions d'années, une éruption volcanique géante dans la région que nous appelons aujourd'hui la Sibérie a généré la plus grande extinction connue de l'histoire de la Terre. Mais la biosphère a réussi à survivre et à se régénérer jusqu'à la période du crétacé, l'âge des dinosaures.

- *Il y a 10 millions d'années.* L'âge des dinosaures est terminé. Ils ont été anéantis par une nouvelle extinction de masse qui a eu lieu il y a 65 millions d'années, causée peut-être par un astéroïde géant frappant la Terre ou, plus probablement, par une éruption volcanique géante dans la région qui, un million d'années plus tard, s'appellera "l'Inde." Là encore, la biosphère a survécu et prospère à nouveau, peuplée de mammifères et d'oiseaux ; y compris des primates. Nous sommes au Miocène et la Terre s'est refroidie sur une période de plusieurs millions d'années, peut-être parce que le sous-continent indien a heurté l'Asie et créé l'Himalaya. Cela a favorisé l'élimination du CO₂ de l'atmosphère par les intempéries. Des calottes glaciaires se sont formées aux pôles Nord et Sud pour la première fois depuis plusieurs centaines de millions d'années.

- *Il y a 1 million d'années.* La Terre s'est considérablement refroidie au cours de la période que nous appelons "Pléistocène" et connaît maintenant une série de périodes glaciaires et interglaciaires. Les périodes glaciaires durent des dizaines de milliers d'années, tandis que les interglaciaires sont des périodes chaudes relativement courtes, de quelques milliers d'années. Ces oscillations climatiques sont peut-être l'élément qui a stimulé l'évolution de certaines espèces de primates qui ont développé une locomotion bipède. **Il y a un million d'années, homo Erectus et homo Habilis peuvent utiliser le feu et fabriquer des outils en pierre simples.**

- *Il y a 100.000 ans.* Les cycles glaciaires/interglaciaires se poursuivent. La période chaude appelée "Eémien", il y a environ 114 000 ans, a été de courte durée et a laissé place à l'une des plus dures glaciations connues de l'histoire récente de la Terre. Mais les humains survivent. En Europe, les Néandertaliens font la loi, tandis que l'espèce que nous appelons "homo sapiens" existe déjà en Afrique.

- *Il y a 10.000 ans.* L'ère glaciaire se termine brusquement pour donner lieu à un nouvel interglaciaire ; la période que nous appelons "Holocène". Les Néandertaliens ont disparu, poussés à la limite de la survie par leurs concurrents "Sapiens". Le climat se stabilise suffisamment pour que les humains commencent à pratiquer l'agriculture dans les vallées fertiles de la région tropicale d'Afrique et d'Eurasie, de l'Égypte à la Chine.

- *Il y a 1000 ans.* L'ère agricole a donné naissance à l'ère des empires, qui se battent pour la domination de vastes zones géographiques. La population humaine a connu une croissance rapide, avec le début d'une série de cycles de croissance et d'effondrement qui découlent de la surexploitation des sols fertiles. Il y a 1000 ans, le monde occidental revient d'un de ces effondrements périodiques et se développe à nouveau pendant la période que nous appelons "Moyen Âge".

- *Il y a 100 ans.* L'ère du charbon a commencé et se poursuit depuis au moins deux siècles. Avec elle, la révolution industrielle est arrivée. Le charbon et le pétrole brut sont les combustibles qui créent une formidable expansion de l'humanité en nombre et en puissance. Il y a 100 ans, il y avait déjà plus d'un milliard d'humains sur la planète et la population se dirige rapidement vers la barre des deux milliards. La pollution est encore un problème mineur qui passe largement inaperçu. La concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a augmenté pour atteindre près de 300 ppm, contre 270 ppm à l'ère préindustrielle. Ce fait est noté par certains

scientifiques humains qui ont prédit qu'il entraînerait un réchauffement de la planète, mais les conséquences à long terme ne sont pas comprises.

- *Il y a 10 ans.* Les combustibles fossiles à l'origine de l'ère industrielle commencent à montrer des signes d'épuisement et il en va de même pour la plupart des produits minéraux. La tentative de remplacer les combustibles fossiles par l'uranium n'a pas abouti en raison des difficultés liées à la maîtrise de la technologie. La production d'énergie continue d'augmenter, mais elle montre des signes de ralentissement. La population humaine a atteint 7 milliards d'habitants et continue de croître, mais à des taux de croissance réduits. **Le système agricole de la Terre est en plein dépassement et la population ne peut être nourrie qu'au moyen d'un complexe industriel agricole basé sur les combustibles fossiles.** La concentration de CO₂ dans l'atmosphère a augmenté rapidement et atteint aujourd'hui environ 370 ppm. Les températures mondiales ont également augmenté. Le problème du réchauffement de la planète a été reconnu et des efforts sont faits pour réduire les émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre, mais leur concentration continue d'augmenter.

Aujourd'hui. Le système industriel mondial semble être sur le point d'arrêter sa croissance et le système financier a connu une série d'effondrements brutaux. La production de pétrole brut est restée stable au cours des dernières années, mais la production globale d'énergie continue d'augmenter en raison de la décision d'extraire des combustibles coûteux et polluants des "schistes". L'extraction de ces combustibles a été présentée comme un grand succès, mais il semble qu'elle ait déjà atteint son apogée. La situation politique est chaotique, avec des guerres mineures qui éclatent en permanence. La population humaine se rapproche maintenant de huit milliards d'individus. Le système climatique semble sur le point de s'effondrer : déforestation, réchauffement de la planète, augmentation de l'humidité atmosphérique, déclin des calottes glaciaires, etc. La concentration de CO₂ dans l'atmosphère est désormais supérieure à 400 ppm et ne cesse d'augmenter.

L'avenir en deux scénarios



1. le "mauvais" scénario.

Dans 10 ans. En 2030, la production de pétrole brut "conventionnel" est en déclin depuis environ deux décennies. L'énorme effort consenti pour le remplacer par des liquides produits à partir de sources non conventionnelles. Les sables bitumineux, le pétrole de schiste et d'autres sources de pétrole "lourd", ainsi que les biocarburants, ont été un échec. L'uranium, lui aussi, est devenu rare et plusieurs pays qui ne disposent pas de ressources nationales ont été contraints de fermer certaines de leurs centrales nucléaires. Ces tendances sont partiellement compensées par la production toujours croissante de charbon, qui est également utilisé pour produire des carburants liquides et d'autres produits chimiques autrefois obtenus à partir du pétrole. La croissance des énergies renouvelables est au point mort : il n'y a plus de ressources pour investir dans la recherche et le développement de nouvelles technologies et de nouvelles centrales, tandis qu'une campagne de propagande financée par l'industrie pétrolière a convaincu le public que les sources renouvelables ne produisent

aucune énergie utile et sont même nuisibles à l'environnement. Une autre campagne de propagande financée par les mêmes lobbies a stoppé toute tentative de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En conséquence, l'agriculture a été dévastée par le changement climatique et par les coûts élevés des engrais et de la mécanisation. La population humaine commence à inverser sa tendance à la hausse, décimée également en raison de la fraction croissante de terres fertiles consacrées aux biocarburants.

Dans 100 ans. En 2100, le système économique humain s'est effondré et la taille de l'économie ne représente plus qu'une fraction de ce qu'elle était au début du 21^e siècle. L'épuisement des ressources a détruit la plus grande partie du système industriel, tandis que le changement climatique et la désertification qui en découle - associés à la destruction des sols fertiles - ont réduit l'agriculture à une pâle ombre de l'entreprise industrielle qu'elle était devenue. **L'effondrement de l'agriculture a provoqué un effondrement correspondant de la population, qui compte aujourd'hui environ deux milliards d'habitants.** La plupart des zones tropicales ont été abandonnées parce que le réchauffement climatique les a rendues trop chaudes pour être habitables par les êtres humains. L'élévation du niveau de la mer causée par le réchauffement climatique a forcé l'abandon d'un grand nombre de villes côtières, avec des dommages économiques incalculables. L'économie de la planète a été encore affaiblie par les tempêtes géantes et les catastrophes climatiques qui frappent à peu près tous les lieux habités. Le pétrole brut n'est plus extrait en quantités significatives et lorsqu'il existe encore des ressources en gaz, il est impossible de les transporter sur de longues distances en raison de la dégradation du réseau de pipelines et de l'inondation des ports. Seul le charbon est encore extrait et les centrales à charbon maintiennent l'énergie électrique pour une activité industrielle réduite dans plusieurs régions du Nord de la planète. Le Labrador, l'Alaska, la Scandinavie et la Sibérie du Nord abritent encore des vestiges de l'ancienne société industrielle. Grâce à la liquéfaction du charbon, il est encore possible d'obtenir des carburants liquides, principalement utilisés à des fins militaires. La Terre voit encore des chars et des avions qui s'échangent des coups de feu.

Dans 1000 ans. La société industrielle appartient au passé. Le réchauffement climatique causé par l'homme a généré la libération d'hydrates de méthane qui ont créé encore plus de réchauffement. L'arrêt des courants thermohalins océaniques a transformé la majeure partie de la planète en un désert chaud. Presque tous les grands mammifères ont disparu. Les humains ne survivent que dans les franges extrêmes des terres au nord de la planète et au sud, principalement en Patagonie. Pour la première fois dans l'histoire, de petites tribus d'humains vivent sur les franges du continent antarctique, qui dégèlent rapidement, et vivent principalement de la pêche. Dans certaines régions, il est encore possible d'extraire du charbon et de l'utiliser pour une métallurgie simple qui utilise les restes des métaux que la civilisation du XX^e siècle a laissés. Les êtres humains sont réduits à quelques centaines de millions de personnes qui continuent à s'affronter à l'aide de vieux mousquets et de canons occasionnels.

Dans 10.000 ans. Les êtres humains auront disparu, ainsi que la plupart des vertébrés et des arbres. La planète Terre est encore sous le choc de la vague de réchauffement climatique qui a commencé plusieurs milliers d'années auparavant. L'atmosphère contient encore de grandes quantités de gaz à effet de serre générés par l'activité humaine et par la libération d'hydrates de méthane. Les continents sont pour la plupart des déserts, et il en va de même pour les océans, réduits à des déserts marins par l'absence de courants oxygénants. Le Groenland est pratiquement dépourvu de glace et c'est également le cas de l'Antarctique, qui a perdu la plupart de ses glaces. Seuls des buissons et des vertébrés terrestres de petite taille survivent dans les franges septentrionales et méridionales reculées des continents.

Dans 100.000 ans. La planète montre des signes de rétablissement. Les températures se sont stabilisées et l'érosion des silicates a éliminé une grande partie du dioxyde de carbone accumulé dans l'atmosphère. Les animaux terrestres et les arbres montrent quelques signes de récupération.

Dans 1 million d'années. La planète s'est partiellement rétablie. Les cycles tectoniques planétaires ont réabsorbé la majeure partie du CO₂ qui avait créé la grande poussée de réchauffement de jadis. La température a baissé rapidement et les calottes polaires sont revenues. Le retour de la glace a relancé les courants thermohalins : les

eaux océaniques sont à nouveau oxygénées. La vie - les espèces qui avaient survécu au désastre du réchauffement - prospère à nouveau et recolonise les déserts tropicaux - qui disparaissent rapidement.

Dans 10 millions d'années. La Terre est redevenue la luxuriante planète bleu-vert qu'elle était, pleine de vie, d'animaux et de forêts. Des survivants du grand réchauffement, une nouvelle explosion de vie a été générée. Il y a à nouveau de grands herbivores et carnivores, ainsi que de grands arbres, même si aucun d'entre eux ne ressemble aux créatures qui avaient peuplé la Terre avant la catastrophe. En Afrique, certaines créatures commencent à utiliser des cailloux pour chasser. Avec le temps, elles développent la capacité de créer du feu et de construire des structures en pierre. Elles développent l'agriculture, les navires et les moyens d'enregistrer leurs pensées à l'aide de symboles. Mais ils ne développent jamais une civilisation industrielle par manque de combustibles fossiles, tous brûlés par les humains des millions d'années avant eux.

Dans 100 millions d'années. La planète Terre est à nouveau sous tension. L'augmentation progressive de l'irradiation solaire pousse le climat vers une nouvelle ère chaude. Le même effet est produit par la formation progressive d'un nouveau supercontinent généré par la dérive des continents. La plupart des terres deviennent des déserts - toutes les créatures intelligentes disparaissent. Commence alors un déclin général des vertébrés, incapables de survivre sur une planète de plus en plus chaude.

Dans 1 milliard d'années. La Terre a été stérilisée par la chaleur solaire croissante. Seules des traces de vie unicellulaire survivent encore sous terre.

Dans 10 milliards d'années. Le soleil s'est agrandi et est devenu si grand qu'il a absorbé et détruit la Terre. Puis, il s'est effondré en une naine blanche. La galaxie et l'univers entier se dirigent lentement vers l'extinction avec l'épuisement de l'énergie générée par le big bang originel.

2. le "bon" scénario

Dans dix ans. En 2030, l'épuisement des combustibles fossiles a entraîné une baisse de la production mondiale. Cela a conduit à des traités internationaux visant à faciliter le remplacement des combustibles fossiles par des énergies renouvelables. Des traités sont également promulgués dans le but de minimiser l'utilisation du charbon. La production et l'utilisation de biocarburants pour les machines industrielles ont été interdites partout et les traités obligent les producteurs à orienter toute la production agricole vers la nourriture pour les humains. Les centrales nucléaires existantes utilisent pleinement l'uranium des ogives qui a été accumulé pendant la guerre froide. La recherche sur la fusion nucléaire se poursuit, avec l'espoir qu'elle fournira une énergie utile dans 50 ans. Malgré ces mesures, le réchauffement de la planète se poursuit et l'agriculture est gravement endommagée par les sécheresses et l'érosion. La croissance démographique s'arrête et des famines généralisées se produisent. Les gouvernements adoptent des mesures de réduction de la fécondité afin de contenir la population. L'économie prospère, stimulée par la demande de plantes renouvelables.

Dans une centaine d'années. Les mesures prises au début du 21^e siècle ont porté leurs fruits. Désormais, près de 1% de la surface de la planète est couverte de panneaux solaires de dernières générations qui produisent de l'énergie avec un rendement de l'ordre de 50%. Au nord, l'énergie éolienne est utilisée, ainsi que l'énergie des courants marins, des marées et des vagues. La production d'énergie électrique renouvelable ne cesse de croître et a dépassé tout ce qui a été fait dans le passé en utilisant des technologies primitives basées sur les combustibles fossiles. On n'extrait plus de tels combustibles et le faire est considéré comme un crime passible de rééducation. L'économie industrielle subit des changements rapides, abandonnant l'exploitation des ressources en métaux rares qui s'amenuisent, et utilisant l'énergie abondante disponible pour exploiter les éléments abondants de la croûte terrestre. La société humaine est désormais entièrement basée sur l'énergie électrique, y compris pour les transports. Les véhicules électriques se déplacent sur les routes et les rails, les navires électriques traversent les océans et les dirigeables électriques naviguent dans les airs. Les dernières

centrales à fission nucléaire ont été fermées par manque de combustible d'uranium vers 2050, elles n'étaient plus nécessaires. Les recherches sur la fusion nucléaire se poursuivent avec l'espoir qu'elle fournira une énergie utilisable dans 50 ans. Malgré les bonnes performances de l'économie, l'écosystème est toujours soumis à un stress important en raison des grandes quantités de gaz à effet de serre émises dans l'atmosphère au cours des siècles passés. L'agriculture subit encore les conséquences de l'érosion et du changement climatique. La population humaine connaît un déclin rapide, mais contrôlé, grâce aux mesures démographiques adoptées par les gouvernements. Elle est maintenant inférieure à 4 milliards d'humains et les famines font partie du passé. Avec le retour de la prospérité, les humains reprennent l'exploration de l'espace qu'ils ont été contraints d'abandonner au début du XXI^e siècle.

Dans 1000 ans. En l'an 3000, les écosystèmes de la planète se sont complètement remis des dommages causés par les activités humaines au cours du deuxième millénaire. Un système de contrôle planétaire sophistiqué gère l'irradiation solaire au moyen de miroirs spatiaux et la concentration des gaz à effet de serre au moyen de plantes absorbant/désorbant le CO₂. La planète est gérée comme un jardin géant, optimisant sa productivité biologique. Le désert du Sahara est maintenant une forêt et les courants thermohalins pompent l'oxygène vers les régions du nord, pleines de vie de toutes sortes. Les centrales solaires et éoliennes utilisées au cours du millénaire précédent ont été pour la plupart démantelées, même si certaines sont encore conservées comme souvenir des temps anciens. La plupart de l'énergie utilisée par l'humanité est désormais produite par des stations spatiales qui captent l'énergie solaire et la transmettent au sol sous des formes facilement utilisables par l'homme. La recherche sur l'énergie de fusion contrôlée se poursuit dans l'espoir de produire une énergie utilisable dans 500 ans. Les humains sont maintenant moins d'un milliard, ils ont optimisé à la fois leur nombre et leur utilisation de l'énergie et ils ont besoin de beaucoup moins d'énergie qu'ils n'en avaient besoin dans les périodes plus turbulentes du millénaire précédent. Le développement de l'intelligence artificielle bat son plein et pratiquement toutes les tâches qui étaient autrefois confiées à l'homme sont aujourd'hui entre les "mains" de systèmes robotiques sophistiqués. Ces robots ont colonisé le système solaire et les humains vivent désormais dans des villes souterraines sur la Lune. La nouvelle intelligence planétaire commence à envisager l'idée de terraformer Mars et Vénus. Les premiers vaisseaux interstellaires alimentés en antimatière ont commencé leur voyage vers des étoiles lointaines.

Dans 10.000 ans. Il y a maintenant moins d'un milliard d'êtres humains sur Terre qui vivent dans de splendides villes immergées dans la forêt luxuriante qu'est devenue la planète. Certains d'entre eux travaillent comme un hobby sur la fusion nucléaire contrôlée qui, espèrent-ils, produira de l'énergie utilisable dans quelques milliers d'années. La Nouvelle Intelligence a maintenant commencé la terraformation de Mars. Elle utilise des méthodes similaires à celles utilisées pour contrôler le climat de la Terre : des miroirs géants et des plantes productrices de CO₂ qui contrôlent l'atmosphère martienne, augmentant sa pression et sa température. La terraformation de Vénus a également commencé avec des méthodes similaires : des écrans géants qui abaissent les températures planétaires et des plantes volantes qui transforment le CO₂ en oxygène et en carbone solide. Cela prendra beaucoup de temps, mais la Nouvelle Intelligence est patiente. Elle crée également de nouvelles races d'êtres solides vivant sur les astéroïdes et en orbite autour du Soleil. L'exploration de la galaxie est en cours, les vaisseaux spatiaux du système solaire atteignent maintenant une "sphère" d'environ mille années-lumière du soleil.

Dans 100.000 ans. Environ 500 millions d'humains vivent sur Terre - la plupart se consacrant à l'art, à la contemplation et à une vie pleinement humaine. Certains d'entre eux se livrent encore à des expériences fantaisistes qui sont censées produire une fusion nucléaire contrôlée à un moment indéterminé dans un avenir lointain. Mars est maintenant colonisée par les plantes de la Terre, qui contribuent à créer une atmosphère propice à la vie ; c'est maintenant une planète verte, couverte d'océans et de forêts luxuriantes. Plusieurs millions d'êtres humains y vivent, protégés des radiations cosmiques par le champ magnétique planétaire généré artificiellement par des bobines magnétiques géantes aux pôles de la planète. La température de Vénus a été considérablement abaissée, mais pas encore suffisamment pour que la vie s'installe à sa surface. L'exploration de la galaxie bat son plein. D'autres intelligences galactiques sont rencontrées et contactées.

Dans un million d'années. Vénus, la Terre et Mars sont maintenant luxuriantes et vertes, toutes trois pleines de vie. Mercure a été démantelée afin de fournir des matériaux pour transformer le système solaire en un seul système d'intelligence qui relie une série de créatures. Il y a des statites en orbite autour du soleil, des formes de vie solides vivant sur des astéroïdes et des lunes éloignées, des créatures ultra-résistantes conçues pour vivre dans l'atmosphère épaisse de Jupiter et des autres planètes géantes. Les humains, qui vivent sur les planètes vertes, font désormais partie de ce réseau solaire géant. L'autre extrémité de la Galaxie est désormais atteinte par des sondes en provenance du système solaire.

Dans 10 millions d'années. La nouvelle intelligence s'étend sur la galaxie. Les planètes vertes sont désormais le lieu de tests d'évolution et les Néandertaliens recréés vivent désormais sur Mars, tandis que les dinosaures ont été recréés sur une Vénus où le système de contrôle planétaire a recréé des conditions similaires à celles du Jurassique sur Terre.

Dans 100 millions d'années. Le contrôle des températures sur les trois planètes vertes du système solaire est devenu une tâche complexe en raison de l'augmentation du rayonnement solaire. Les miroirs ne suffisent plus et il a fallu éloigner les planètes du soleil. Les statites qui forment l'essentiel de l'intelligence solaire entourent maintenant presque complètement le soleil en une série de sphères concentriques.

Dans un milliard d'années. Le rayonnement solaire a tellement augmenté qu'il a fallu éloigner très loin les planètes vertes. Une année dure maintenant autant que 50 des années "naturelles" de la Terre, comme c'était le cas bien avant. Mais ce ne sont pas des problèmes pour l'intelligence solaire, qui fait maintenant partie de l'intelligence galactique. Les trois planètes vertes sont trois joyaux du système solaire.

Dans dix milliards d'années à partir de maintenant. Le soleil s'est effondré en une faible naine blanche et toutes les planètes qui orbitent autour de lui sont gelées. La galaxie a perdu la plupart de ses soleils et l'univers entre dans sa dernière phase d'expansion qui le conduira à devenir une obscurité gelée. L'intelligence galactique regarde une galaxie qui n'est plus qu'une pâle ombre de son ancienne gloire. L'intelligence dit : "Que la lumière soit" et la lumière est là.

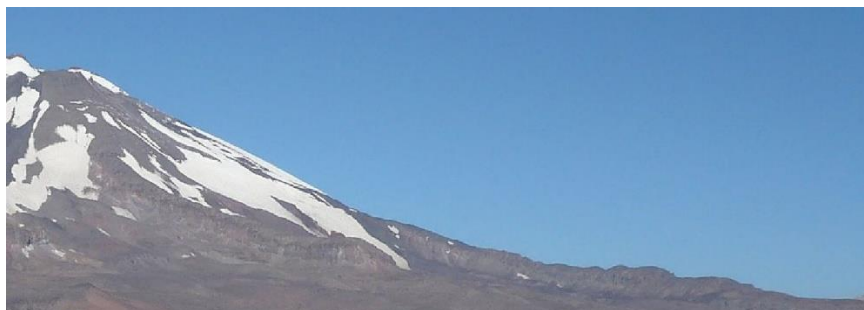
(ce texte a été inspiré par l'histoire d'Isaac Asimov "La dernière question")

▲ RETOUR ▲

.La décroissance

Didier Mermin 11 juin 2021

Jean-Pierre : nous aurons la décroissance, brutale et sans pitié, pas comme choix politique, mais subie par manque de ressources.



Un concept parfaitement inutile.

Tout le monde ayant compris, (enfin, on l'espère), qu'« *une croissance infinie dans un monde fini* » ne pourra pas durer indéfiniment, et que sa [variante verte](#) est un miroir aux alouettes, il ne reste qu'une solution logique pour sauver la planète : la décroissance. L'idée principale est de chercher à « [faire mieux avec moins](#) », et à « [décroître pour plus de bien être](#) », parce que bien sûr, personne ne s'amuse à imaginer l'avenir pour qu'il soit pire que le présent. L'on cherche tout naturellement des solutions à ce capitalisme qui ruine aussi bien « la nature » que les sociétés humaines. C'est pourquoi « la décroissance » se présente comme un [rejeton du socialisme](#) débarrassé de son productivisme et augmenté de l'écologisme, mais ce n'est pas un avantage pour elle.

Comme toute théorie pensée pour un futur meilleur, elle ne peut avoir que des visées politiques, et cela la destine soit à rester dans l'opposition, soit à prendre le pouvoir. Dans le premier cas, elle ne sera qu'une étiquette de plus qui divisera davantage les écologistes, dans le second, elle reviendra rapidement de ses illusions, et finira ses jours comme un certain Icare. C'est du moins ce qui est arrivé au socialisme de Mitterrand qui a trahi tous les espoirs de la gauche, à quelques exceptions près. Des « [110 propositions pour la France](#) » qui ont fait la victoire du 10 mai 81, la quasi-totalité n'a jamais reçu l'ombre d'un début de réalisation, et beaucoup ont été **balayées**, par exemple la numéro 22 : « *Le contrat de travail à durée indéterminée redeviendra la base des relations du travail* ». (Notons en passant que « les 35 heures » sont encore et toujours une **horreur** pour une majorité de patrons.) Et que reste-t-il aujourd'hui des 150 propositions de la CCC ? Certaines ont été officiellement abandonnées en dépit de la promesse initiale, d'autres ont été « adoptées » mais de façon à ne gêner personne, et le reste est déjà oublié.

En revanche, les actions menées sur le terrain peuvent être couronnées de succès, mais le plus souvent après des années de **lutttes acharnées**. XR a obtenu la [suppression de 300 panneaux publicitaires à Montpellier](#), [Reclaim Finance](#) l'engagement des banques de ne plus financer le charbon, et [BLOOM](#) l'interdiction de la pêche électrique : autant d'exemples compatibles avec la décroissance, mais où sa théorisation n'a joué aucun rôle. Cela nous fait dire qu'il est inutile de pérorer pour savoir si [elle est possible ou non](#), inutile d'en vanter les mérites, inutile de faire des [thèses de doctorat farcies de pourcentages](#) : ses chances de réalisation sont **nullissimes**, et seules comptent au final les **mesures techniques** effectivement prises par le pouvoir en place.

La théorie de la décroissance n'est pas seulement inutile, elle est radicalement fausse et archi-fausse : elle repose sur de vieux préjugés que la réalité n'a de cesse de démentir. Commençons par une petite excursion dans l'Histoire : elle montre que ce sont toujours les peuples les plus avancés techniquement qui ont envahi les autres. Guerres coloniales, [guerres de l'opium](#) contre la Chine pour lui imposer « le libre échange », guerres récentes des Américains un peu partout dans le monde, guerre de l'ex-URSS en Afghanistan, guerre de l'Arabie saoudite au Yémen, guerre interminable d'Israël contre les Palestiniens, et les deux guerres mondiales qui ont commencé par des invasions allemandes : l'agresseur-envahisseur est toujours le plus fort. (Ou celui qui croit l'être, parfois ça rate et il finit perdant.) L'on voit bien que la Chine, désormais capable de construire des porte-avions et d'envoyer des engins vers Mars, ne risque plus de se faire dicter sa conduite. **Suivre le progrès technique est donc une nécessité** pour toute nation qui veut protéger ses frontières, et conserver son indépendance et sa culture. Mais il se trouve que le progrès technique est le moteur principal de la croissance, car il augmente la productivité : **la croissance repose donc sur un impératif de sauvegarde nationale à propos duquel la décroissance n'a rien à dire, ce qui fait de celle-ci une pure illusion**. Cet argument n'a rien de spécieux, Israël lui doit sa survie : si les premiers colons en étaient restés à la sobriété des kibboutz, le rapport de forces aujourd'hui serait inversé.

Le progrès technique doit cependant faire tache d'huile dans la société pour produire pleinement ses effets. Cela exige la liberté de production et de commerce, sinon il se retrouve limité au pouvoir opérationnel de l'État central, comme ce fut le cas dans l'ex-URSS et la Chine impériale¹ avec les conséquences que l'on sait.² Il en découle ces questions que la théorie de la décroissance ne pose pas : 1), peut-on contrôler le progrès alors qu'il doit diffuser librement ? 2), pourrait-on le contrôler sans se faire distancer, c'est-à-dire en restant capable

d'empêcher certaines agressions ? 3), peut-on séparer le progrès nécessaire de celui qu'on juge superflu ? Cette dernière question est la plus impitoyable, car beaucoup d'innovations sont superflues à leur naissance, puis deviennent nécessaires à force de s'étendre.

La croissance mondiale repose sur le fait que les nations les plus puissantes imposent leurs progrès aux autres, que ce soit par la guerre, l'OMC ou des « *accords* » commerciaux. C'est **déplorable mais indéniable**, et le phénomène n'est pas prêt de s'arrêter, il se poursuit de nos jours avec les technologies du numérique. Il est risible de lui opposer la « *simplicité volontaire* », une philosophie à usage personnel qui ne saurait s'appliquer aux nations, et déjà connue de la Grèce antique. Désormais, au sein des familles, les mômes sont biberonnés aux produits high-tech, car la sobriété a depuis des lustres déserté nos demeures. Celles-ci se font coloniser depuis toujours par le dernier-né de la technique : **horloge**, radio, téléphone, télévision, chaîne hi-fi, répondeur, magnétoscope, ordinateur, webcam et assistant vocal. On est passé de la montre de gousset au smartphone, du binocle au casque à réalité virtuelle, de l'eau courante à la domotique pilotée par IA, mais il faudrait croire que la « *simplicité volontaire* » a un bel avenir devant elle... L'assistant vocal n'est encore qu'un gadget, mais il va devenir de plus en plus « *intelligent* », et un jour il fournira les informations les plus précises qui soient pour répondre à un problème administratif ou organiser ses vacances. Au lieu de passer trois heures sur Internet pour dénicher laborieusement des bribes d'informations, un dialogue avec lui conduira en quelques minutes à l'information utile. Et il finira par devenir nécessaire à beaucoup de gens, comme toutes les inventions qui s'incrument dans la société parce qu'elles répondent à un besoin.

Que ces besoins semblent engendrés *ex nihilo* par le progrès technique n'en fait pas des « *besoins superflus* », ces deux termes sont un oxymore. Les personnes qui se privent de certains moyens techniques le font parce qu'elles n'en ressentent pas le besoin. C'est le cas de votre serviteur qui, sans le moindre effort de « *sobriété volontaire* », se passe volontiers de smartphone et de beaucoup d'autres appareils, mais n'imagine pas comment il pourrait vivre sans ordinateur et connexion à Internet. Les seules choses dont personne n'a besoin sont celles qui n'existent pas. Quand une innovation se présente, (et pour peu qu'elle ne soit pas stupide³), elle trouve mécaniquement des utilisateurs comme un virus des cellules à infecter. Ensuite, si elle ne disparaît pas à cause de la concurrence, elle est perfectionnée par les industriels et fait tache d'huile, **l'environnement se modifie** à mesure qu'elle s'étend, de plus en plus d'individus sont touchés et finissent par l'adopter, parce qu'à leur tour ils en ressentent le besoin.

Les « *objecteurs de croissance* » argueront que le renouvellement frénétique des produits est superflu, mais sur ce point aussi ils ont tort. Ce phénomène résulte d'une conjonction d'autres qui sont imparables :

- Les producteurs doivent innover plus vite que leurs concurrents sous peine de « *perdre des parts de marché* ».
- Tout segment du marché comporte des crétins finis qui n'ont qu'une idée en tête : s'offrir le dernier cri. Ils servent à amorcer la pompe, car ensuite les innovations peuvent être commercialisées à moindre prix pour le plus grand nombre.
- Les clients comptent aussi des entreprises qui ont besoin d'innovations pour rester compétitives. Là, il ne s'agit plus de « *sobriété volontaire* », il faut au contraire avaler tout ce qui passe, et le marché des entreprises n'est pas isolé de celui du grand public.
- La mode et les **normes bourgeoises**, les relations professionnelles et la vie familiale font qu'on se laisse influencer. Personne n'a envie de se sentir isolé ou différent des autres, sauf pour paraître « *mieux* ». Être « *décalé* », seuls les artistes, les originaux et les retraités peuvent se le permettre.
- La société exige que certains produits évoluent pour plus de sécurité et moins de pollution, ce qui joue parfois en faveur d'un renouvellement massif. Dans les pays pauvres, on fait avec ce qu'on a : c'est de la vraie sobriété, mais bien sûr non choisie ni désirée.

Comme on se tue à le répéter sur ce blog, le système s'adapte mais ne se laisse pas amender, et tout ce que l'on tente de faire pour en dévier la course conduit finalement à le renforcer. Si la décroissance devait avoir du succès, elle conduirait seulement à améliorer l'efficacité énergétique et matérielle des produits et processus, non à « *réduire les besoins* ». Les « *solutions* » industrielles font apparaître des « *problèmes* », lesquels suscitent le besoin de leur trouver des « *solutions* » : c'est irrépensible. Mais les « *solutions* » finalement « *sélectionnées* » sont celles qui ne menacent pas le système, non celles qui répondent aux critères d'un monde idéal ou de la « *sobriété volontaire* ».

Mais comment « *réduire les besoins* » dans un système qui n'a de cesse d'en produire de « *nouveaux* » ? La vérité est sous nos yeux : animal sociable par excellence, l'être humain a **un besoin viscéral** de communiquer avec ses semblables, mais la technique en ce domaine lui a donné des moyens non naturels. En effet, il n'est pas naturel que la voix d'une personne puisse être perçue à des centaines de kilomètres à la ronde, mais c'est pourtant ce qu'a permis la radio. La télévision a amplifié le phénomène en transmettant l'image, puis le smartphone est arrivé qui fait de chacun un « *émetteur de télévision* » potentiel, mais son succès a pour origine **le même et unique besoin** de communiquer, besoin qui n'est donc ni « *nouveau* » ni « *superflu* ». C'est pourquoi il n'est pas possible de « *réduire les besoins* » : ce ne sont pas eux qui augmentent mais **les moyens qui s'étoffent**, afin d'« *offrir* » une « *meilleure adaptation* » aux conséquences toujours imprévues du progrès technique. Alors qu'autrefois le besoin de communication était pleinement satisfait en allant papoter au bistro du coin, sans autre adjuvant qu'une bouteille de rouge, (et un jeu de cartes pour les plus accrocs), désormais « *il faut* » tout l'attirail high-tech. Ce n'est pas une nécessité qui aurait surgi avec le smartphone : longtemps avant lui, **le téléphone était déjà indispensable** pour parler à sa famille éloignée, pour prendre des rendez-vous et maintenir des liens avec les amis dispersés. Et pourquoi le téléphone était-il « *indispensable* » ? Parce que « *la mobilité* » a été rendue plus que jamais nécessaire pour l'industrie : à l'époque de Giscard-Mitterand, on en faisait l'alpha et l'oméga de la réduction du chômage. Le but a finalement été atteint : l'on croise partout dans Paris des jeunes sur leur scooter qui tripotent un smartphone : ils conjuguent communication et mobilité pour livrer de la bouffe à des bourgeois plantés dans leur canapé. Vous avez dit « *plus de bien être* » ?

Petite touche finale : le premier bouleversement des moyens de communication ne date pas du téléphone mais de l'écriture : elle a permis aux humains de franchir « *le mur du temps* », de communiquer entre eux par-delà les générations à des millénaires de distance.

Paris, le 11 juin 2021

[1](#) Cf. Alain Bihr qui explique fort bien les blocages de la Chine impériale dans « [Pourquoi le capitalisme n'est-il pas né en Chine ?](#) ».

[2](#) Sans parler de la Corée du Nord qui n'existerait plus depuis belle lurette sans la protection chinoise.

[3](#) Dans [cette vidéo](#), cinq armes particulièrement stupides et rigolotes.

▲ RETOUR ▲

Histoires d'un ingénieur en transition (volume 1).

Antonio Turiel Vendredi 11 juin 2021

Chers lecteurs :

Le grand nombre d'auteurs qui contribuent à ce blog est rejoint aujourd'hui par un nouveau, Cabulco, un ingénieur spécialisé dans les énergies renouvelables en transition. Où cette transition le mènera, nul ne peut le savoir, mais je suis sûr que vous trouverez ses réflexions sur ses expériences des plus intéressantes pour mieux

comprendre ce qui se passe dans les coulisses de la transition énergétique.

Je vous laisse avec Calbuco, à qui j'espère que vous réserverez un accueil chaleureux.

Salu2. AMT



Histoires d'un ingénieur en transition (volume 1).

Par Calbuco

La première fois que c'était à mon tour de faire une visite technico-commerciale pour vendre une installation d'autoconsommation, c'était fin 2018. Le RDL 15/2018 avait été approuvé, la mal nommée "taxe sur le soleil" avait été abrogée et l'engouement pour le solaire avait été déclenché.

Après plusieurs mois de formation technique avec les fabricants, d'élaboration de projets et d'une séance occasionnelle avec l'équipe de vente, cette fois-ci, c'était à mon tour d'accompagner le directeur des ventes de la région car il était un "client VIP". Ma présence là-bas était une pure et simple posture. Comme j'étais le "Monsieur Ingénieur", je devais convaincre le client qui était presque prêt à acheter. Il a une Ferrari et il aime la montrer. Offrez-lui le dernier modèle de panneau solaire et ces batteries au lithium haute tension - m'a dit mon patron, comme si c'était un moyen de me motiver. En fait, le client VIP était le délégué territorial d'une célèbre chaîne de sandwiches. Sa maison était une ode au gaspillage et à la prétention. Lorsque j'ai atteint le toit, après avoir pris l'ascenseur pour monter deux étages, j'ai repéré deux unités de climatisation extérieures. Je lui ai demandé si les deux étaient actifs et son regard m'a donné à comprendre que le doute était offensé. Il avait manifestement un dispositif de séparation à chaque étage. La puissance contractée était de plus de 10 kW en monophasé. D'ailleurs, c'était sa maison de vacances. J'ai vérifié l'espace disponible selon le plan d'aménagement et certaines mesures ne correspondaient pas. Nous avons dû réduire la puissance de pointe (puissance photovoltaïque) et, par conséquent, le stockage qui avait été conçu serait affecté. Lorsque j'ai suggéré cette légère réduction au client (son taux d'autoconsommation était encore supérieur à 65 %), les problèmes ont commencé. Je ne sais pas comment vous faites, mais je veux garder les deux climatiseurs allumés depuis le moment où je vais à la plage jusqu'au moment où je me couche. Il fait très chaud ici et la facture d'électricité est devenue très chère au cours des derniers étés - a-t-il déclaré de manière hautaine, comme si j'étais son employé. Je lui ai répondu que l'installation photovoltaïque ne l'aiderait pas à faire des économies s'il continuait à avoir les mêmes habitudes de consommation et qu'avoir le suivi web (application de l'installation) de la production photovoltaïque et de sa consommation l'aiderait peut-être à rationaliser l'énergie. Ah oui ! En plus de faire l'investissement des plaques, je vais devoir faire attention au moment où je branche et débranche chaque appareil. Je veux oublier les factures et me couvrir d'une couverture la nuit, sinon ma femme va se plaindre. Mon visage était peut-être un poème après avoir écouté l'argument qui a bouleversé mes convictions sur l'efficacité énergétique et l'environnement. En quittant le manoir des sandwiches, le responsable des ventes qui m'accompagnait m'a dit qu'il ne pourrait jamais refuser à un client d'installer plus de panneaux qu'il ne le souhaitait. Peu importe les raisons techniques. L'objectif était de vendre avant tout. Heureusement, les clients suivants n'ont pas été aussi grotesques et l'équipe de vente a commencé progressivement et avec beaucoup de formation à comprendre les tenants et aboutissants de l'énergie solaire.

Mais soudain, un appel téléphonique d'un ancien collègue de l'université a tout changé. Ils avaient besoin de

personnel dans le département d'ingénierie de l'entreprise pour laquelle je travaillais et il m'a encouragé à postuler. Avec beaucoup de scepticisme, je l'ai pris au mot. Je ne pensais pas être à la hauteur, loin s'en faut, pour rejoindre cette grande entreprise multinationale étrangère. Référence internationale en matière de projets d'énergie renouvelable, avec quelques GW installés dans le monde entier. Mais je l'ai eu, j'ai eu de bonnes relations avec les chefs de service qui m'ont interviewé et après un mois de tests absurdes en tous genres, j'ai quitté cette entreprise, qui vendait à des particuliers ayant de l'argent, pour réaliser de grands projets dans le monde entier. Comme il est doux que je me souvienne de moi et que ça ne fasse que 2 ans.

Comme tout changement de travail, les premiers jours sont difficiles. Je n'avais jamais été dans un bureau aussi grand et avec autant de personnes. Des protocoles de sécurité, plusieurs formations d'entreprise et les derniers gadgets informatiques pour que je n'aie aucune excuse pour ne pas donner le meilleur de moi-même. Inutile de dire que. Je me souviens avec précision du premier projet qui m'a été confié. 366 MWp de modules monocristallins dans une région reculée du pays où je vivais depuis plus de trois ans. Le kmz que nous avions dans Google Earth occupait plus de 700 Ha au milieu d'une zone où il n'y avait que de la jungle. Lorsque j'ai demandé à un collègue plus d'informations sur l'emplacement exact, il m'a indiqué l'emplacement du dossier contenant les photos de l'avant-projet. Google Earth n'était pas à jour et ces quelques hectares apparaissaient sur les photos aériennes comme des "taches chauves" au milieu de la jungle. Certaines de ces photos figuraient dans le dossier d'avant-projet marquant la chronologie des travaux et toujours accompagnées du slogan du projet : " nous portons la durabilité de ... ". Entre autres tâches diverses, j'ai dû ajuster la courbe des GES du cycle de vie du projet. J'ai utilisé le logiciel PVsyst et en fonction des équipements utilisés, du pays de fabrication et du lieu de mise en œuvre, les émissions associées à la mise en œuvre du parc solaire sont ressorties. Les premières simulations que j'ai effectuées m'ont fourni des données complètement différentes de celles auxquelles nous devions nous adapter "selon le contrat". Cette fois, mon patron, remarquant ma frustration, m'a dit qu'il existait une méthode manuelle pour estimer l'empreinte carbone et que le total des émissions ne devait pas couvrir les 25 ans que le projet était censé durer. Ne perdez pas votre temps avec ces bêtises, personne ne fait attention à ces détails - a-t-il dit alors que j'essayais d'arrondir plusieurs chiffres. Le même rapport de programme a déversé des résultats au goût du chef et a approché ces tonnes de CO2 définies dans un contrat de quelques milliards de dollars. L'écoblanchiment en un clic.

Quelques semaines plus tard, j'ai été transféré au département de la recherche. Ils avaient besoin de mains pour générer de la documentation sur ce qui était l'offre de l'année. Nous étions dans ce qu'ils appellent la phase de présélection. En tant qu'épécistes, nous étions en compétition avec les finalistes pour obtenir le plus grand projet photovoltaïque jamais réalisé dans ce pays lointain. La vérité est que la conception et le calcul de la production estimée ont été très stimulants. Dans cette dernière phase d'appel d'offres, le client vous demande de garantir une production d'électricité sur la base d'un prix par MWp installé. En d'autres termes, vous devez être le plus performant (RP) au prix le plus bas. Dans les phases ultérieures, les disponibilités du Soleil pour x années et les pénalités en cas de non respect de celles-ci sont négociées. Oui, vous avez bien lu, ils vous obligent à payer si la production solaire est inférieure aux sources de données météorologiques que vous avez utilisées pour cette conception. En fin de compte, cette offre, comme la grande majorité, n'a pas abouti et le soumissionnaire gagnant est celui qui a le plus étranglé les sous-traitants locaux et/ou accepté la marge finale la plus faible. Tout le travail technique et de conception n'avait pas d'importance. Ce qui comptait vraiment, comme dans tout mégaprojet, c'était l'argent. Bienvenue dans le monde de la conception de grandes installations.

Les mois ont passé et le 5 avril 2019, le RD 244/2019 a été approuvé. L'autoconsommation électrique avait enfin une base juridique et technique sur laquelle s'appuyer. J'ai pris des notes sur le RDL de 2018, que dans mon précédent emploi j'avais bien bachoté et j'ai commencé à donner le hochet avec les opportunités qui s'ouvraient dans le secteur. À ma grande surprise, ils m'ont demandé si je voulais diriger le département d'autoconsommation photovoltaïque industrielle. J'ai accepté avec mes oreilles ouvertes, ne sachant pas exactement où j'allais. J'ai commencé comme un homme-orchestre, mais surtout j'ai commencé à rencontrer de grands hommes d'affaires connus par les dirigeants du groupe multinational. Événements, conférences, forums ; l'autoconsommation était une fête en Espagne et je faisais partie de la ligue des stars. Je suis entré dans le monde merveilleux des études sur les factures d'électricité dans les entreprises. Les hypothèses à prendre,

comme beaucoup le savent, sont une véritable chimère. Avec une boule de cristal, vous estimez l'augmentation du prix de l'électricité, la dégradation annuelle du module photovoltaïque que le fabricant invente habituellement et une production solaire selon les conditions limites. Ce shaker offre un retour sur investissement et une rentabilité qui seront la clé pour convaincre le directeur de l'entreprise en question, qui cherche à comprendre ce qu'il en est des panneaux solaires. Au fur et à mesure que je progressais dans les différents projets, études et réunions, je me suis rendu compte que quelque chose ne collait pas.

Le boom du solaire retentit à nouveau en Espagne après une décennie qui a mal tourné. La concurrence, sans scrupules, a menti de manière flagrante dans les rapports de production. Par exemple, beaucoup garantissent les kWh autoconsommés qui sont ensuite utilisés pour calculer les économies, alors qu'il s'agit en fait des kWh générés, sans tenir compte du profil de charge. D'autres partent du principe que l'électricité augmentera de 4 % par an pendant 25 ans et obtiennent ainsi un excellent retour sur investissement de 4 ans. Vous devez améliorer l'offre, car notre comité directeur ne s'engage pas dans des investissements dont le retour sur investissement est supérieur à trois ans - m'a dit un jour le directeur financier d'une grande entreprise agroalimentaire. Une autre scène amusante est celle où le client final vous "souffle" que votre concurrent offre une plus grande puissance installée. Vous affirmez que leur profil de charge correspond à une puissance qui générera moins de 10 % de surplus (sans alimentation du réseau) et qu'il s'agit donc de la conception optimale. La réponse classique est qu'ils ne se soucient pas des excédents qui sont perdus, nous voulons le maximum de puissance PV car la banque nous permet une location très intéressante. Et les banques sont de nouveau à l'œuvre. Le financement est un aspect qui, à mon avis, a dénaturé le concept d'autoconsommation. De nombreuses entreprises vous demandent directement de proposer un AAE. PPA sur site, comme ils l'appellent, pour faire plus grandiloquent. Cela signifie qu'il n'y a pas d'investissement initial et que l'installation est payée avec les économies générées en convenant d'un prix fixe de l'électricité pendant, normalement, la durée de vie utile de l'installation. Il s'agit d'un accord entre un commercialisateur (soutenu et financé par des fonds d'investissement étrangers), l'installateur en service et le client final. J'ai même vu des PPA qui sont des installations qui déversent toute la production dans le réseau. Ils n'injectent pas d'électricité dans le point d'alimentation. Ils produisent simplement de l'énergie sur un toit, qui devient la propriété du détaillant, et ils l'injectent dans le réseau de distribution. Et il s'agit d'installations de seulement 400 kWp. Il n'y a pas d'autoconsommation instantanée. Où est le bénéfice de l'autoconsommation ? Que les fonds d'investissement qui font le malheur des petits et moyens installateurs répondent. Oui, l'entreprise "bénéficiaire" d'une installation photovoltaïque, sur un toit qui cesse d'être sa propriété, présentera une vidéo sympa expliquant les avantages de sa transition énergétique et l'équivalent en arbres qui seront plantés au cours des 25 prochaines années.

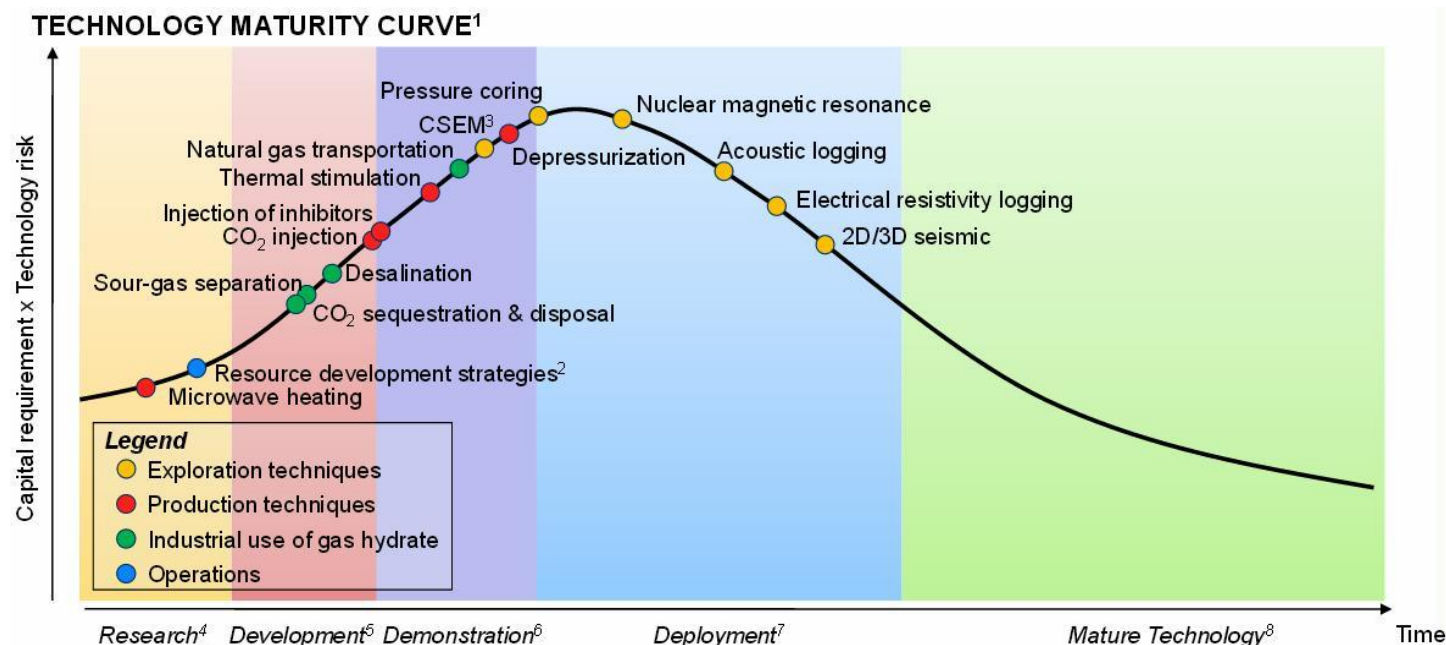
Les incongruités des projets à grande échelle se retrouvent, dans des dimensions différentes, également dans les installations d'autoconsommation. Le fétichisme solaire est une tendance, et se vanter des mégawatts installés fait fureur sur les médias sociaux. Il est un fait que tout secteur offrant des perspectives de croissance est généralement envahi par des charlatans et des vendeurs. Ce qui est inquiétant, c'est de répéter, dans un autre contexte et sous d'autres formes, les mêmes erreurs du passé. L'énergie est un secteur dans lequel, malheureusement, il y a une abondance de vendeurs de "produits" à tout prix, sans tenir compte des aspects techniques ou environnementaux. Dans les mois à venir, nous verrons, dans les grands centres commerciaux, des panneaux solaires à côté des aspirateurs. L'autoconsommation photovoltaïque crée une chaîne de valeur qui va jusqu'à nos foyers et nos entreprises et, à tout le moins, nous devrions faire preuve de rigueur et de responsabilité en proposant des solutions en phase avec les besoins. La transition énergétique devient une course pleine d'obstacles, menacée de perdre son sens propre par les fantômes du passé et les intérêts du présent. Arrêtons de courir, faisons les choses en temps utile et effectuons la transition de manière écologique.

▲ RETOUR ▲

**Pourquoi nous n'exploitons pas les hydrates de méthane maintenant -
ou peut-être jamais**

Préface. Les hydrates de méthane sont loin d'être commerciaux, et le seront probablement toujours. Des scientifiques et des entreprises tentent de les exploiter depuis la première crise énergétique de 1973, en vain. Ils ne sont pas non plus susceptibles de déclencher un emballement de l'effet de serre comme je le montre dans "Methane Apocalypse. Not Likely".

Alice Friedemann www.energyskeptic.com auteur de "Life After Fossil Fuels : A Reality Check of Alternative Energy", 2021, Springer ; "When Trucks Stop Running : Energy and the Future of Transportation", 2015, Springer, Barriers to Making Algal Biofuels, et "Crunch ! Whole Grain Artisan Chips and Crackers". Podcasts : Collapse Chronicles, Derrick Jensen, Practical Prepping, rapport XX2.



Les technologies d'hydrate de gaz en sont encore à un stade précoce de développement, malgré la maturité de bon nombre des technologies d'exploration individuelles utilisées. Si certaines technologies sont largement déployées dans l'industrie pétrolière et gazière conventionnelle, la plupart ne sont pas matures dans le contexte des hydrates de gaz. Par exemple, alors que la récupération des carottes est une pratique courante dans l'industrie pétrolière et gazière, les technologies de carottage ont dû être adaptées pour permettre le carottage des hydrates de gaz, et aucun des carottiers sous pression n'a encore atteint une échelle commerciale ; 2 Résolution des problèmes liés aux opérations, par exemple le nombre et le type de puits, et la taille des navires de forage ; 3 Méthodes électromagnétiques à source contrôlée ; 4 Travail de laboratoire / recherche théorique ; 5 Échelle de référence ; 6 Échelle pilote ; 7 Processus éprouvé à l'échelle commerciale, avec un travail d'optimisation en cours ; 8 Échelle commerciale, largement déployée, avec un potentiel d'optimisation limité.
Source : Analyse du SBC Energy Institute

Les hydrates de méthane sont des structures cristallines composées essentiellement d'eau : quatre molécules de méthane pour 23 molécules d'eau. Le méthane est piégé dans cette matrice de glace. Ils ne s'accumulent donc pas en quantités commerciales et la majorité d'entre eux sont trop dispersés pour être exploités à des fins énergétiques.

Leur formation dépend des basses températures, des hautes pressions et de l'eau. On les trouve à des profondeurs de 2 000 à 8 000 pieds dans l'océan, souvent en couches minces et discontinues, ou sous des couches de 600 à 3 000 pieds de permafrost dans les hautes latitudes.

Les grandes compagnies pétrolières les connaissent depuis 1970, mais n'ont pas encore trouvé le moyen de les extraire.

Le United States Geological Survey estime que le contenu énergétique total du gaz naturel contenu dans les hydrates de méthane est supérieur à tous les gisements de pétrole, de charbon et de gaz connus dans le monde.

Mais il s'agit d'une supposition hasardeuse puisque nous ne pouvons pas mesurer cette ressource, pour des raisons telles que l'équipement de carottage qui ne peut pas gérer l'expansion de l'hydrate de gaz lorsqu'il est ramené à la surface. Et si l'on parvient à contourner ce problème, on constate une énorme variabilité au sein d'une même zone (Riedel). Étant donné que moins de 1 % du gaz est potentiellement extractible, il ne sert à rien de lancer de grands chiffres et d'exciter les analphabètes de l'énergie.

Selon l'ingénieur pétrolier Jean Laherrère, les hydrates de méthane n'ont rien à envier aux combustibles fossiles. "La plupart des hydrates sont situés dans les 600 premiers mètres de sédiments océaniques récents, à une profondeur d'eau moyenne de 500 mètres ou plus, ce qui représente quelques millions d'années seulement. Les sédiments des combustibles fossiles se sont formés sur un milliard d'années et sont beaucoup plus épais - généralement plus de 6 000 mètres (Laherrère).

Nous sommes donc en 2014, sans hydrate de gaz produit commercialement, malgré 30 ans de recherche dans des centaines d'universités, d'agences gouvernementales et de sociétés énergétiques aux États-Unis, au Japon, au Brésil, au Canada, en Allemagne, en Inde, en Norvège, en Corée du Sud, en Chine et en Russie.

À lui seul, le Japon a dépensé environ 700 millions de dollars en R&D sur l'hydrate de méthane au cours de la dernière décennie (Mann) et en a tiré 16 000 dollars de gaz naturel (Nelder). Je pense que cela reflète l'EROI probable des hydrates de méthane - 0,0000228 (16000/700 000 000, et oui, je sais que l'argent et l'EROI ne sont pas identiques). Mais l'EROI ne rend pas compte de la folie de manière aussi compréhensible que l'argent. **En gros, pour chaque 43 750 \$ que vous dépensez, vous récupérez 1 \$** (700 000 000 \$ / 16 000 \$).

Bien sûr, c'est tout à fait théorique. Peut-être récupérerez-vous 500 ou 5 000 dollars. Qui sait ? Il n'y a pas de production commerciale maintenant ou dans un avenir prévisible. Et nous avons essayé toutes sortes de techniques thermiques pour les libérer - injection de saumure chaude, injection de vapeur, vapeur cyclique, inondation par le feu et chauffage électromagnétique - toutes trop inefficaces et coûteuses pour être mises à l'échelle d'un projet commercial (DOE 2009).

Les chauffer ne nécessite que 7 % de l'énergie libérée en les brûlant, le problème étant de distribuer la chaleur dans la couche d'hydrates de gaz car "l'espace normal des pores dans les sédiments est bouché par les hydrates de gaz, donc la simple injection d'un fluide chaud dans la couche d'hydrates ne fonctionnera probablement pas". Une autre méthode consisterait à convaincre l'eau de migrer vers une substance plus attractive que le méthane, un "antigel". Cette méthode a été essayée avec le méthanol, sans résultat (Deffeyes).

Même si nous trouvions un moyen d'en obtenir, ils sont si fins et dispersés que le maximum que nous pourrions espérer est d'environ 100 Tcfg (trillions de pieds cubes de gaz), soit environ 1 % de l'URR de gaz actuel, malgré le fait que les ressources totales soient plusieurs fois supérieures (Boswell).

1) Les hydrates de gaz sont des cristaux de barbe à papa que l'on trouve principalement dans les schistes marins imperméables dispersés et profondément enfouis.

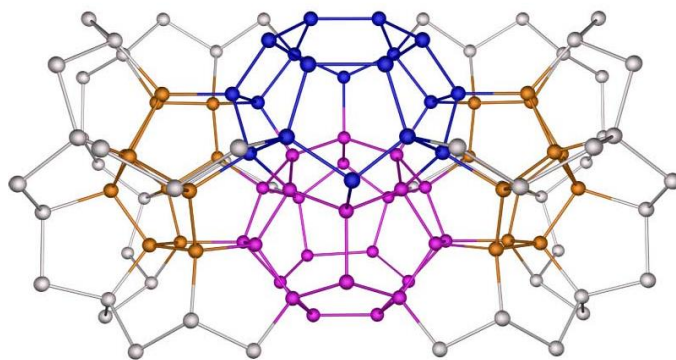
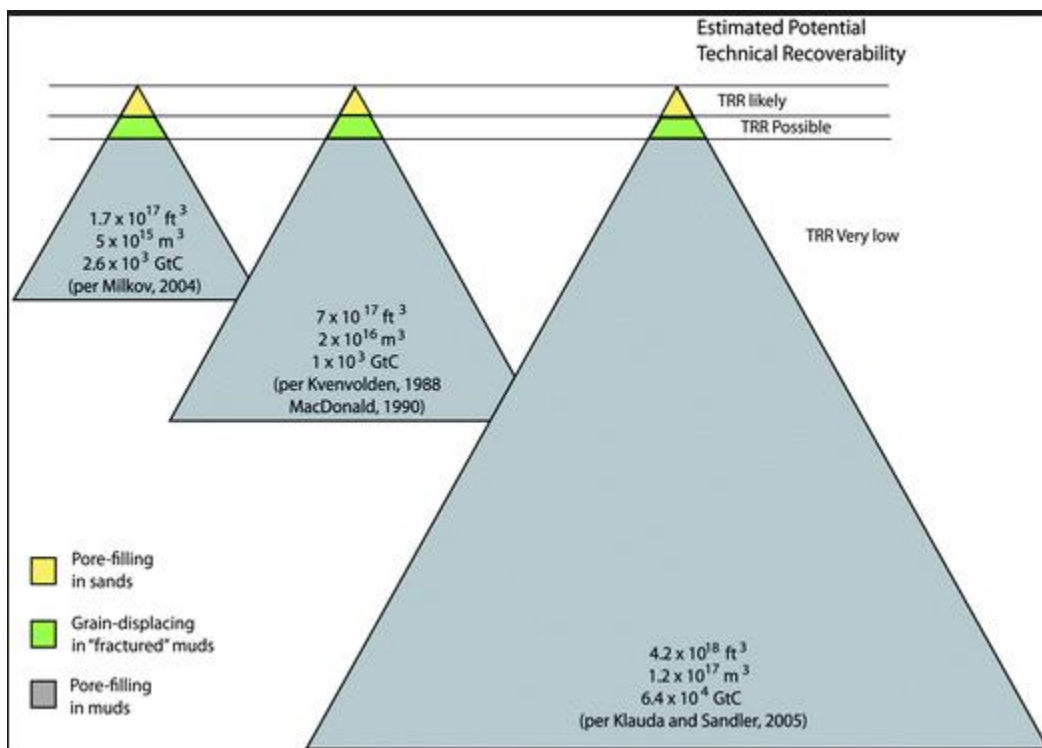


Figure 1. Les cristaux d'hydrate de méthane se forment à partir d'amas dodécaédriques d'eau qui créent une cage autour d'une seule molécule de méthane. Source : Ken Jordan. 2005. *Water Water Everywhere. Projects in Scientific computing.*

Dans la figure 2 ci-dessous, les hydrates de méthane (en jaune) dans les sables poreux sont la seule ressource ayant une chance d'être exploitée - une très petite fraction de la ressource globale d'hydrates de méthane. La plupart des hydrates de méthane sont enfermés dans les schistes marins (en gris) où ils resteront probablement à jamais car :

- Les concentrations moyennes sont extrêmement faibles, de l'ordre de 0,9 à 1,5 % en volume, même dans les moins de 1 % de sédiments très poreux où il y a une chance de les extraire.
- Les schistes marins sont imperméables, très profonds, largement dispersés, avec de très faibles concentrations d'hydrate de méthane (Moridis et al., 2008).
- Les clathrates sont éloignés des infrastructures pétrolières et gazières, qu'il faut utiliser pour faire stocker et livrer les hydrates de méthane
- L'infrastructure, la technologie et l'équipement nécessaires à l'extraction des hydrates de gaz n'ont pas encore été inventés.
- L'énergie nécessaire pour extraire les hydrates de méthane a un rendement énergétique négatif par rapport à l'énergie investie (EROEI). Il faut trop d'énergie pour les chauffer afin de les libérer et briser les liaisons entre les molécules d'eau des hydrates.



2) Les hydrates de méthane sont des barbes à papa explosives

En effet, lorsque la température augmente ou que la pression diminue lorsque vous ramenez ces glaçons à la surface, les hydrates de gaz se dilatent pour atteindre 164 fois leur taille initiale. Bien que la plupart aient la taille de grains de sucre mélangés à d'autres sédiments.

3) Comment stocker et commercialiser ces bulles de gaz géantes ?

Si vous parvenez à garder les hydrates de gaz petits, cristallins et pacifiés, il y a toujours cette petite inquiétude que vous pourriez les offenser dans leur fureur 164 fois plus grande. Il est donc préférable de laisser faire - mais maintenant, où allez-vous stocker tout ce gaz et comment allez-vous le livrer ?

Vous devrez utiliser les infrastructures pétrolières et gazières de l'Arctique et d'autres endroits douteux où la propriété n'est pas établie, ce qui pourrait créer des tensions géopolitiques.

Et imaginez ce qu'Exxon va en penser ! Leurs plateformes pétrolières évitent déjà les icebergs. Les compagnies pétrolières évitent de forer dans les hydrates de méthane parce qu'ils peuvent fracturer et perturber les sédiments du fond, ce qui peut endommager le puits de forage, les pipelines, les supports de la plate-forme, et potentiellement détruire une plate-forme offshore d'un milliard de dollars ainsi que d'autres équipements de production de pétrole et de gaz et des câbles de communication sous-marins.

4) L'exploitation des hydrates de gaz peut provoquer des glissements de terrain...

Eastman affirme que, normalement, la pression des centaines de mètres d'eau qui se trouvent au-dessus maintient la stabilité du méthane gelé. Mais la chaleur dégagée par les forages pétroliers et les pipelines peut le déstabiliser lentement, avec des résultats qui pourraient être désastreux : la fonte des hydrates pourrait déclencher des glissements de terrain sous-marins, car ils se décomposent et le substrat devient lubrifié...

5) Qui peuvent déclencher des tsunamis

Les glissements de terrain peuvent créer des tsunamis qui peuvent entraîner des décès, des effets sanitaires à long terme et la destruction de biens et d'infrastructures.

6) Les hydrates de méthane sont un gaz à effet de serre 23 fois plus puissant que le dioxyde de carbone.

Les climatologues comme James E. Hansen craignent que les hydrates de méthane présents dans le pergélisol ne soient libérés en raison du réchauffement climatique, déclenchant ainsi de puissantes boucles de rétroaction qui pourraient provoquer un emballement incontrôlable du changement climatique.

Les scientifiques pensent que des libérations soudaines et massives d'hydrates de méthane ont pu conduire à des extinctions massives dans le passé.

Si l'on considère que la quantité de méthane sur terre et en mer pourrait être 3 000 fois supérieure à celle présente dans l'atmosphère, il conviendrait de l'étudier un peu plus avant d'aller de l'avant, ne pensez-vous pas ? (Whiteman 2013, Kvenvolden 1999).

7) Destruction écologique

Ils sont dispersés sur de vastes zones à des profondeurs considérables, ce qui rend leur exploitation très destructive sur le plan écologique, puisqu'il faut passer au crible des millions de mètres cubes de limon pour obtenir quelques morceaux d'hydrate.

8) Déchets toxiques

L'état actuel de la technologie utilise les techniques de forage pétrolier existantes, qui génèrent des déchets, notamment l'eau de formation produite (PFW), les produits chimiques des fluides de forage, les boues et les déblais de forage à base d'huile et d'eau, le pétrole brut des processus d'extraction et le carburant/diesel des navires et des équipements (Holdway 2002).

9) EROI

Il n'y a que deux études sur l'EROI, toutes deux réalisées par Callarotti, et il ne s'intéresse qu'à l'énergie thermique utilisée pour libérer les clathrates, et il est publié dans un journal appelé Sustainability qui devrait plutôt s'appeler Gullibility quand il s'agit du sujet de l'énergie qui n'est pas leur spécialité. Il arrive à un EROI de 4/3 à 5/3 en utilisant ce seul paramètre. Callarotti sait qu'il s'agit d'un chiffre malhonnête car il affirme : "Si l'on devait prendre en compte l'énergie nécessaire à la construction des appareils de chauffage, des tuyaux et du processus d'installation, l'EROI total serait encore plus faible."

Est-ce qu'il plaisante ? Qu'en est-il de l'énergie utilisée pour extraire et concasser le minerai afin d'obtenir les métaux nécessaires à la construction des pipelines, du forage, du dragage et du tamisage des sédiments, de l'usine de traitement des hydrates de méthane, du navire et du diesel brûlé pour se rendre à l'endroit éloigné (arctique), et ainsi de suite.

10) Défis techniques (House 2009)

Les puits d'hydrates de gaz seront plus complexes que la plupart des puits de gaz conventionnels et non conventionnels en raison d'un certain nombre de défis techniques, notamment :

1. Le maintien de débits de gaz commerciaux avec des taux de production d'eau élevés.
2. Fonctionnement à basse température et à basse pression dans le puits de forage.
3. contrôler la production de sable de formation dans le puits de forage
4. garantir l'intégrité structurelle du puits en cas d'affaissement du réservoir.

Il existe des technologies permettant de résoudre tous ces problèmes, mais elles augmentent les coûts de développement. La mise en valeur des hydrates de gaz présente également un défi particulier par rapport aux autres ressources non conventionnelles, à savoir le coût élevé du transport vers le marché.

La plupart des gisements de gaz nécessitent une certaine compression pour maximiser la récupération des réserves, mais cela se produit généralement plus tard dans la vie du gisement, après que la production commence à tomber en dessous du taux de plateau. Dans le cas d'un développement d'hydrates de gaz, la pression requise pour provoquer la dissociation nécessitera l'utilisation d'une compression d'entrée pendant toute la durée de vie du champ, y compris pendant la période de production en plateau. Cela nécessitera un investissement en capital plus important pour la compression au début du projet, et entraînera également des coûts d'exploitation plus élevés pendant la durée de vie du projet.

La production d'eau n'est pas rare dans les puits de gaz, mais les taux d'eau sont généralement inférieurs à 10 bbls/MMscf (barils d'eau par million de pieds cubes standard de gaz) pour l'eau de condensation et/ou la production d'eau libre. Les puits qui produisent des quantités excessives d'eau sont généralement retravaillés

pour éliminer la production d'eau ou fermés car non rentables. La production d'eau d'un réservoir d'hydrates de gaz peut être très variable, mais des rapports eau/gaz supérieurs à 1 000 bbls/MMscf sont possibles. Cette eau doit être retirée du réservoir et du puits de forage pour poursuivre le processus de dissociation. Sur cette base, un développement d'hydrates de gaz nécessitera un levage artificiel tel que des pompes électriques submersibles ou un levage de gaz, ce qui augmentera également les coûts d'investissement et d'exploitation pendant la durée de vie du champ. Mais il est important de souligner que l'eau contenue dans les hydrates de gaz ne contient ni sels ni impuretés, qu'il s'agit d'eau douce et qu'elle peut être un précieux produit coproduit d'un développement d'hydrates de gaz.

La combinaison de faibles pressions de fonctionnement et de débits d'eau élevés nécessitera des tubes et des conduites d'écoulement plus grands pour la mise en valeur des hydrates de gaz, afin de minimiser les pertes par frottement et de maximiser la production. Des installations supplémentaires de traitement et d'évacuation de l'eau seront également nécessaires. Un volume plus important d'inhibiteurs (comme le glycol) sera nécessaire pour empêcher le gel et la formation d'hydrates dans les tubes et les conduites d'écoulement. D'autres éléments, tels que le contrôle du sable, l'affaissement du réservoir, l'injection de produits chimiques en fond de puits, les exigences éventuelles d'une stimulation thermique à proximité du puits, etc., nécessiteront également des coûts d'investissement et d'exploitation supplémentaires pour les développements d'hydrates de gaz par rapport aux développements de gaz conventionnels.

En Amérique du Nord, les hydrates de gaz terrestres se trouvent sur le versant nord de l'Alaska et dans le delta du Mackenzie au Canada. Ces ressources, ainsi que d'importants volumes de gaz conventionnel déjà découverts, sont bloqués sans pipeline vers le marché. Afin de rivaliser pour la capacité des gazoducs, l'économie des développements d'hydrates de gaz terrestres doit être attrayante aux prix du gaz en vigueur.

Selon toutes les estimations, la majorité des hydrates de gaz envisagés pour la production sont situés dans des réservoirs de grès en eaux profondes. La technologie et l'expérience en matière de forage en eaux profondes continuent d'évoluer, et la flotte mondiale en eaux profondes continue de s'étendre. Cependant, l'environnement en eaux profondes reste une zone d'exploitation à très haut coût et à très haut risque. Les développements d'hydrates de gaz en mer doivent avoir des moteurs économiques forts afin de concurrencer les autres opportunités d'exploration et de développement en eaux profondes. Si l'on ajoute le risque lié aux hydrates de gaz, on obtient un niveau de risque supplémentaire qui vient s'ajouter aux risques déjà élevés du forage en eaux profondes.

D'importants travaux scientifiques et d'exploration doivent être réalisés avant que les hydrates de gaz puissent être considérés comme une source viable de gaz naturel. La validation des performances des réservoirs et des puits par des essais prolongés sur le terrain, qui démontrent la capacité de produire des hydrates de gaz à des taux commerciaux avec la technologie actuelle, est essentielle.

Jusqu'à présent, les expériences à petite échelle n'ont pas permis d'amener les hydrates de gaz jusqu'à la surface de l'océan.

Sur la base des études réalisées à ce jour, les coûts d'investissement et d'exploitation des développements d'hydrates de gaz seront sensiblement plus élevés que ceux des autres développements non conventionnels ou conventionnels en raison de la productivité des puits, des faibles pressions et températures d'exploitation et des taux élevés de production d'eau. Les installations de surface pour la mise en valeur des hydrates de gaz seront également plus élevées en raison de la nécessité de disposer de conduites d'écoulement et d'installations d'admission de surface plus grandes (nécessaires en raison des faibles pressions et des taux de production d'eau) et de la nécessité d'une compression d'admission dans l'usine de traitement.

La raison pour laquelle les taux de production d'hydrates de méthane atteignent leur maximum plus tard, alors que les puits de gaz naturel conventionnels atteignent leur maximum immédiatement, est que les hydrocarbures non conventionnels sont appelés ainsi car ils se trouvent dans

des formations autres que les réservoirs typiques de grès ou de carbonate, c'est-à-dire des réservoirs extrêmement peu perméables ou étanches, des schistes ou des couches de charbon ; les hydrocarbures sont dans leur état fluide normal et peuvent généralement s'écouler sans subir de changement fondamental (sauf bien sûr pour le bitume). Les types de réservoirs visés par les essais sur les hydrates de gaz (et éventuellement par le développement) sont des réservoirs de grès conventionnels à perméabilité relativement élevée, mais le méthane est enfermé dans un cristal solide d'hydrate de gaz, de sorte qu'en fait, c'est le gaz qui est non conventionnel, et non le réservoir. D'après des études de simulation, le taux maximal de production de gaz ne se produit donc pas le premier jour comme dans le cas des réservoirs de gaz conventionnels, mais un certain temps plus tard, généralement des années.

Tous les réservoirs de gaz, conventionnels ou non, sont capables d'atteindre leur taux maximal le premier jour d'exploitation. Cela s'explique par le fait que la pression du réservoir est maximale (la pression moyenne du réservoir diminue avec la production pour la plupart des réservoirs), que le gaz qui s'écoule initialement dans le puits se trouve dans la zone proche du puits et, bien sûr, que le gaz est continu dans tout le réservoir. Au fur et à mesure que la production de gaz se poursuit, le gaz qui s'écoule dans le puits traverse la roche réservoir depuis une distance de plus en plus grande. L'écoulement du gaz à travers la roche réservoir entraîne une perte de pression supplémentaire, et le taux de production commence à diminuer. Certains puits de gaz dans des réservoirs conventionnels à haute perméabilité peuvent s'écouler à un taux plus ou moins constant ou à un état d'équilibre pendant un certain temps, mais le taux de production finit par diminuer. Les taux de production des réservoirs de gaz non conventionnels diminuent généralement assez rapidement et peuvent ne jamais atteindre un état de production stable, même si le taux de déclin diminue et que les puits peuvent produire pendant de nombreuses années. Au début de la production d'un réservoir d'hydrates de gaz, il n'y a pas de gaz libre dans le réservoir, tout est enfermé dans les cristaux d'hydrates dans les pores de la roche réservoir. L'hydrate doit d'abord être dissocié, puis l'eau et le gaz libre peuvent s'écouler vers le puits. Comme l'eau et le gaz s'écoulent simultanément (ce que l'on appelle un écoulement multiphasique), la perte de pression à travers le réservoir sera plus élevée que si le gaz seul s'écoulait. Les saturations en gaz et en eau dans la région dissociée changent avec le temps, et la gravité affecte les phases de gaz et d'eau, ce qui rend le mécanisme d'écoulement assez complexe.

Conclusion

Il n'est pas nécessaire d'être un scientifique pour comprendre la difficulté du problème :

- D'une manière ou d'une autre, il faut capturer l'énergie contenue dans des milliers de kilomètres carrés de grains de sucre qui explosent et se transforment en un gaz 164 fois plus grand.
- Il existe d'énormes gisements de gaz naturel plus faciles à atteindre et bien plus précieux qui ne sont pas exploités parce qu'ils sont isolés (pas à proximité d'une infrastructure de gazoducs), alors qui va investir dans une ressource de bien moindre qualité au bas de la pyramide avec des perspectives aussi sombres ?
- Nous ne pouvons même pas forer pour trouver du pétrole dans la plus grande partie de l'Arctique (Patzek), où se trouvent une grande partie des hydrates de méthane, et cette infrastructure doit être présente avant même de penser à essayer d'atteindre les hydrates de méthane.
- La plupart des hydrates se trouvent dans une fine pellicule sur le fond de l'océan. Allez-vous construire une couverture de mille miles carrés pour piéger les bulles comme un banc de poissons ? Ou utiliser des techniques coûteuses de fracturation et de méthane de houille ?
- Les hydrates de gaz du pergélisol sont si peu profonds qu'il n'y a pas assez de pression pour qu'ils s'écoulent assez vite pour être exploités.

Les hydrates de gaz sont échoués dans des régions éloignées et dans les profondeurs des océans. Il serait bien moins coûteux de s'attaquer aux grands réservoirs de gaz naturel que d'essayer de s'attaquer aux petits gisements d'hydrates de méthane que nous ne savons même pas encore extraire.

En dépit de toutes les belles paroles selon lesquelles nous pourrions relever ces défis d'ici 2025 si seulement

nous disposions de plus de fonds, nous n'avons plus le temps.

Il est très peu probable que les hydrates de méthane alimentent un jour les moteurs diesel qui font le travail réel de la civilisation, et qui crient tous "Nourrissez-moi" à mesure que le pétrole décline à l'avenir.

▲ RETOUR ▲

Les inégalités du point de vue écologiste

Par biosphere 11 juin 2021

Notre société est toujours une royauté, avec ses privilégiés qui n'ont pas un carrosse mais un avion personnel, pas de palais mais des demeures luxueuses disséminées dans le monde entier, et un amour immodéré pour les paradis fiscaux. L'inégalité permet à certains d'avoir une empreinte écologique démesurée alors que d'autres personnes vivent en dessous du minimum vital. La différence de richesses entre personnes est non seulement injustifié d'un point de vue socio-économique, mais insupportable d'un point de vue écologique. Notre critère est simple. Dans une société du gaspillage généralisé sur une planète dévastée, nous devons mettre en place un système de sobriété partagée. Les inégalités doivent disparaître et la consommation se réduire de façon drastique. Il faut repenser revenu du travail et revenu du capital, impôt sur le revenu et impôt sur le patrimoine. Voici quelques propositions avant d'aborder le traitement actuel des riches aux USA et en France.

Propriété : La propriété, c'est le vol. L'homme ne travaille pas socialement pour lui-même mais pour le bien commun. Il n'a aucun droit absolu sur « son » entreprise, « son » capital, « sa » maison, « son » salaire, etc. C'est un locataire perpétuel temporairement embarqué dans des structures collectives qu'on appelle entreprise, capital financier ou technique, maison pavillonnaire ou HLM, participation à la valeur ajoutée de l'entreprise (pour le paiement des salaires ou le bénéfice).

Répartition de la valeur ajoutée : Aucun dirigeant d'entreprise n'a à lui seul le pouvoir de faire de l'argent. En fait il bénéficie du groupe de travail que constitue l'ensemble des travailleurs de l'entreprise ; ce sont eux qui font la valeur ajoutée. Sans personne à sa disposition, un patron n'est qu'une personne indépendante qui ne peut compter pour gagner de l'argent que sur ses propres forces ; artisans et commerçants travaillent beaucoup et ne gagnent pas grand chose. L'autre aspect est le chiffre d'affaires de l'entreprise, c'est-à-dire l'apport d'argent par les consommateurs. Plutôt que de rémunérer le seul patron sur les bénéfices, ou distribuer aux actionnaires, on peut aussi bien répartir l'argent à l'ensemble du personnel ou, mieux, redonner l'argent en trop aux consommateurs en diminuant les prix de vente. D'ailleurs les montants versés aux dirigeants dépendent moins de leur « performance » individuelle que de la taille de l'entreprise. Plus l'entreprise est grande, plus sa valeur ajoutée permet les fortes rémunérations d'une seule personne... avec la bienveillance d'un conseil d'administration inféodé à ce patron.

Salaire : Il est possible de fixer un salaire minimum, il est donc possible de plafonner le salaire des dirigeants. Un patron ne possède que deux bras et une seule tête, des besoins similaires à tous, il ne vaut pas beaucoup plus que n'importe lequel d'entre nous et sans doute beaucoup moins dans des tas de domaines (la sagesse, le respect des autres, l'amour de la nature, etc.). Donc à travail égal, salaire égal. Il n'y a pas d'inégalité de valeur entre le travail d'un éboueur et celui d'un PDG. Ils sont aussi utiles à la société l'un que l'autre, ils dépendent autant l'un de l'autre, ils ont les mêmes besoins matériels. Alors pourquoi à travail égal un revenu différencié ? L'unité monétaire devrait être définie par l'heure de travail, seul le nombre d'heures travaillées ferait la différence de revenu entre dirigeant et dirigés. Admettons qu'un patron travaille 15 heures par jour sept jours sur sept en pensant certaines nuits à son entreprise. Même dans ce cas il ne devrait être payé que trois fois la somme donnée au travailleur de base de son entreprise, il ne turbine pas du chapeau plus de 100 heures par semaine ! Pratiquons la simplicité volontaire, exigeons des cadres et des patrons de faire de même.

Héritage : quand le patrimoine est transmis d'une génération à l'autre par famille interposée, les inégalités se reproduisent dans le temps. Toute égalisation consisterait à donner à chaque personne le même capital de départ, ce qui est difficile quand on considère qu'il y a à la fois un capital économique et financier (entreprise, patrimoine de rapport), mais aussi un capital culturel (pouvoir de se faire entendre, qualité acquise par une socialisation spécifique), ou même un capital relationnel (le carnet d'adresses des parents et/ou de la grande école dont on sort). La disparition de l'héritage des biens mobiliers et immobiliers serait un premier pas vers une société abandonnant la reproduction des privilèges. En définitive la polarisation des raisonnements sur la reproduction sociale oublie un paramètre essentiel, le niveau de capital naturel qui est transmise non pas à l'intérieur d'une famille, mais d'une génération humaine à l'autre. C'est pourtant là l'essentiel, préserver l'avenir des générations futures en transmettant un capital naturel intact.

Interaction spéculaire : dans l'état actuel de la planète, affaiblie et épuisée, aucune personne ne devrait revendiquer un niveau de vie supérieur à celui de la moyenne mondiale. Tant que les gros continueraient à se goberger dans leurs 4x4 climatisés et leurs villas avec piscine, sommes-nous incités à changer notre mode de vie et à limiter nos gaspillages? Non. La seule façon que vous et moi acceptions de consommer moins de matière et d'énergie, c'est que la consommation matérielle, donc le revenu, de la [classe globale](#) soit sévèrement réduite. En soi, pour des raisons d'équité, et plus encore, en suivant la leçon de Thorstein Veblen pour changer les standards culturels de la consommation ostentatoire. Puisque la classe de loisir établit le modèle de consommation de la société, si son niveau est abaissé, le niveau général de consommation diminuera. Nous consommerons moins, la planète ira mieux, et nous serons moins frustrés par le manque de ce que nous n'avons pas.

Actualisation. Jeff Bezos n'a pas payé d'impôt sur le revenu en 2007 et en 2011, Elon Musk n'a pas versé un cent en 2018, George Soros n'a rien payé trois ans de suite. Selon les calculs du site [ProPublica](#), sur la période 2014-2018 les vingt-cinq premiers milliardaires américains ont payé 13,6 milliards de dollars d'impôt fédéral sur le revenu alors que leur fortune progressait de 401 milliards de dollars : [il n'existe pas d'impôt sur la fortune aux Etats-Unis](#). Quant aux plus-values, elles ne sont pas taxées tant qu'elles restent latentes, depuis une jurisprudence de la Cour suprême en 1920. Si Joe Biden prévoit d'augmenter le taux marginal de l'impôt sur le revenu de 37 % à 39,6 %, de taxer les plus-values comme les revenus pour les millionnaires, et de taxer plus fortement les héritages, il ne prévoit pas d'impôt sur la fortune. En France l'IFI (impôt sur la fortune immobilière) a remplacé l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) sur décision de Macron ; les actionnaires ne payent plus rien, mais le patrimoine immobilier est taxable même si vous n'avez pas l'intention de vendre.

▲ RETOUR ▲

.Le temps long et incertain de l'innovation

Par [biosphere](#) 10 juin 2021

Faut-il faire confiance aux innovations ? Non seulement nous n'avons pas le temps d'attendre, mais elles sont plus conceptuelles que réalisables.

Jean-Baptiste Fressoz : « En 1974 se tient à Miami le premier colloque international sur l'économie hydrogène comme vecteur énergétique du futur; on y retrouve les promesses actuelles, la fin des fossiles, la pile à combustible, etc. On discute beaucoup d'avions à hydrogène, dont les ingénieurs de Lockheed dessinent les élégants fuselages. Les perspectives sont grandioses : des centrales atomiques construites sur des atolls du Pacifique produiraient de l'hydrogène par craquage thermique de l'eau (plus efficace que l'électrolyse) ; l'hydrogène serait exporté par une flotte de cryotankers ; le Japon deviendrait l'Arabie saoudite du XXI^e siècle. Quant aux déchets radioactifs, en attendant la fusion, on s'en débarrasserait par auto-enfouissement : par leur propre

chaleur, ils s'enfonceraient dans le socle basaltique des atolls... Le temps de diffusion de l'innovation est le facteur-clé de la transition, un temps difficilement compressible lié à l'inertie des infrastructures et au déplacement des capitaux. : cent soixante ans pour que le charbon pèse la moitié de l'énergie mondiale, quatre-vingts ans pour le pétrole. La dynamique du capitalisme produit des transitions beaucoup trop lentes face au changement climatique, dont on estime qu'il deviendra potentiellement catastrophique vers 2020. »

Cette présentation de la temporalité insuffisante vu l'urgence écologique occulte le fait que les innovations qui pourraient nous sortir de la merde dans laquelle nous a mis les innovations, on ne voit pas du tout ce que ça pourrait être. L'[hydrogène](#) est une fausse bonne idée, les surgénérateurs ([Astrid](#)) une impasse avérée, la fusion ([ITER](#)) une impossibilité majeure, la [numérisation](#) du monde une mode énergivore, etc. Il nous reste donc l'énergie solaire et les moulins à vent, l'agriculture bio et notre force endosomatique (l'huile de coude), le vélo plutôt que l'auto, le petit tour autour de chez soi plutôt que le tourisme au long cours, en clair la décroissance économique. Mais les tenants du confort exosomatique comme « Le sceptique » croit encore à l'innovation qui nous sauvera un jour, peut-être, dans le plus lointain des lointains, aux calendes grecques ou à la Saint-Glinglin... Ils sont comme les croyants et psalmodient « innovation, innovation, viens à mon secours, je t'aime ».

Un exemple typique [sur lemonde.fr](http://sur.lemonde.fr), « [Le sceptique](#) » qui écrit sans rire :

- Il n'existe pas de limite physique proche aux besoins énergétiques des humains, le soleil seul par rayonnement nous envoie 5000 fois ce que nous consommons, et outre le solaire PV ou TD, nucléaire, éolien, hydraulique, géothermie, biomasse originelle ou modifiée sont mobilisables. Inventons au plus vite l'abondance non fossile pour tous.
- La régression n'est pas une option : les sociétés d'abondance sont plébiscitées et le resteront évidemment. L'urgence climatique est un non-sens si elle induit paupérisation économique et guerre sociale. On perd du temps en laissant le sujet aux pseudo-solutions genre décroissance, fétichisme de la nature, moralisme pénitentiel.

▲ RETOUR ▲

L'EFFET SENEQUE

13 Juin 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Un petit texte qui vient tout droit de chez Ugo Bardi, d'abord dans "Cassandra legacy" (2012), ensuite réintroduit dans "the seneca effect". Bien sûr, les choses ont évoluées.

Dans 10 ans. En 2030, la production de pétrole brut « classique » est en baisse depuis environ deux décennies. L'énorme effort consenti pour remplacer par des produits liquides à partir de sources non conventionnelles. Les sables bitumineux, le pétrole de schiste et d'autres sources de pétrole "lourd", ainsi que les biocarburants, ont été un échec.

L'uranium aussi est devenu rare et plusieurs pays qui ne disposent pas de ressources nationales ont été contraints de fermer certaines de leurs centrales nucléaires.

Là, c'est une réalité dure à faire entendre. Le reste des projets nucléaires datent des années 1950 et n'existent que sur le papier. Super phénix a été underphénix, et n'a jamais fonctionné correctement. Nanard éternellement en panne, c'était un caca de mammouth.

Ces tendances sont en partie compensées par la production toujours croissante de charbon ; qui est également utilisé pour produire des carburants liquides et d'autres produits chimiques qui étaient autrefois obtenus à partir du pétrole.

Là, il est sûr qu'il y a dix ans, le pic charbonnier n'était qu'une vue de l'esprit, mais il est là, lui aussi. Comme [je l'ai dit](#), La Chine va réduire sa [part à 14.6 %](#) de sa consommation d'ici 2030. Même si celle-ci doublait, cela serait une sacrée chute. La production US s'est effondrée de moitié, pas à cause de la propagande réchauffiste, mais parce que le secteur a entamé une spirale de la mort.

Pour produire des carburants liquides, il faudrait de l'antracite, et un rapport de 4 pour 1. 40 millions de tonnes utilisées pour 10 millions de tonnes de pétrole produite, c'est ridicule pour les "besoins" actuels. Seule une économie de guerre pour un court laps de temps peut se le permettre.

Pour la Chine, la production actuelle est déjà insuffisante pour ses besoins actuels...

La croissance des énergies renouvelables est au point mort : il n'y a plus de ressources à investir dans la recherche et le développement de nouvelles technologies et de nouvelles usines, alors qu'une campagne de propagande financée par l'industrie pétrolière a convaincu le public que les sources renouvelables ne tireront aucune énergie utile et sont même nocives pour l'environnement.

Là, pour le moment, c'est un peu raté, mais le renouvelable ne concerne que l'électricité, pour sa plus grande part. Cela règle le problème, mais en partie seulement, et pas celui des transports.

Une autre campagne de propagande financée par les mêmes lobbies a stoppé toute tentative de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En conséquence, l'agriculture a été dévastée par le changement climatique et par les coûts élevés des engrais et de la mécanisation. La population humaine entame un renversement historique de sa tendance croissante, décimée également en raison de la fraction croissante de terres fertiles consacrées aux biocarburants.

La population humaine entame un renversement historique de sa tendance croissante, décimée également en raison de la fraction croissante de terres fertiles consacrée aux biocarburants.

Ugo Bardi n'avait pas vu arriver la conjonction de 3 pics, celui uranifère, celui pétrolier et celui charbonnier. Et le basculement des élites vers la seule voie de secours possible, le renouvelable.

Quant aux carburants extraits de l'agriculture, ils seront sans doute consacrés à cette agriculture. En effet, un cheval consomme toute l'année. Pas forcément un tracteur.

Sans doute aussi, peut-on attendre le fait que la population humaine s'effondre sur une partie de la planète, sans attendre des lustres.

Le réchauffement climatique n'est qu'un scénario sur les 4 possibles, il est utile de rappeler qu'en 1970 on nous disait qu'en 2020 la terre se réchaufferait de 9° et que les abrutis autoproclamés "chevaliers du climat", furent évacués en hélicoptère, parce que coincés par la banquise (disparue depuis 20 ans), et cernés par des ours blancs (disparus depuis 30 ans).

De même, il apparaît assez contradictoire que des productions en effondrement, qui risquent d'être très brutales puissent détériorer le climat. En effet, économiquement, [les majors](#) sont au plus mal, et les producteurs

historiques en sont au "sauve qui peut", frisant le ridicule, surtout [la Russie](#), qui, retrouvant les accents de la Pravda, prétend avoir des réserves jusqu'en 2080. Pour l'Arabie, c'est la continuation des mensonges, avec les réserves qui ne baissent jamais.

"Pour les pays producteur, l'urgence réside dans la vente au prix le plus élevé, le maximum de pétrole et le plus rapidement possible. Le rejet par la population Suisse de la loi sur le CO2 ne peut que les reconforter. "

Quant au [prix nobel de la connerie](#), je le décerne aujourd'hui à l'IATA :

*"Sur les deux prochaines décennies, le trafic mondial devrait presque doubler, passant de **4,5 milliards de passagers en 2019** à près de **8,5 milliards en 2039**, selon les prévisions de l'IATA –un milliard de moins toutefois que projeté avant-crise".*

.HOQUET...

Il y a un hoquet dans l'énergie. D'abord, on croit pouvoir revenir au "monde d'avant".

Certains voient un rebond important de [consommation de carburéacteurs](#).

D'autres disent que [la Chine](#) poignardent éolien et solaire. De fait, après une orgie d'investissements subventionnés, la Chine pense peut être qu'il est temps de se mettre à la diète et que ce n'est pas une solution de vomir après s'être empiffré de nourriture ou de boisson, même si celle-ci, c'est du renouvelable. Il faut simplement le temps de digérer...

Pour note, la Chine a élevé l'année dernière 114 GW d'éolien, soit 90 centrales nucléaires.

Il est aussi temps de voir si le secteur peut marcher tout seul... Et être mature...

[Le Congo](#) ex-Zaïre ex Congo léopoldville, débat, pense et veut réaliser le grand barrage d'Inga, capable de fournir 40 % de l'électricité africaine. Le seul problème, c'est que les clients sont tous des gueux incapables de payer. Le problème a été partiellement résolu, avec la promesse d'achat de la moitié de l'électricité par l'Afrique du Sud, ce qui indique aussi un sérieux stress énergétique dans ce pays, notamment dans la production d'électricité d'origine charbonnière. Le coût du barrage étant de 50 à 80 milliards, il faudrait des clients SOLVABLES.

On reparle aussi de transaqua.

L'agence internationale de l'énergie appelle l'OPEP à ouvrir les vannes, [ce qui est savoureux](#), car il n'y a pas longtemps, ladite agence appelait à ne plus investir. On s'en balance, la montée des prix fera immédiatement plonger la demande, qui elle non plus n'est guère solvable.

[Le nombre de plate-formes](#) de forage aux USA augmente à nouveau. On s'en balance aussi, car leur merde produite n'est pas rentable. Le secteur crèvera plus vite. Et on est [loin des records](#)...

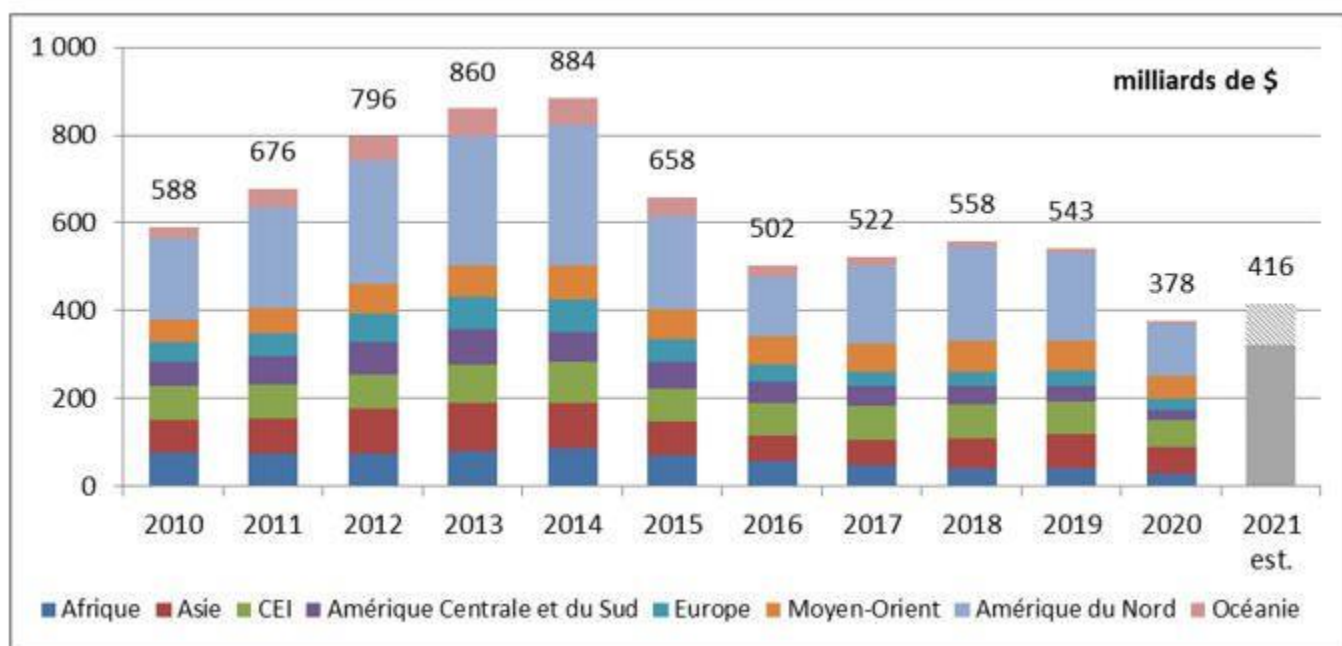
Petite note légère : pourquoi nous raconte-t-on des salades ? [90 % des médias](#) US appartiennent à 5 personnes. En France, il y en a 10. [Les médias](#) disent ce qu'ils veulent qu'on nous dise... L'intérêt de la classe dirigeante, c'est de se maintenir au pouvoir.

.NIOUZES ÉNERGÉTIQUES 11/06/2021

On n'importe que 20 % du [gaz de Russie](#). Ouf, diront certains. Mais je vous rassure. Bientôt, ce sera beaucoup plus, d'abord parce que les Pays Bas ne vont bientôt plus en exporter, ensuite, plus en produire.

[Remise des pendules](#) à l'heure à propos de l'Allemagne :

- Non, la production d'électricité à partir du charbon et du lignite n'a pas augmenté en Allemagne du fait de la sortie du nucléaire, au contraire, elle a décliné, tout comme la production à partir de l'ensemble des combustibles fossiles.
- Oui, la production d'origine renouvelable a plus que compensé, et de loin, la baisse de la production d'origine nucléaire.
- Non, l'Allemagne n'a pas été importateur net d'électricité de la France. Bien au contraire, les échanges d'électricité se font en sa faveur depuis 2006.



En 2019, la projection atteignait encore [540 milliards pour 2020](#). On voit donc [une baisse importante](#), en cliquet, suivie d'une modeste hausse qui n'annule et ne compense pas la précédente baisse.

Un - 30 %, suivi d'un + 10 % espéré. Sur deux ans, on aura donc un - 23 % global. Depuis le pic de 2014, la baisse en 2020 atteint 57 %. Le constat est clair, le secteur est en extinction, si fort qu'il produise encore. La prise de position de Fatih Birol, directeur de l'agence internationale de l'énergie en faveur de l'arrêt de l'investissement pétrolier gazier, n'est que le renfort qui vient au secours de la victoire, bien entendu "pour sauver le climat".

Si on enlève l'Amérique du nord qui constitue 32 % du total, pour un résultat on ne peut plus médiocre, Poutine et MBS n'ont pas beaucoup à se forcer pour contredire Fatih. Leur effort d'investissement est très mesuré. Et ils ne seront pas en mesure de faire le même effort que les USA, ils n'ont pas la planche à billet pour maquiller leur déconfiture pétrolière future. Pétrole et gaz, impérativement, sont, pour la Russie et l'Arabie, des ressources.

[Uranium](#), même combat. J'avais anticipé avant Fukushima, un problème d'approvisionnement dans la décennie 2010. Sans doute, - 70 réacteurs en activité (Allemagne et Japon), 15 % du parc, ça n'a pas manqué de jouer son rôle. La rupture d'approvisionnement approche à grands pas. Et EDF devra sans doute arrêter quelques réacteurs.

En plus, le "succès" du nucléaire en Chine et en Russie [aggravera vite](#) le problème. Pas sûr que le Kazakhstan ne se fasse pas tordre le bras par ses puissants voisins.

Il apparaîtrait aussi que bien des contrats à long terme expirent... Explosion des prix en vue ?

[Le renouvelable](#), reste, faute de combattants, le seul secteur où l'investissement est en progression.

.DELIRIUM TREMENS PARTOUT...

- [L'aéroport d'Andorre](#) ne verra pas le jour, seule la compagnie "tragic airways", d'ailleurs, aurait accepté d'y atterrir, avec un pilote jihadiste.

- [Nouveaux cas de covid](#) dans une croisière où tous sont censés être vaccinés. On peut admirer la taille du diner de cons qu'est cette croisière. (650 employés 600 clients). Je veux bien comprendre que les employés, venant souvent du 1/3 monde soient dans l'obligation de travailler, mais les passagers sont vraiment bredins jusqu'au trognon, puisque étant vacciné, ils croient en l'épidémie. Leur bougisme est plus fort que leur trouille.

- [L'Estonie](#) est contre la taxation mondiale des bénéfices. Ils confirment ce que j'ai dit, l'Estonie, ça n'existe que comme débouché maritime de la Russie, et quand ils ne le sont pas, c'est le trou du cul du monde. Désolé d'insulter les trous du cul, organes vitaux estimables, contrairement à l'Estonie.

- [Air Antwerp](#) est décédée, encore une opération de salubrité publique.

- Le docteur Mengele, [pardon Fauci](#), ma fourche a langué, a écrit :

- *Le port des masques en public est inutile et déconseillé.*
- *Le confinement est une mesure inutile au niveau sanitaire.*
- *L'hydroxychloroquine est bien une solution « efficace et sans danger » pour soigner les dégâts du covid.*
- *Enfin et plus grave, le virus est bien une création humaine, probablement élaborée dans les labos chinois de Wuhan, mais financée par les États-Unis, destinée à soutenir cette stratégie de contrôle de masse.*

On peut rajouter aussi que [l'ivermectine](#) est efficace. Font chier ces médecins qui soignent avec des médicaments de 3 sous. **Merci, donc, aux élus républicains du congrès qui ont obtenus la publication des mails... la crise dite du Covid-19 tenait bien d'un complot ourdi par les autorités politico-sanitaires des pays occidentaux.**

- [Loukatchenko](#) est un vrai démocrate. Il veut que la population, que toute la population biélorusse soit armée. Les tambours de guerre et les souvenirs de la grande guerre patriotique résonnent en Biélorussie.

- [Intifida des missiles](#). Les armes occidentales n'ont rien pu contre la pelle et la pioche des tunnels. Les bombes sont plus puissantes ? Les tunnels sont plus profonds. Ça tombe bien, d'ailleurs, les palestiniens n'ont rien à faire...

- Contradiction dans l'interprétation des nouvelles, pour les uns, [l'Europe](#) va manquer de pétrole, pour les autres, 2019 sera [rattrapé en 2022](#)...

- [Bougisme du fouteballe](#). L'euro est aussi un grand épandeur et un grand consommateur de pétrole... On prévoit de réduire de 50 % les émissions de GES ? Pas cette année en tout cas ! **L'effort, c'est pour les gueux.**

- "La balance des carnets de commandes du transport aérien, très favorable à Airbus, n'est pas crédible pour Willie Walsh".

Je constate donc un monde en folie...

▲ RETOUR ▲



Ca peut paraître inimaginable mais
la plupart des devises perdront
100% de leur valeur



Très peu de gens le comprennent
mais beaucoup travaillent pour rien.
Toutes les principales devises ont
perdu 82-87% au cours de ce siècle !

Si nous regardons les périodes plus récentes, le tableau ci-dessous montre le déclin des devises depuis 1971 et 2000. Depuis 1971,...

« Le bonheur au travail avec les Chief Happiness Officer les CHO !!! »

par Charles Sannat | 14 Juin 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Cette semaine, dans la vidéo de la semaine, la revue de presse du mois de juin !

Une revue de presse truculente car j'y évoque longuement le dossier spécial du magazine Management sur les CHO !

Rien à voir avec la chaleur, un CHO c'est un « Chief Happiness Officer ». Vous pouvez traduire cela comme un « responsable du bonheur » ou le « chef du bonheur » dans l'entreprise.

Une tâche sacrément sérieuse.
Pensez donc.
Rendre les gens heureux dans l'entreprise voici une noble mission.

De mon côté j'ai une toute autre perception de ces âneries managériales que l'on nous impose et qui désignent toujours l'inverse de ce qu'il se passe.

Comme je le dis souvent, plus on parle de lutte contre le « sentiment » d'insécurité, plus il y a une insécurité qui monte, plus on lutte contre le chômage plus il monte, plus on lutte contre les inégalités plus elles augmentent. Bref, tout ceci est de la foutaise, et plus l'on vous parle de chef du bonheur dans votre boîte, plus les conditions sociales en réalité se dégradent. C'est assez simple d'avoir du « bonheur » dans l'entreprise, il suffit de ne pas trop pressurer les gens, de donner des conditions de travail convenables et des objectifs réalisables, enfin, celui qui fait bien son travail ne doit pas venir la boule au ventre au boulot.

Mettre un baby-foot, offrir le café à volonté et même des corbeilles de fruits comme je peux le voir dans certaines annonces, c'est charmant, mais c'est au mieux du gadget, au pire une approche un peu abjecte...

Lorsque je lis le dossier de Management, j'y voit les trésors de propagande et d'endoctrinement que les entreprises réussissent à mettre en œuvre avec l'objectif de se servir et d'asservir.

Manager c'est dresser !

« Le verbe anglais « to manage » dérive du mot latin maneggiare qui signifie faire tourner un cheval dans un manège et du mot français ménagère... »

Le verbe anglais « to manage » dérivé à la fois du verbe italien « maneggiare » – lui-même issu du latin manus qui signifie contrôler, manier, avoir en main – et du mot français manège, au sens « d'entraîner un cheval en le dirigeant avec la main ».

Autrement dit, le management, c'est du dressage ! »

Il ne s'agit pas de rejeter tout ce qui est « corporate », il s'agit en revanche de se rendre compte de ce que vous imposent les entreprises, de la maltraitance psychologique induite par les méthodes de « management » par la propagande d'entreprise, par les méthodes d'endoctrinement. En mesurant les choses, en les nommant, on les voit. En les voyant on les comprend. En les comprenant on ne les subit plus.

Quand on ne subit plus, alors, on se libère.

On s'affranchit.

Ces techniques d'entreprises sont très similaires à celles utilisées par les politiques et aux méthodes de communication destinées à « fabriquer » le consentement.

Dans tous les cas, que ce soit le citoyen ou le salarié, l'objectif de tout cela, c'est bien le dressage, votre dressage.

S'affranchir, c'est le refuser.

Les hommes sont nés pour être libres, pas dressés.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

.Pour un responsable de l'Agence européenne du médicament il faut abandonner le vaccin AstraZeneca

« Un haut responsable de l'Agence européenne du médicament (EMA) a estimé, dans une interview publiée dimanche, qu'il serait préférable d'arrêter le vaccin d'AstraZeneca contre le Covid-19 pour toutes les tranches d'âge quand des alternatives sont disponibles. Marco Cavaleri, responsable de la stratégie vaccinale à l'EMA, a également déclaré au journal italien La Stampa que **le vaccin de Johnson & Johnson devrait être utilisé de préférence pour les plus de 60 ans**. Ces deux vaccins à vecteur viral ont été approuvés par le régulateur européen pour les plus de 18 ans, mais ont fait l'objet de rapports faisant état de rares caillots sanguins. L'UE a également autorisé deux vaccins à ARN messager, ceux de Pfizer/BioNTech et Moderna ».

Nous n'en avons pas terminé du tout avec ces histoires de vaccins, aussi bien en ce qui concerne leur dangerosité potentielle que leur efficacité.

Selon cet article du [Daily Mail anglais](#) 30 % des malades décédés du nouveau variant indien qu'il faut appeler delta pour ne pas stigmatiser les Indiens, avaient été vaccinés et avaient reçu deux doses du vaccin.

C'est très long une pandémie, mais il ne faut pas désespérer les troupes...

Charles SANNAT Source [Europe1 ici](#)

Le G7 pour le maintien de la relance !

On aurait pu aussi titrer le G7 pour le maintien de l'inflation avec le maintien de l'impression monétaire, avec le maintien des taux zéro et le maintien des injections de liquidités, de la création de dettes et de déficits presque sans limite !

Plus pudiquement vous aurez droit au « souhait » de maintenir les mesures de relance de leurs économies.

C'est la fuite en avant monétaire.

Charles SANNAT

Les dirigeants du G7 souhaitent maintenir les mesures de relance de leurs économies

Les dirigeants du Groupe des Sept se sont entendus sur la nécessité de continuer à soutenir leurs économies par des mesures de relance budgétaire, a déclaré une source au fait du dossier vendredi, jour d'ouverture du sommet du G7.

Tous les dirigeants ont annoncé leur soutien à des mesures de relance supplémentaires, y compris Angela Merkel, qui s'oppose traditionnellement à un recours massif à l'emprunt pour stimuler la croissance, une position qu'elle a assouplie face à la crise du coronavirus.

L'administration Biden a poussé ses alliés à continuer à dépenser, et la secrétaire au Trésor Janet Yellen a exhorté ses collègues du G7 en février à «faire le grand écart.»

«Un large consensus s'est dégagé autour de la table sur le maintien du soutien à l'expansion budgétaire à ce stade», a déclaré la source, ajoutant que Joe Biden, le Premier ministre britannique Boris Johnson et l'Italien Mario Draghi avaient exprimé un soutien particulier.

Poursuites des mesures de soutien budgétaire

Le Fonds monétaire international (FMI) a exhorté à plusieurs reprises les pays du G7 et d'autres États à poursuivre les mesures de soutien budgétaire.

La source a indiqué que les dirigeants du G7 estimaient qu'il fallait mettre en place des politiques à long terme pour garantir la santé des finances publiques à l'avenir, faisant ainsi écho à la position de leurs ministres des Finances qui se sont réunis au début du mois à Londres.

Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE) de 2011 à 2019, a déclaré que les économies occidentales avaient besoin d'une sorte d'«ancrage budgétaire à long terme» pour rassurer les investisseurs et éviter une hausse des taux d'intérêt qui pourrait nuire à la reprise, a précisé la source.

Les dirigeants ont estimé que la récente hausse de l'inflation dans de nombreux pays, après les confinements liés à l'épidémie, serait temporaire, a déclaré la source.

Source Agence de Presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

.6 % des entreprises en difficulté sans les aides. Peu mais beaucoup !

6 % des entreprises françaises pourraient faire face à des difficultés avec la levée des aides.

Alors que le gouvernement cherche à sortir progressivement de la logique du « quoi qu'il en coûte », la Banque de France a examiné, dans une étude dont Les Échos ont eu la primeur, la santé financière des entreprises au sortir de la crise. L'institution s'est pour cela penchée sur les bilans et les comptes de résultat de 205 392 entreprises entre le 30 juin 2020 et le mois de janvier 2021.

Ce taux est de 6 % pour l'ensemble des entreprises étudiées.

Cela peut sembler peu 6 % des entreprises, mais nous avons 3 millions de sociétés.

Soit 60 000 entreprises qui pourraient disparaître, à 2 emplois en moyenne, cela ferait 120 000 postes, à 3 emplois en parle de 180 000 chômeurs de plus.

La banque de France n'a pas communiqué sur le nombre moyen de salariés pour ces sociétés menacées par l'arrêt des aides.

Charles SANNAT Source [Le Figaro](#) [ici](#)

« États-Unis, l'inflation atteint les 5% ! »

par [Charles Sannat](#) | 11 Juin 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

On continue à surveiller l'inflation et elle continue, comme prévue, de monter.

Selon les dernières données, « les prix à la consommation aux Etats-Unis ont augmenté plus que prévu en mai, ce qui pourrait alimenter les craintes d'une accélération de l'inflation susceptible de conduire à un resserrement monétaire prématuré.

*Selon les données du département du Travail publiées jeudi, l'indice des prix « Core CPI », qui mesure l'évolution des prix **hors alimentation et énergie**, est ressorti en hausse de 0,7 % le mois dernier par rapport à avril et de 3,8 % sur un an.*

Les économistes interrogés par Reuters tablaient sur une hausse de 0,4 % sur le mois et de 3,4 % sur un an.

Une mesure plus large de l'inflation dite CPI donne une hausse de 0,6 % sur un mois en mai, après +0,8 % en avril, et de 5,0 % sur un an, ce qui constitue la plus forte hausse enregistrée depuis 2008 (après +4,2 % en avril) ».

Il faut donc garder les deux yeux grands ouverts sur cette histoire d'inflation, mais ce n'est pas tout.

L'autre sujet connexe ce sont **les pénuries**.

Vous êtes nombreux à me faire part des pénuries diverses et variées auxquelles vous êtes confrontés, ce qui me permet d'avoir une vision assez large de la situation. Même si je ne peux pas répondre personnellement à tous vos messages, j'arrive encore à tous les lire ou presque !

Pour tout vous dire, les pénuries sont bien plus nombreuses que la hausse des prix n'est forte.

Face aux nombreuses pénuries, les prix et les ajustements via le prix payé devraient être beaucoup plus violent et rapide.

Pour le moment les contrats « cadres », les accords passés avec la grande distribution etc, ont permis de limiter le choc et de rendre la hausse des prix encore peu visible pour les particuliers.

Cela changera comme je vous l'ai dit en septembre. Vous avez donc intérêt à stocker et acheter ce qui vous est indispensable le plus rapidement possible. Si les prix montent de 10 %, mieux vaut acheter immédiatement ce dont vous aurez besoin demain, car avec un Livret A à 0.50 %, si vous économisez 10 % de hausse de prix, vous avez en réalité un rendement indirect de 9.5 % !!

Pourtant, ceci étant dit, il y a quelque chose qui me chagrine.

C'est la raison des pénuries.

Il n'est pas possible au moment où j'écris ces lignes d'expliquer l'ampleur des pénuries par le Covid et la pandémie.

Ce n'est pas l'explication.

Si les pénuries ne sont pas liées à la pandémie c'est qu'il se passe autre chose.

Mais quoi...

Posez-vous cette question.

Elle est cruciale.

Quelle est la cause des pénuries ?

Quelle est la cause des pénuries ?

Quelle est la cause des pénuries ?

Quelle est la cause des pénuries ?

Je vous laisse, j'ai encore quelques recherches à faire pour répondre à cette question qui va vous valoir un petit communiqué spécial sous la forme d'un Flash Stratégies dans les prochaines heures/jours.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

.Voiture. 13 marques <de plus> d'ici fin 2021 ! La nouvelle vague chinoise qui va déferler sur l'Europe !



Automobile : en Europe, la nouvelle vague sera chinoise, titre l'Express qui n'est pas franchement le dernier des canards complotistes !

« Depuis quelques mois, on voit arriver sur le sol européen de nombreuses marques chinoises. Leurs ventes restent pour le moment anecdotiques, mais leurs ambitions sont gigantesques ».

13 marques chinoises vont s'implanter d'ici la fin de l'année

Selon le cabinet IHS Markit, elles devraient être au nombre de 13 à arpenter l'asphalte européen à la fin de l'année !

« Cette fois-ci, le serpent de mer semble enfin prendre vie : après le déferlement des bolides japonais dans les années 1980, puis celui des petites coréennes dans les années 1990, c'est au tour des industriels de l'empire du Milieu de venir bousculer les Renault, Stellantis et autres Volkswagen. Avec quelques dizaines de milliers d'unités écoulées en 2020, leurs ventes restent pour le moment confidentielles. « Mais les études tablent sur 500 000 voitures vendues en 2025 », alerte Marc Mortureux, le directeur général de la Plateforme automobile (PFA), qui réunit les 4 000 acteurs de la filière ».

Cela risque d'aller beaucoup plus vite, car Pékin qui pousse ses champions à l'assaut de l'international a fourbi ses armes.

Matières premières en abondance, semi-conducteurs disponibles. Les voitures chinoises vont pouvoir être produites et seront disponibles et moins chères que les voitures européennes.

En moins de 5 ans, c'est toute notre industrie automobile ou presque qui sera balayée par cette déferlante et ce tsunami.

Nous en sommes pleinement responsables.

Ce qui va se passer est parfaitement prévisible.

Nous allons condamner les centaines de milliers d'emplois que représente en Europe le secteur automobile.

C'est un suicide économique sur l'autel du libre-échange.

De la bêtise à l'état pur ou de la corruption massive.

Charles SANNAT Source [l'Express ici](#)

.La BCE vers plus de croissance et d'inflation

D'après cette dépêche de l'agence Reuters la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé jeudi une révision à la hausse de ses prévisions de croissance et d'inflation, prenant acte de l'accélération de la reprise économique dans la zone euro.

« Le nouveau scénario central de l'institution table sur une inflation de 1,9 % en 2021 dans la zone euro contre 1,5 % prévu en mars. La prévision pour 2022 est portée à 1,5 % contre 1,2 % mais celle pour 2023 est maintenue à 1,4 %.

Le produit intérieur brut (PIB) des 19 pays ayant adopté la monnaie unique devrait parallèlement rebondir de 4,6 % cette année (contre 4,0 % prévu il y a trois mois).

La prévision de croissance pour 2022 a été portée à 4,7 % contre 4,1 % prévu en mars et la prévision 2023 est maintenue à 2,1 %. »

Il faut dire que Christine Lagarde préfère la surchauffe du moteur au fait que le moteur cale.

On ne peut pas lui en vouloir, et objectivement nous en profitons tous, car le choix de l'inflation permet d'éviter l'effondrement brutal par l'austérité et la récession. Mais ne vous y trompez pas, cela ne vous donne qu'un répit.

Vous devez utiliser ce répit pour vous préparer et réagencer votre patrimoine.

Charles SANNAT Source [Boursorama.com ici](#)

La BCE gardera un rythme élevé d'achats de dette au troisième trimestre

La BCE gardera un rythme élevé d'achats de dette au troisième trimestre

« Comme attendu, la BCE va conserver un rythme élevé d'achats de dettes publiques et privées. Elle continuera aussi à garantir des taux d'intérêt bas pour les ménages et entreprises afin de soutenir la relance de l'activité avec la sortie espérée de la pandémie de Covid-19. Les achats d'actifs s'inscrivent dans le cadre de son plan d'urgence (PEPP) lancé au début de la crise sanitaire avec une enveloppe de 1.850 milliards de dollars, et de son programme plus ancien d'assouplissement quantitatif (QE).

L'institut va procéder à des achats à un rythme « nettement » plus élevé que la moyenne cet été, après l'avoir fait de manière « significativement » plus élevée depuis mars, afin de contrer les tensions sur les taux obligataires, selon le communiqué publié après la réunion. Les taux directeurs à court terme de la BCE, campant depuis septembre 2019 au plus bas, vont rester, selon la formule d'usage, « à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas ».

Dit autrement, les rotatives vont continuer à tourner à plein régime.

L'argent gratuit ce n'est pas fini !

Et il vaut mieux car le Figaro de conclure son article par une mise en garde assez claire et directe.

« La BCE voit dans la hausse actuelle des prix un phénomène temporaire n'appelant pas de riposte monétaire. De récentes interventions publiques de ses dirigeants ont permis de calmer les tensions sur les taux de la dette souveraine. Ces tensions pourraient vite réapparaître si la BCE surprend par des propos présageant d'un resserrement plus rapide qu'attendu de sa politique ultra-accommodante ».

A retenir donc le théorème monétaire du grenier pondu avec mes poules et mes chats :

Argent gratuit et taux bas OK.

Argent payant et taux hauts... KO

Charles SANNAT Source [Le Figaro.fr](https://www.lefigaro.fr) [ici](#)

.Les entreprises qui payent les rançons aux hackers !

L'une des raisons fondamentales pour lesquelles les entreprises mondiales achètent du bitcoin c'est aussi parce que les hackers, les « pirates » informatiques, qui pénètrent les systèmes d'information des sociétés se livrent à du chantage et qu'il faut payer les rançons généralement en crypto-monnaie et de préférence en bitcoin.

C'est la mésaventure qui est arrivée à la multinationale de la viande JBS qui a payé une rançon de 11 millions de dollars à des hackers.

Le groupe brésilien a pris cette décision pour éviter que ses données ne soient exfiltrées. La Maison Blanche soupçonne une organisation criminelle russe.

« Nous avons toutefois pensé que cette décision devait être prise pour prévenir tout risque potentiel pour nos clients », a-t-il poursuivi. M. Nogueira a précisé au Wall Street Journal que ce paiement avait été effectué en bitcoins.

En attendant le Bitcoin s'est un peu redressé sans que ce mouvement pour le moment soit de nature à inverser la tendance baissière.

Charles SANNAT Source [Le Monde](https://www.lemonde.fr) avec AFP [ici](#).

L'inflation commence à devenir vraiment folle - et c'est pire que vous ne le pensez

10 juin 2021 par Michael Snyder



L'inflation fait les gros titres dans tout le pays, mais les médias grand public ne sont pas honnêtes quant à la véritable gravité de la crise. On nous dit que le taux d'inflation officiel est toujours à un chiffre, mais ce que l'on ne nous dit pas, c'est que la façon dont l'inflation est calculée a radicalement changé au fil des ans. En fait, selon Forbes, "le gouvernement a modifié plus de 20 fois la façon dont il calcule l'inflation" au cours des 30 dernières années. Le taux d'inflation affecte directement de nombreux autres éléments de notre système, et le gouvernement souhaite maintenir ce chiffre aussi bas que possible. Ils ont donc bricolé et bricolé la formule jusqu'à ce qu'ils l'obtiennent exactement comme ils le voulaient.

Mais même avec la formule hautement modifiée qu'ils utilisent maintenant, le taux d'inflation a quand même augmenté à son rythme le plus rapide en près de 13 ans le mois dernier...

L'indice des prix à la consommation, qui représente un panier comprenant les aliments, l'énergie, les produits d'épicerie, les coûts de logement et les ventes d'un éventail de biens, a augmenté de 5 % par rapport à l'année précédente. Les économistes interrogés par Dow Jones s'attendaient à un gain de 4,7 %.

Il s'agit de la plus forte hausse de l'IPC depuis celle de 5,3 % enregistrée en août 2008, juste avant que la crise financière n'entraîne les États-Unis dans la pire récession depuis la Grande Dépression.

Nous nous souvenons tous de ce qui s'est passé dans les mois qui ont suivi août 2008.

Espérons que cela ne se reproduira pas.

Bien sûr, la vérité est que les prix à la consommation n'augmentent pas seulement à un taux de 5 % aux États-Unis en ce moment.

Selon John Williams de shadowstats.com, si le taux d'inflation était toujours calculé de la même manière qu'en 1990, il serait actuellement supérieur à 8 %.

Et si le taux d'inflation était toujours calculé de la même manière qu'en 1980, il serait actuellement d'environ 13 %.

Mais 5 % d'inflation, c'est beaucoup mieux que 13 %, n'est-ce pas ?

Une chose que je surveille de très près est l'inflation des denrées alimentaires. Plus tôt aujourd'hui, je suis tombé sur un reportage d'une chaîne affiliée de CBS dans lequel on utilisait le terme "sticker shock" (choc des prix) pour décrire ce que les consommateurs vivent actuellement à l'épicerie...

Vous avez peut-être remarqué une hausse importante des prix à l'épicerie.

De plus en plus de consommateurs font l'expérience du choc des prix tous les jours. Le prix des aliments - surtout la viande, les fruits et les légumes - augmente.

Si les prix n'augmentaient que de 5 % par an, ce ne serait pas très grave.

Malheureusement, la réalité est bien pire que cela, et c'est particulièrement vrai pour les prix de la viande. Selon un propriétaire de charcuterie, le véritable taux d'inflation des prix de la viande est "probablement plus proche" de 20 ou 30 %...

Jeff Cohen, propriétaire d'une charcuterie et grossiste en viande, a déclaré que ces facteurs rendent le prix de la viande hors de contrôle.

"Ils ont dit aux informations nationales que c'était 10 pour cent. Mais ce n'est pas vrai. C'est probablement plus proche de 20, 30 pour cent", a déclaré Cohen.

L'administration Biden et la Réserve fédérale vont continuer à nous tenir un discours joyeux, mais cette situation est en train de devenir une véritable crise nationale.

Lorsque CBS News a interviewé une cliente dans le Maryland, elle a déclaré qu'elle dépensait désormais deux fois plus pour ses courses qu'avant...

Abby Walter a déclaré qu'elle avait commencé à remarquer que sa facture d'épicerie augmentait de plus en plus au début de l'année. Avant janvier, cette habitante du Maryland dépensait environ 75 dollars par semaine pour ses courses. Maintenant, sa facture s'élève en moyenne à 150 dollars, voire plus.

Je me souviens encore de l'époque où je pouvais avoir un chariot entier de nourriture pour seulement 25 dollars.

Aujourd'hui, si je peux obtenir un chariot entier de nourriture pour moins de 200 dollars, je considère que c'est une réussite monumentale.

J'essaie vraiment de profiter des soldes et d'étirer chaque dollar autant que possible. Mais ces jours-ci, certains prix soldés sont plus élevés que les anciens prix normaux.

Les prix mondiaux des produits de base ayant explosé ces derniers mois, les entreprises ont été contraintes de répercuter ces augmentations sur les consommateurs, mais elles tentent d'utiliser un langage qui ne provoquera pas d'alarme générale...

Si vous demandez au fabricant de Pampers, Procter & Gamble Co, il ne s'agit pas d'augmenter les prix, mais de "prendre les prix". Son rival Unilever, connu pour le savon Dove et le spray pour le corps Axe, affirme avoir été "très actif en matière de prix". Le prix de la créativité - du moins jusqu'à présent - a été décerné au détaillant de produits de bricolage Lowe's Cos. dont le directeur financier a déclaré mercredi aux investisseurs qu'il "élevait notre écosystème de tarification".

Mais qu'est-ce qu'un "écosystème de tarification" ?

J'aimerais bien qu'un représentant de Lowe's me le définisse.

Les dirigeants de General Mills utilisent également un langage qui frise l'absurde...

Il y a aussi le fabricant de céréales General Mills Inc, dont le jargon comprend des expressions obscures comme "gestion stratégique des revenus" et "gestion holistique des marges", qui ne sont pas des termes que l'on trouve au dos d'une boîte de Lucky Charms. L'entreprise utilise ces termes si souvent, en fait, que son PDG les désigne désormais par les acronymes SRM et HMM.

Pourquoi ne peuvent-ils pas simplement dire qu'ils "augmentent les prix" ?

Aujourd'hui, j'ai des scrupules chaque fois que je vais dans l'allée des céréales. J'ai du mal à croire que les prix des céréales sont si élevés aujourd'hui, mais je sais qu'ils finiront par être beaucoup plus élevés.

Nous avons beaucoup trop de dollars pour beaucoup trop peu de biens et de services, et au lieu de prendre des mesures d'urgence pour maîtriser l'inflation, nos dirigeants semblent vouloir aggraver la situation.

L'administration Biden voulait consacrer 2 000 milliards de dollars aux infrastructures, mais un groupe de sénateurs américains travaille actuellement sur un "accord de compromis" qui ne prévoit que 1 200 milliards de

dollars de nouvelles dépenses d'infrastructure.

Cela vient s'ajouter aux milliers de milliards de dollars que nous avons déjà empruntés et dépensés pendant cette crise.

Nous ne pouvons plus faire cela.

C'est de la folie pure et simple.

Mais nos politiciens à Washington ne semblent pas s'en soucier. Ils vont continuer à emprunter et à dépenser des montagnes d'argent que nous n'avons pas, et la Réserve fédérale va continuer à injecter d'énormes quantités d'argent dans le système financier.

L'inflation va donc se poursuivre, et le niveau de vie de la plupart des Américains va continuer à baisser.

▲ RETOUR ▲



.L'euro face au mortel virus de l'inflation

9 juin 2021 **Simone Wapler**



« *La paix sociale en Europe demande un retour à la discipline fiscale* », écrit Wolfgang Schäuble, ex-ministre des finances et président du Bundestag, dans le [*Financial Times*](#). Il lance un avertissement à Mario Draghi, ex-président de la BCE et désormais chef du gouvernement en Italie.



L'inflation progresse : 4,2% aux États-Unis, 2% dans l'Eurozone. Mais l'Union monétaire est une mosaïque disparate. En Allemagne, l'inflation s'établit à 2,5% et les Allemands détestent l'inflation. Depuis l'épisode de

la République de Weimar, ils estiment que cela n'est pas un mode convenable de gestion de la dette publique. Mais les niveaux d'endettement de l'Italie et de la France interdisent toute hausse des taux de la part de la Banque centrale européenne pour contrer la hausse des prix et maintenir le pouvoir d'achat de l'euro. Une situation lourde de menaces. Voici les arguments de Schäuble.

La valeur des devises est sous pression dans beaucoup de régions du monde, y compris l'Union européenne. Ici plus qu'ailleurs, les politiques financées par la dette publique sont escortées par des mesures monétaires. La masse monétaire de l'Eurozone a été massivement augmentée sans que cela s'accompagne d'un accroissement de volume des biens et services. Ceci alimente les attentes inflationnistes des entreprises et des ménages. Ainsi, l'Eurozone risque une dévaluation monétaire qui pourrait avoir une dynamique incontrôlable. Déjà, l'indice des prix à la consommation dépasse le mandat de la Banque centrale européenne « en dessous mais proche de 2% ».

Évolution de l'inflation en Allemagne depuis 25 ans



Évolution de l'inflation dans l'Eurozone depuis 25 ans



Les facteurs actuels d'inflation sont connus : hausses des matières premières et des produits transformés (cuivre, céréales, pétrole) depuis quelques mois et rattrapage de la demande après le confinement.

La mondialisation consistait à délocaliser la production et à importer de la déflation (baisse des prix sous l'effet de coûts de main d'œuvre moindres). Il est logique de penser que la relocalisation importera de l'inflation sous l'effet de coûts de main d'œuvre supérieurs.

Les plans de relance post-Covid, achetés à crédit, devraient jeter de l'huile sur le feu qui couve... Pour le moment, la Banque centrale européenne estime – tout comme la Réserve fédérale américaine – que l'inflation n'est que passagère, transitoire. Pas de hausse de taux à l'horizon assure-t-elle. Cependant, il est notoire que **si les hausses de taux sont en retard sur l'inflation cette dernière s'emballera.**

L'Italie, le maillon faible selon Schäuble

Dans la suite de sa tribune, Schäuble s'adresse directement à Draghi.

L'expérience montre que des pays ayant un endettement élevé ne peuvent presque jamais retrouver un équilibre budgétaire sans pression externe. Livrés à eux-mêmes, les membres d'une confédération d'États succombent très souvent à la tentation de recourir à la dette aux dépens de la communauté. J'ai débattu de ce risque moral avec Mario Draghi à de nombreuses occasions. Nous sommes toujours tombés d'accord que, compte tenu de la structure de l'Union monétaire européenne, la compétitivité et des politiques financières soutenables étaient de la responsabilité des États membres. Je suis certain qu'il entend appliquer ces principes en tant que Premier ministre de l'Italie. C'est important pour l'Italie et l'Union européenne dans son ensemble. Sinon, nous aurons besoin d'une institution européenne dotée des pouvoirs d'imposer le respect des règles admises conjointement. Ceci demanderait d'amender les traités. Toutefois, même sans de tels amendements, la Commission européenne prend plus d'importance dans ce domaine.

On ne peut que souscrire à l'analyse de Schäuble qui contredit la thèse de la montée des inégalités prétendument due à un libéralisme sauvage. Les riches deviennent plus riches parce qu'on ne prête qu'aux riches de l'argent factice. Mais ce système a une limite quand on prête sans contrepartie et comme je l'explique [dans mon dernier livre](#), on n'a jamais vu dans l'histoire une génération payer pour les dettes publiques contractée par la précédente.

L'indice du prix des actifs a augmenté l'année dernière de 6,3%. [...] Une part significative de l'excédent de liquidités créé par la BCE s'est évidemment investie dans les marchés de capitaux ou l'immobilier alimentant des bulles spéculatives. Les rythmes trimestriels. Ce n'est pas un simple problème économique. Cela crée aussi des risques pour le tissu social. Beaucoup de prêteurs aux États sont des particuliers aisés ou de riches entités. L'emprunt public accroît leurs patrimoines, creusant l'écart entre riches et pauvres. Keynes avait averti autrefois que les profiteurs susciteraient la haine. Désormais l'écart entre les nantis et les autres menace gravement la cohésion sociale.

On aimerait bien que Bruno Lemaire aille faire un stage estival chez Schäuble. Le déficit, les ratios de dette sur PIB, les croissances de la France et de l'Italie sont comparables. Avec deux sinistres différences :

- Le PIB de la France est encore 35% plus gros celui de l'Italie, donc le risque financier sur la dette publique est encore supérieur
- La pression fiscale française est déjà l'une des plus fortes au monde donc le déficit ne peut diminuer en se contentant de plumer des contribuables qui n'ont déjà plus que l'impôt sur les os.

En termes clairs, Schäuble la fourmi montre les dents et préconise l'austérité, une chose que les cigales haïssent, à laquelle personne ne les a jamais préparées. Il est vrai qu'en démocratie, on a les élus qu'on mérite.

L'avertissement de Schäuble restera très probablement lettre morte. Les banques centrales semblent décidé à

« laisser faire » l'inflation. Or augmenter les taux d'intérêt en retard sur l'inflation va saper la confiance dans les devises et précipiter une crise monétaire généralisée.

▲ RETOUR ▲

Perspectives de l'économie mondiale

par Tuomas Malinen 2021-06-10

Nombreux sont ceux qui pensent, à tort, que nous nous dirigeons vers une reprise économique durable.

Nous avons averti tout au long du printemps que la reprise commencerait à montrer des signes d'essoufflement à l'approche de l'été (voir, par exemple, les perspectives de Deprcon pour janvier). Cela est devenu évident, par exemple, avec la surprise négative de la production industrielle allemande, qui a chuté de 1,0 % en avril, et la déception des emplois non agricoles aux États-Unis, qui ont été bien inférieurs aux attentes.

Comment voyons-nous l'évolution de la situation au cours des prochains mois ?

Dans les perspectives de l'économie mondiale publiées par Deprcon en mai, nous avons expliqué en détail les raisons qui expliquent la faiblesse de la reprise et pourquoi les surprises économiques négatives risquent de se multiplier pendant l'été. Nous avons également mis en garde contre l'instabilité imminente des marchés financiers.

Vous trouverez ci-dessous la version non éditée de nos prévisions et analyses publiées le 31 mai. Bonne lecture.

Prévisions

Nos premières prévisions pour le deuxième trimestre montrent une amélioration continue dans toutes les régions. Même l'économie de la zone euro, qui est en récession depuis le premier trimestre 2020, devrait retrouver une croissance "rampante" (voir figure 1).

Toutefois, comme nous l'avons signalé tout au long du printemps, toutes les prévisions économiques actuelles sont entachées d'incertitudes massives. Nous les décrivons ci-dessous.

Forecasts (%)	USA	Eurozone	Finland
2020	-1.8	-3.5	-1.6
2021 Q1	1.6	-0.6	-0.1
2021 Q2 (nc)	1.7	1.1	1.6
2021 Q3	0.6	0.4	0.9
2021 Q4	0.4	0.1	-0.1
2021	4.3	1.0	2.3
2022 Q1	0.2	-0.2	-0.4
2022 Q2	-1.1	-2.2	-2.1

Figure 1. Prévisions actuelles et prévisions de la croissance du PIB réel en glissement trimestriel. Source : GnS

Mesures de relance de la Chine

Le financement agrégé de l'économie réelle de la Chine s'est sensiblement relâché en avril, conformément au changement de ligne politique signalé par Pékin en mars (voir figure 2). Cette évolution devrait entraîner l'économie mondiale dans sa chute au cours des deux ou trois prochains mois, car l'"impulsion du crédit" et le cycle économique de la Chine sont à l'origine du cycle économique mondial depuis 2009 environ (voir figure 3).

Nous détaillons également ce point ci-dessous.

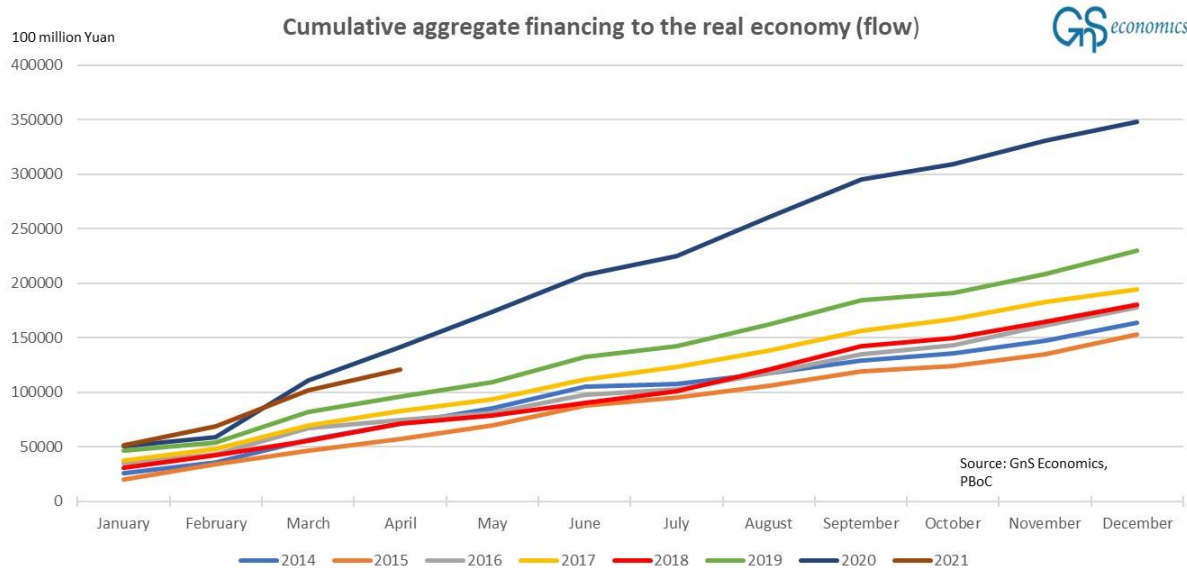


Figure 2. Financement global cumulé mensuel de l'économie réelle (flux) en Chine. Source : GnS Economics, Banque populaire de Chine.

Pas si ensoleillé, après tout

Nos prévisions actuelles annoncent un deuxième trimestre solide, mais le temps n'est pas aussi ensoleillé que les prévisions le suggèrent.

Tout d'abord, le rebond de l'activité économique est fortement soutenu par des mesures de relance budgétaire sans précédent aux États-Unis et dans la zone euro, ainsi que par le maintien de niveaux extrêmes de soutien monétaire par la Réserve fédérale et la Banque centrale européenne.

Deuxièmement, les restrictions sur la consommation de boissons alcoolisées sont en train d'être assouplies aux États-Unis et en Europe, ce qui entraînera automatiquement un rebond économique puisque les restaurants, les bars, les cinémas, les musées, etc. ouvriront et que les gens commenceront à consommer plus normalement. La question que nous nous sommes posée tout au long du printemps est la suivante : quelle sera la force et la durée de ce rebond économique ?

Nous craignons que la réponse soit "pas très".

Comme nous le détaillons depuis septembre 2017, la production manufacturière mondiale a été principalement tirée par "l'impulsion du crédit", c'est-à-dire la création de crédit en Chine. Celle-ci est en train de s'essouffler pour la simple raison que l'économie chinoise est devenue saturée de dettes. Par exemple, au cours des 12 prochains mois, la dette intérieure devra être refinancée à hauteur de 1 300 milliards de dollars.

Le marché obligataire national de la Chine a gonflé à plus de 18 000 milliards de dollars, soit le deuxième plus grand marché après celui des États-Unis. De plus, il est certain qu'il existe un nombre massif d'investissements non rentables financés par les marchés obligataires nationaux de la Chine.

Comme nous l'avons évoqué dans le numéro de mars de notre revue Q-Review, fin 2018, près de 50 % des entreprises d'État, les SOE, devraient être considérées comme des "sociétés zombies", capables de fonctionner uniquement grâce aux financements bon marché offerts par le secteur bancaire, suivant effectivement les ordres de Pékin, et grâce à la coopération du "secteur bancaire parallèle", des marchés obligataires et des autorités locales.

Les mesures de relance de la Chine et l'économie mondiale

La Chine a tenté de désendetter son économie à deux reprises auparavant : en 2014 et en 2018-2019.

L'effort de désendettement de 2014 a entraîné une mini-récession mondiale et le quasi-effondrement des secteurs de l'immobilier et du logement en Chine. Fin 2015, Pékin a paniqué et a décrété une relance massive de la dette par le biais du secteur bancaire parallèle. Le désendettement de 2018 a également entraîné un quasi-effondrement du système bancaire chinois en décembre de la même année.

Pékin a poursuivi ses efforts de désendettement en février 2019, mais la détérioration du paysage économique l'a obligé à reprendre le train de la relance fin 2019. En mars 2020, dans le sillage des mesures de restriction de la couronne, la création de crédit a effectivement explosé en orbite. Aujourd'hui, la Chine tente à nouveau d'y mettre un frein, avec ce que nous craignons être des résultats prévisibles tant pour la Chine que pour le monde.

Le décalage de l'effet du cycle de crédit chinois est d'environ 2 à 3 mois pour l'Europe et d'environ 3 à 4 mois pour les États-Unis (voir figure 3). Nous nous attendons donc à ce que d'ici juillet - peut-être dès juin - le rebond économique se stabilise en Europe, et d'ici août-septembre aux États-Unis.

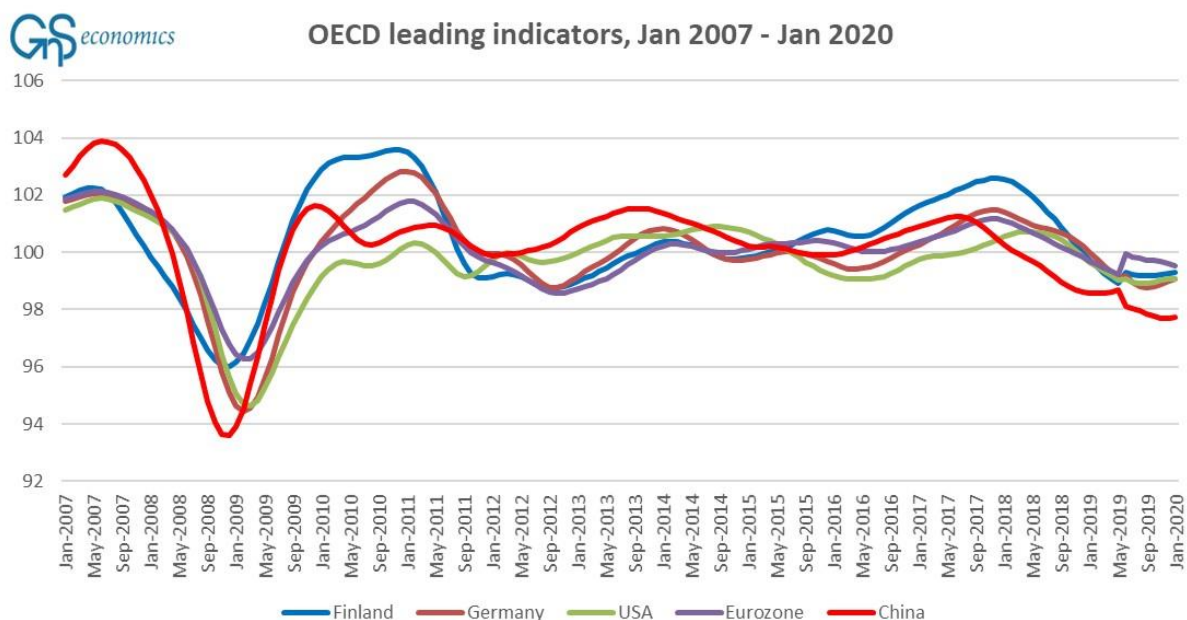


Figure 3. Indicateurs économiques avancés composites de l'OCDE. Source : Gns Economics, OCDE

Compte tenu de la résurgence des problèmes sur les marchés financiers américains (plus précisément sur les marchés des pensions, que nous détaillons dans notre blog), nous nous attendons à ce que les turbulences sur les marchés financiers reviennent en août, voire en septembre au plus tard. Cependant, il existe plusieurs points

chauds financiers, comme l'espace hautement spéculatif des crypto-monnaies, qui pourraient déclencher des problèmes sur les marchés financiers encore plus tôt que cela.

La bulle obligataire, l'inflation et l'approche de l'instabilité

Nous recommandons également à tous de prêter une attention particulière aux marchés obligataires et de taux d'intérêt mondiaux. Les banques centrales flirtent avec l'idée de "tapering", c'est-à-dire de réduire potentiellement le taux de leurs achats d'obligations. Comme cela coïncide avec une hausse des anticipations d'inflation, cela pourrait entraîner une hausse soudaine des rendements obligataires, provoquant probablement l'implosion habituelle des fonds spéculatifs surendettés ou même des banques, avec des effets d'entraînement inconnus.

En outre, même si le Fonds de relance de l'UE a été ratifié en Finlande, d'autres "tremblements de terre" politiques possibles se préparent sous la surface. Comme nous l'avons dit, c'est l'année où il faut "s'attendre à l'inattendu" dans le domaine politique également.

Nous pensons que nous nous dirigeons vers des temps très instables sur les marchés financiers et probablement aussi sur le plan politique. Les banques centrales feront tout leur possible pour maintenir le calme, ce qui implique que l'été pourrait être relativement tranquille.

Toutefois, comme nous l'avons indiqué plus haut, nous nous attendons à ce que l'automne - comme cela a souvent été le cas par le passé - entraîne un changement majeur du sentiment économique et du sentiment du marché, ainsi que l'agitation qui l'accompagne.

▲ RETOUR ▲

.Taxation des entreprises : la grande imposture

rédigé par [Bruno Bertez](#) 11 juin 2021

On parle beaucoup de la réforme de la taxation des entreprises actuellement débattue au sein du G7 : quelles en sont les implications, et quel effet pourrait-elle avoir sur les marchés ?



Un lecteur et ami nous demande :

« J'ai l'impression avec la bonne blague de [l'impôt G7 à 15%](#) qui ancre dans le marbre le taux effectif actuel [...] que les marchés seraient incapables d'encaisser un retour à une fiscalité plus raisonnable pour les grands groupes. Qu'en pensez-vous ? »

Ma réponse :

La hausse de l'impôt sur les bénéfices est un simulacre, une gesticulation destinée à calmer les critiques des socio-démocrates fabiens, lesquels sont les meilleurs défenseurs du capitalisme financier.

The Economist fait campagne depuis longtemps – trois ans – pour une hausse des taxes sur les bénéfices. La hausse de la taxation des profits a pour objectif de protéger la propriété logée dans les vrais paradis fiscaux que sont les *trusts*, les fondations et les zones franches – qui seraient tous dans le viseur si on instaurait un impôt mondial sur le très grand capital.

**La vraie réforme n'est pas celle que l'on croit
Si on instaurait un vrai impôt sur les très grandes fortunes, cela aiderait à les connaître, à les recenser et à les localiser : fini le secret, fini le pouvoir...**

Cette hausse des impôts sur les bénéfices réduirait encore l'investissement et aggraverait la stagnation séculaire... or les ultra-riches adorent la stagnation séculaire.

La taxation des profits vise à détourner l'attention populaire de la seule chose qui nuirait aux dynasties kleptocratiques et à la noblesse d'argent – à savoir une taxation confiscatoire du très grand capital. La hantise, la seule crainte des dynasties, ce sont les droits de succession.

La hausse des taxes sur les bénéfices aggrave la [crise de l'insuffisance de profitabilité systémique du capital](#). Elle prolonge la situation actuelle de suraccumulation.

A l'inverse, la confiscation d'une partie des très grandes fortunes acquises de façon illégitime car produites par la politique monétaire, cette confiscation serait positive : elle réduit la suraccumulation et donc le besoin de profit dans le système.

Par ailleurs, elle réduit radicalement les dettes des États.

▲ RETOUR ▲

Pourquoi l'Union européenne bat les USA dans ce domaine (2/2)

rédigé par [Ryan McMaken](#) 11 juin 2021

L'Union européenne et les Etats-Unis... et si on inversait les rôles ? Le Brexit aurait-il eu lieu ? Une nouvelle Guerre de sécession se serait-elle produite ?



Contrairement aux Etats-Unis, [que nous avons passés en revue hier](#), en Europe, les programmes de redistribution sont presque exclusivement gérés et financés au niveau de chaque pays membre.

Le NHS [le système de santé publique du Royaume-Uni, NDLR.], même lorsque le Royaume-Uni faisait partie de l'Union européenne (UE), a toujours été un programme *britannique*. Il en va de même pour le système de pension de retraite du Royaume-Uni.

D'autres États membres fonctionnent de manière similaire. La France, par exemple, possède un immense Etat-providence, mais les citoyens qui perçoivent des aides par le biais du système de redistribution français ne dépendent pas au final du gouvernement de Bruxelles pour le versement de ces aides.

Les implications politiques sont immenses...

L'existence d'un Etat-providence au niveau fédéral constitue un obstacle considérable pour tout Etat américain qui aspirerait à quitter l'union.

Un Etat américain qui chercherait à quitter les Etats-Unis se heurterait, par exemple, à l'opposition des électeurs craignant la perte des avantages sociaux, en particulier la sécurité sociale, accordées par le gouvernement central.

Pas de Brexit ?

En fait, si l'Etat-providence européen avait été aussi unifié qu'il l'est aux Etats-Unis, le Brexit n'aurait probablement jamais eu lieu. Les retraités britanniques et les bénéficiaires des « aides sociales européennes » auraient eu trop peur de perdre leurs prestations, tout comme de nombreux opposants au référendum sur l'indépendance de l'Ecosse craignaient de perdre les aides versés par Londres.

Ce n'est pas une coïncidence si les personnes âgées résidant en Ecosse (et les « chômeurs indemnisés ») ont majoritairement voté contre l'indépendance de l'Ecosse.

Le cadre réglementaire en Europe est de plus en plus l'affaire des politiciens de Bruxelles. Pourtant, pour l'essentiel, les gouvernements des Etats membres restent maîtres de l'administration publique.

Bien qu'il existe un bras de fer permanent entre Bruxelles et les parlements nationaux, le fait est que les Etats membres conservent généralement un contrôle exclusif sur leurs budgets nationaux, sur les questions relatives à la justice et à la sécurité ainsi que sur les sujets de société. Par exemple, il n'existe pas d'équivalent européen du FBI.

De plus, dans le contexte du conflit qui fait rage au sein du bloc entre l'est et l'ouest sur le sujet des migrants, nous pouvons constater que les Etats membres de l'UE sont à la fois plus enclins et davantage capables de s'opposer aux directives du gouvernement central que les Etats américains.

Les Etats membres conservent même le contrôle unilatéral de leurs propres frontières nationales. Bien que la plupart des membres de l'UE sont soumis, de droit, à l'accord de Schengen et aux accords qui lui ont succédé, en réalité les Etats membres conservent *de facto* le contrôle unilatéral de leurs frontières.

Cela a été clairement démontré au cours des premiers mois de la panique liée au covid-19, lorsque de nombreux Etats membres de l'UE ont interdit la plupart des déplacements transfrontaliers.

La sortie est toujours possible

Rien n'illustre mieux le plus haut niveau de décentralisation qui caractérise l'UE que le fait que chaque Etat membre conserve le droit de quitter l'Union de manière pacifique et légale.

Cela a été démontré lorsque le Royaume-Uni a finalement quitté l'UE après plusieurs années de négociations suite au référendum national sur le Brexit qui a eu lieu en 2016. Bien que Bruxelles ait fait en sorte de rendre aussi difficile que possible le retrait du Royaume-Uni, il était impossible de nier le droit du Royaume-Uni de le faire légalement.

De plus, en pratique, l'UE ne pouvait finalement rien faire pour empêcher le Royaume-Uni de partir, principalement parce que les autres membres de l'UE n'auraient jamais voulu soutenir une action militaire pour forcer le Royaume-Uni à rester au sein de l'Union.

Bien sûr, la situation est très différente aux Etats-Unis. Chaque fois qu'un Américain fait allusion à la possibilité d'une sécession, les opposants à la sécession s'esclaffent en répondant que « la question de la sécession a été résolue par la guerre civile américaine ! »

Ceux qui affirment cela, bien sûr, indiquent ainsi qu'ils pensent que toute tentative de sécession justifierait une invasion et une occupation militaires.

Heureusement pour les Européens, l'UE n'en est pas encore au point de pouvoir mener des actions militaires contre sa propre population en toute impunité. En Amérique, à l'inverse, toute forme d'affirmation d'une volonté d'indépendance vis-à-vis de Washington entraîne des menaces de violence plus ou moins voilées.

Ce que les bureaucrates de Bruxelles veulent vraiment

Cela ne veut pas dire que les bureaucrates qui dirigent l'UE depuis Bruxelles ne désirent pas disposer de l'ensemble des pouvoirs dont jouit déjà actuellement le gouvernement américain.

Depuis des années, l'UE prend la direction d'un renforcement de ses capacités militaires, tout en demandant à disposer d'un plus grand pouvoir de supervision sur les politiques budgétaires et d'étendre la capacité d'action de la BCE en matière de politique monétaire.

Certains utilisent à présent la crise du Covid-19 comme prétexte pour justifier la création d'une « UE plus forte ».

Mais quelle que soit la vigueur avec laquelle les europhiles appellent à l'unité politique, les vieilles habitudes ont la vie dure. De nombreux Européens refusent toujours que leurs parlements nationaux deviennent de simples auxiliaires d'un gouvernement central qui gouvernerait depuis Bruxelles.

Les Américains, à l'inverse, n'ont jamais eu aucun scrupule à donner au gouvernement fédéral des pouvoirs qui feraient rougir d'envie tout bureaucrate europhile.

Il est désormais trop tard pour les Etats américains qui souhaiteraient pouvoir affirmer leur indépendance vis-à-vis du gouvernement fédéral sans faire face à une avalanche d'attaques juridiques, politiques et même militaires. Les Européens seraient avisés d'éviter de se mettre dans une situation similaire.

[Article traduit avec l'autorisation du Mises Institute. [Original en anglais ici](#).

▲ RETOUR ▲

.La mauvaise stratégie économique des fédéraux

Bill Bonner | 10 juin 2021 | Le journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Nous écrivons ce matin avant la publication des chiffres de l'inflation. Les économistes s'attendent à ce que les prix de base (hors alimentation et énergie) augmentent d'environ 3,5 % en glissement annuel - le rythme le plus rapide depuis 28 ans.

Mais cela pourrait être plus. Voici ce que dit CNBC :

"Ce sera chaud. Cela pourrait aller jusqu'à 5 %", a déclaré Diane Swonk, économiste en chef chez Grant Thornton. "Le pire de la chaleur sera le deuxième trimestre en termes de chiffres clés. Il sera intéressant de voir à quoi cela ressemble lorsque vous enlevez les extrêmes. Je pense que nous aurons quand même un été chaud lorsque les prix de pointe se mettront en place pour tout, des billets d'avion aux hôtels."

Cette semaine, nous essayons de dissiper la confusion qui règne autour du terme "**inflation**".

Ce terme fait référence à un phénomène spécifique : **la falsification des prix par l'augmentation (le gonflement) de la masse monétaire**. Et cela conduit toujours à des résultats étranges, frauduleux et hors du commun, comme nous allons le voir dans une minute...

"L'économie entière est MoviePass Now", écrivait Kevin Roose dans le New York Times il y a trois ans.

C'est-à-dire qu'il s'agissait d'une fraude, financée par les taux d'intérêt inférieurs à zéro (en termes réels) de la Réserve fédérale.

Aujourd'hui, nous vous proposons une mise à jour. Les lecteurs ne seront pas étonnés de notre conclusion : Maintenant, c'est une fraude encore plus grande.

Imposteurs de prix

Mais revenons un instant en arrière pour reprendre un passager d'hier.

Ce n'est pas le fait que l'inflation entraîne une hausse des prix qui pose problème. C'est que les prix qu'elle entraîne sont des imposteurs. Faux. Archi faux. Avec un "contenu informationnel" qui ment.

Si les prix des bonbons au chocolat augmentaient, par exemple, cela nous indiquerait quelque chose d'important - que l'offre est serrée alors que la demande est libre.

Les consommateurs pourraient être persuadés de se tourner vers d'autres bonbons. Hershey's pourrait décider de s'y mettre.

Mais si le prix était simplement "gonflé" par l'impression de monnaie supplémentaire, qu'apprendrions-nous ? Rien.

Lorsque les autorités fédérales "gonflent", elles faussent les prix et perturbent l'ensemble de l'économie. Rapidement, les investisseurs, les entreprises et les ménages se font de fausses idées... prennent de mauvaises

décisions... et la production réelle chute, même si les prix continuent d'augmenter.

Les bulles, les BS et les embrouilles deviennent monnaie courante.

Andrew Dickson White a montré comment cela fonctionne dans son livre, *Fiat Money Inflation in France*. Il décrit comment, dans les années 1790, "des nœuds de comploteurs au centre des villes se gonflaient d'une richesse soudaine...".

Dans les combines et les spéculations mises en avant par les boursicoteurs et stimulées par l'impression de plus de monnaie, des multitudes de petites fortunes étaient absorbées et perdues tandis que quelques fortunes gonflées s'agrégeaient rapidement dans les grandes villes.

En d'autres termes, l'inflation ne fait pas qu'augmenter les prix.

Mauvaise fin

Bon... ceci étant dit... nous pouvons examiner un exemple - MoviePass.

L'entreprise a fait parler d'elle la semaine dernière, car elle a réglé son affaire avec la Federal Trade Commission (FTC). Engadget a les détails :

Près de deux ans après la fermeture de MoviePass, ses opérateurs ont accepté de régler avec la FTC des allégations selon lesquelles ils auraient empêché des abonnés d'utiliser le service et n'auraient pas suffisamment sécurisé les données des utilisateurs.

La commission a accusé MoviePass et sa société mère d'avoir utilisé plusieurs tactiques pour empêcher les abonnés d'utiliser le service comme annoncé. MoviePass était censé donner aux utilisateurs l'accès à un film par jour moyennant un forfait mensuel, qui est passé de 50 à 10 dollars, mais les opérateurs auraient volontairement invalidé les mots de passe des abonnés afin de donner à la société une raison suffisante pour geler les comptes sur la base d'une "activité suspecte ou d'une fraude potentielle".

La stratégie de MoviePass avait tout à l'envers, achetant ses billets au prix de détail... et les vendant aux clients en gros. Elle perdait de l'argent sur chaque client.

L'idée était d'obtenir un tas d'abonnés... et ensuite de vendre les "données".

Apparemment, les données ne valaient pas grand-chose. Alors les gens qui dirigeaient l'entreprise ont essayé de limiter leurs pertes en ne livrant pas le produit - les films. Ils ont modifié les mots de passe des clients... et ont fait en sorte qu'il soit impossible de les changer.

Ce spectacle allait très mal se terminer, avant même que le lion ne grogne.

Mauvaise stratégie

Mais comme l'a remarqué M. Dickson White, c'est le genre de chose que l'on fait quand les fédéraux déforment le coût réel de l'argent.

Au cours des 13 dernières années (sauf quelques mois en 2018/2019), le coût du crédit de la Fed a été inférieur au taux d'inflation. De nombreuses startups... ainsi que des zombies bien établis... ont trouvé facile de lever des fonds - des milliards.

Et comme le PDG de Tesla, Elon Musk, et d'innombrables autres personnes l'ont découvert, tant que vous pouvez emprunter à bas prix, vous n'avez pas besoin de fournir un bon service, de livrer un bon produit, de satisfaire un client ou de faire des bénéfices.

Au lieu de cela, vous pouvez "brûler" du capital... ce qui nous appauvrit tous.

La stratégie de MoviePass a en fait été mise au point pendant la bulle Internet de la fin des années 1990.

Les entreprises ne devraient pas s'inquiéter de faire de l'argent, disent les experts. Elles doivent viser les parts de marché... obtenir l'"avantage du premier arrivé", puis profiter de l'"effet de réseau".

Lorsque tout le monde aura pris l'habitude d'utiliser votre application, alors... et seulement alors... vous pourrez augmenter les prix et faire des bénéfices.

La plupart des entreprises qui ont essayé de mettre en œuvre cette stratégie à la fin des années 1990 ont fait faillite lors du krach du Nasdaq en 2000. Les investisseurs ont vu les prix chuter et ont refusé de mettre plus d'argent. Sans l'accès presque illimité au capital, les entreprises ont échoué.

Aller audacieusement là où aucun PDG n'est allé auparavant

Bien sûr, il y a eu quelques survivants. Le plus connu d'entre eux est le PDG d'Amazon, Jeff Bezos, dont l'entreprise offrait un service utile... et dont la stratégie d'expansion, d'expansion et d'expansion s'est avérée suffisamment durable pour faire de lui l'homme le plus riche du monde.

Il est aujourd'hui le plus "gonflé de richesse" de tous - même si Amazon ne gagnera peut-être jamais assez d'argent pour justifier les énormes sommes qui y ont été investies !

Et la semaine dernière, fort de sa fortune gonflée, Bezos a annoncé qu'il visait de nouveaux mondes à conquérir.

Oui, lui et son frère Mark vont faire un voyage - dans l'espace !

Whee ! C'est parti !

Et devinez quoi ? Vous pouvez aller avec eux.

Oui, cher lecteur, ils mettent aux enchères un autre siège. Les enchères se terminent samedi. Au moment où j'écris ces lignes, l'offre la plus élevée est de 3,5 millions de dollars.

Et pourquoi pas ? Ce n'est que de la fausse monnaie !

▲ RETOUR ▲



Préparez-vous à la Plus Énorme Destruction de Richesse de tous les temps. Ce sera Un Choc pour 99,5% des investisseurs !

Source: or.fr 14 juin 2021



Dans les années à venir, le monde subira la plus grande destruction de richesse de l'histoire et ce sera un choc pour 99,5% des investisseurs. Pour les 0,5% qui s'y sont préparés, ce sera l'opportunité du siècle. Ce sera *"The Biggest Short & The Spectacular Long"*.

Le trade *short* est évidemment les marchés d'actifs tels que les actions, l'immobilier et les obligations. Le trade *long* est un métal précieux comme l'or et l'argent. Mais ça ne se passera pas comme lors de la crise de 2006-2009. Cette fois-ci, les marchés financiers ne performeront probablement pas et les contreparties feront faillite. Par conséquent, l'achat de contrats à terme ou d'instruments dérivés ne servira à rien puisque personne ne sera en mesure d'encaisser.

Le *short* et le *long* devront être joués différemment. Être vendeur signifie cette fois-ci sortir de tous les actifs de la bulle et avoir une exposition minimale aux actions, obligations, etc. Être acheteur ne signifie pas acheter des FNB ou des contrats à terme. Au lieu de cela, les investisseurs doivent posséder des actifs physiques tels que l'or et l'argent et les stocker en dehors du système financier.

Le graphique ci-dessous montre à quoi cela ressemblera. C'est le rapport Dow/Or sur 200 ans (le prix du Dow divisé par le prix de l'or). Ce ratio a chuté à 1:1 en 1980. Les prix du Dow Jones et de l'or étaient identiques à 850. Avec la hausse des actions et la baisse de l'or, le ratio a culminé à 45 en 1999. Il a ensuite chuté de 87% pour s'établir à 5 en 2011, en raison de l'effondrement des actions et de l'envolée de l'or. Depuis lors, nous avons assisté à une correction à la hausse du ratio, mais le Dow Jones est toujours en baisse de 57% par rapport à l'or au cours de ce siècle.

Le ratio devrait bientôt reprendre sa tendance baissière pour dépasser le niveau de 1999 et aller à 0,5, ou même plus bas. **Cela signifie que le Dow Jones va chuter d'au moins 98% à partir de son niveau actuel.**

▲ RETOUR ▲

Passeport sanitaire, outil totalitaire

Romain Metivet 10 June, 2021 Institut des Libertés



« Fais attention à ce que tu tolères. Tu enseignes aux autres comment te traiter. »

Ce 9 juin le **pass sanitaire** est entré en vigueur en France pour une durée de quelques mois. **Trop peu décrié car accepté par la majorité des Français pour des raisons sanitaires, le cœur du débat n'est pourtant pas médical mais bien politique et philosophique tant son principe met en péril nos libertés fondamentales et pourrait constituer les fondations de quelque chose d'encore plus dangereux.**

De fait, certaines libertés publiques seront désormais conditionnées à un statut sérologique, une condition biologique. Sur le principe, il n'y a rien de différent à interdire par exemple les boîtes de nuit à des porteurs du VIH. On notera avec que les mêmes qui parlaient de l'« impossibilité » de réserver les mesures restrictives aux personnes à risque nous vendent aujourd'hui leur nécessité pour une autre catégorie de la population.

Dans notre civilisation, le principe de base est censé être la liberté. S'il est évident que pour vivre en société il faut bien entendu accepter certaines contraintes (sujet classique de philosophie dès le lycée), il faut que les bénéfices dépassent les inconvénients. Si cette comptabilité est souvent hasardeuse, justifier d'une atteinte aux droits fondamentaux se doit d'être encore plus exigeant et doit répondre à certains critères dont :

- 1) Un caractère urgent
- 2) Un lien rationnel et proportionnel entre la mesure et l'objectif
- 3) Des effets bénéfiques qui l'emportent sur ses effets préjudiciables.

Concernant l'urgence, nous sommes certes officiellement en situation de pandémie, mais la situation s'améliore rapidement que ce soit pour le nombre de cas, la mortalité et la saturation hospitalière. La peur que cela remonte ne saurait pas constituer une raison valable, surtout quand on voit à quel point il est difficile de prévoir une pandémie. Au taux de mortalité actuelle (environ 1 mort par million d'habitants sur les 7 derniers jours et en baisse), nous sommes en dessous de la mortalité due au tabagisme, à l'alcool ou au diabète.

Cela fait écho au deuxième point en termes de proportionnalité. Le diabète tuant plus de personnes que le Covid au rythme actuel, le point de vue utilitariste exigerait par exemple que l'on conditionne l'accès à des fast-food à des taux de cholestérol ou de sucre dans le sang suffisamment bas. Bien qu'une telle mesure s'avèrerait, sans aucun doute, plus efficace pour sauver des vies, cela serait certainement et curieusement bien moins accepté que le pass sanitaire. De plus, les éléments probants permettant de justifier du danger d'une salle de théâtre et pas d'un cinéma, d'un stade vis-à-vis d'un restaurant, ou d'un parc d'attraction par rapport au RER B.

Quant aux effets bénéfiques, ils demeurent incertains et les études et exemples internationaux qui mettent en doute l'efficacité des mesures restrictives ne sauraient manquer (Suède en Europe, Dakota du Sud et du Nord, Texas etc.). De l'autre côté de la balance, les préjudices sont autrement plus inquiétants.

Un Pacte Faustien

Mais ils ne font guère mieux ceux d'aujourd'hui qui, avant de commettre leurs crimes les plus graves, les font toujours précéder de quelques jolis discours sur le bien public et le soulagement des malheureux.

Etienne de La Boétie

Si l'envie de retourner vers un monde d'avant se fait de plus en plus pressante, accepter le passeport sanitaire au nom d'un retour à la vie normale, c'est faire le pacte faustien que l'Etat peut décider des critères selon lesquels nous pouvons user de nos libertés fondamentales. La liberté devient alors privilège et non droit. Il lui suffit en pratique d'ériger une cage et de nous en faire miroiter la clef pour nous imposer sa volonté et nous faire « gagner notre servitude » comme dirait La Boétie.

Et ce qu'il souhaite semble de plus en plus imposer la vaccination. Il est en effet très aisé d'imaginer que de passeport sanitaire à passeport vaccinal, il n'y a qu'un pas. Emmanuel Macron vient d'ailleurs dans un « en même temps » d'anthologie d'annoncer « qu'aucune porte n'est fermée », après avoir assuré il y a quelques mois que le vaccin ne serait jamais obligatoire. Il est également fort probable que les alternatives à la vaccination soient rendues compliquées et coûteuses pour les rendre de facto inenvisageables.

Cela se ferait bien entendu par esprit de solidarité afin de protéger les personnes à risque, car il ne doit pas y avoir de « liberté de contaminer ».

Mais si le vaccin est efficace et que tous ceux qui souhaitent se le faire inoculer, en quoi ceux qui le refusent les mettent en danger ? Le risque d'attraper le COVID et le risque bien plus faible d'en mourir ne concernerait alors que les non-vaccinés qui en assumeraient le risque (tout comme des fumeurs d'attraper le cancer des poumons, des obèses de souffrir davantage du diabète ou de maladies cardiovasculaires), sans faire porter sur les autres un risque non assumé.

La gestion du risque, quelque chose d'éminemment personnel

Revenons quelques années en arrière, lors de l'épidémie du H1N1 en 2009. Bien que moins mortelle que l'épidémie de COVID-19, les vaccins ont également été développés en un temps record et mis sur le marché en quelques mois sans avoir un recul sur les risques à moyen et long terme. L'Etat avait d'ailleurs, à l'instar de la pandémie actuelle, exonéré les laboratoires de toute responsabilité et s'était engagé à prendre en charge les coûts d'effets secondaires.

Avec le recul, on sait aujourd'hui que l'un d'entre eux a multiplié jusqu'à 14 les risques de développer une narcolepsie auprès des jeunes et jusqu'à 7 environ auprès des adultes, et ce jusqu'à deux ans après la vaccination. La narcolepsie-cataplexie est une maladie fortement incapacitante qui se caractérise par des accès de sommeil incontrôlables et peut aussi s'accompagner de pertes soudaines du tonus musculaire. Il est donc impossible d'avoir une vie professionnelle normale, de conduire, etc.

Avec en moyenne 5,5 cas pour 100 000 injections, ce risque demeure très faible en absolu. Mais quel était le risque pour un jeune d'attraper cette maladie et en mourir ? Seulement 0,52 sur 100 000 d'après le CDC, soit 11 fois moins. Le choix est-il à ce moment-là si évident ? Un mort vaut-il 11 narcolepsies ? Seul chaque individu est à même de faire ce choix en toute conscience. Je mentionnerais également, même si cela était prévisible, que les indemnités de la part de l'État traînent toujours, sous prétexte que les effets secondaires sont apparus trop tard après l'injection...

Les vaccins contre le COVID-19 n'étant testés que depuis quelques mois, nous n'avons par définition aucune donnée sur l'efficacité de leur protection ni de leurs effets secondaires à moyen et long terme (que les laboratoires ne sont pas prêts à assumer). Est-il si irrationnel de s'en méfier lorsque le risque encouru face au COVID pour la majorité de la population lors de la première vague, celle qui a vu toutes nos libertés voler en éclats était, selon une étude de Stanford, équivalent à celui de conduire quelques dizaines de kilomètres par jour ? Est-il si irrationnel d'être sceptique quant au profil risque/bénéfice de la vaccination pour les enfants quand ils ont deux fois plus de chance de mourir d'un accident de noyade que du COVID ?

Chacun fait donc inéluctablement face à deux risques : le premier est par définition inconnu à l'heure actuelle (effets secondaires et efficacité à moyen/long terme, et même les laboratoires ne sont pas prêts à le prendre) et le second est de mieux en mieux établi (risque de mourir du COVID en fonction de son âge ou de sa santé). Est-ce une décision que l'on doit laisser entre les mains d'un tiers ?

Un système mûr pour des dérives

« Rien n'est plus durable qu'un programme gouvernementale temporaire »

Concernant le pass sanitaire, la question qui se pose est la suivante : une fois l'épidémie passée, l'Etat démantèlera-t-il cette nouvelle infrastructure qui fera partie de l'habitude des Français ? Renoncera-t-il à ce nouvel outil pour faire appliquer une politique sanitaire (pour notre bien, bien entendu) ? S'en dessaisir serait-il raisonnable dans la mesure où de nouvelles épidémies pourraient surgir ? Le Sénat vient d'ailleurs de déposer un rapport qui préconise entre autres de géolocaliser les Français et d'éventuellement désactiver leurs titres de transports ou bloquer leur compte bancaire pour qu'ils restent bien en quarantaine.

Si l'Histoire nous montre bien quelque chose, c'est que l'Etat n'abandonne que très rarement de lui-même de tels outils.

Au fond, sur quel principe pourra-t-on en refuser son extension concernant des vaccins pour des maladies bien plus sérieuses déjà obligatoires pour nos enfants ? Face à l'instabilité grandissante de notre société, où serait le garde-fou qui empêcherait de considérer son utilisation sur des critères politiques, économiques, voire écologiques (en limitant les déplacements par exemple) ? Une fois la main dans l'engrenage, comment s'opposer à davantage de « protections » et remettre le génie dans sa bouteille ?

Un excellent parallèle est bien entendu celui du crédit social chinois. Ce système, largement décrié il y a encore quelques mois dans les pays occidentaux, était initialement présenté comme l'équivalent centralisé du « credit score » en Amérique du Nord : une note permettant d'évaluer la solvabilité d'un individu ou d'une entreprise en fonction de son historique de crédit. On en connaît aujourd'hui les dérives et ce dernier est devenu un véritable outil de contrôle de la population, allant jusqu'à limiter les déplacements des individus en fonction leur score qui varie avec leurs comportements quotidiens ou leurs opinions politiques.

C'est là toute la stratégie du cliquet. Un petit cran à la fois, sans pouvoir revenir en arrière. La roue vient là de faire un grand tour.

Sources

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0013935120307854#bib44>

[https://www.thelancet.com/journals/lanchi/article/PIIS2352-4642\(21\)00066-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanchi/article/PIIS2352-4642(21)00066-3/fulltext)

<https://downloads.aap.org/AAP/PDF/AAP%20and%20CHA%20-%20Children%20and%20COVID-19%20State%20Data%20Report%205.20.21%20FINAL.pdf>

<https://wisqars-viz.cdc.gov:8006/lcd/home>

https://www.cdc.gov/h1n1flu/yearinreview/2009_H1N1-Overview_of_a_Pandemic-12_06_2010.pptx

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3809029/>

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7327471/>

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1087079217300011#!>

▲ RETOUR ▲

Sept choses dont personne ne parle et qui finiront par avoir beaucoup d'importance

Personne ne semble remarquer les "rendements décroissants" des manipulations, oups, je veux dire des "interventions" de la Fed.

Il n'est peut-être pas surprenant que tout ce qui finira par avoir de l'importance soit ignoré jusqu'à ce que cela ait de l'importance - mais il est alors trop tard. Voici une courte liste pour lancer la discussion :

1. La Réserve fédérale a transformé la population américaine en une nation de joueurs excessivement confiants, ce qui est consternant. J'écris sur le risque moral - la séparation du risque et des conséquences - depuis 2011. Les parieurs qui sont isolés du risque auront un appétit insatiable pour les paris risqués, ce qui est précisément ce que nous voyons à une échelle de masse, car la confiance que la Fed ne laissera jamais les marchés chuter est de 99,99% parce que la Fed a effectivement inversé chaque baisse, aussi modeste soit-elle, mois après mois, année après année.

La Fed a perfectionné l'aléa moral : tout le monde, du gestionnaire de fonds pariant des milliards aux parieurs jouant leur argent stimulé, est absolument convaincu qu'il ne peut pas perdre parce que la Fed poussera toujours le marché à la hausse. D'où le conseil de ne jamais vendre et de continuer à augmenter la taille de ses paris parce que perdre est transitoire (heh).

2. La perfection de l'aléa moral de la Fed incite radicalement à augmenter l'endettement et l'effet de levier pour maximiser les paris, car plus le pari est grand, plus le gain est important - la Fed le garantit ! L'endettement sur marge est extrême, et de nombreux parieurs sur actions et options qui ont connu un succès fou ont récolté des gains fantastiques en maximisant leur marge Robinhood à mesure que leurs gains augmentaient.

Puisque la Fed garantit que toute personne qui conserve ses positions jusqu'à ce qu'elle fasse grimper les marchés sera gagnante, la maximisation de l'effet de levier est tout à fait rationnelle : la couverture est un gaspillage stupide d'argent qui aurait pu être placé sur un gagnant sûr - n'importe quel pari long.

Les marges et l'effet de levier des banques parallèles ont atteint des sommets, mais personne ne voit de risque dans cette expansion extrême de la dette et de l'effet de levier. Peu importe que l'effet de levier se dénoue plus vite qu'il ne s'accumule...

3. Comme nous le rappelle Louise Yamada, technicienne de longue date, le volume est l'arme du taureau. Pourtant, le volume est plus faible que pendant la période des fêtes de fin d'année. Le Taureau n'est nulle part en vue si nous regardons le volume, pourtant chaque nouveau sommet est une preuve positive que la Fed n'a pas besoin d'un volume puant - les marchés grimpent toujours plus haut avec ou sans volume. OK, si vous le dites...

4. L'inflation est de la kryptonite pour les marchés, mais personne ne ressent le besoin d'écarter la possibilité que l'inflation ne soit pas "transitoire". Il y a de nombreuses raisons de douter des bêlements de la Fed, raisons que j'ai exposées dans *The Fed Is Wrong : Inflation Is Sticky*.
Les sources d'une inflation qui vous arrache le visage et dont peu osent parler.
Deux ou trois choses sur l'inflation.

5. Tout le monde semble supposer que le calendrier a été remis à zéro en septembre 2019 et qu'il n'y a absolument rien de différent, mais de profonds changements culturels se sont produits sous le radar du statu quo. J'ai abordé quelques-uns de ces changements culturels dans *Métamorphose post-pandémique* : Ne jamais revenir en arrière
La récession "Prenez ce travail et envoyez-le au diable".

Les incitations à se retirer - et la période de calme nécessaire pour le faire grâce au verrouillage - pèsent sur l'ensemble de la population active, des professionnels aux travailleurs pauvres. Mais les experts conventionnels sont aveugles aux conséquences de la politique du "prends cet emploi et fous le camp".

6. La folie de laisser la nation dépendre de fournisseurs étrangers pour les produits de première nécessité est largement ignorée. Peu importe les risques pour la sécurité nationale - tout ce qui compte, c'est que les entreprises américaines tirent les derniers dollars de profits de la carcasse morte de la mondialisation.

7. Personne ne semble remarquer les rendements décroissants des manipulations, oups, je veux dire des interventions de la Fed : ce que 1 000 milliards de dollars ont accompli il y a 12 ans, il faut presque 4 000 milliards de dollars - et que dire de la prochaine boule de feu de désendettement / appels de marge ? Que faudra-t-il pour l'inverser ? 8 000 milliards de dollars ? 10 000 milliards de dollars ? Et tout cela sera sans conséquence, quelle que soit l'ampleur des propos tenus ? Si vous le dites....

▲ RETOUR ▲

La Fed a tort : l'inflation est rigide

Charles Hugh Smith Vendredi, 11 Juin, 2021

Les pouvoirs divins de la Fed seront révélés pour ce qu'ils sont vraiment : des artifices et des illusions.

La Fed se trompera de manière catastrophique sur l'inflation pour la simple raison que l'inflation n'est pas transitoire, elle est rigide : lorsque les prix augmentent en raison de la rareté du monde réel et de l'augmentation des coûts, ils restent élevés et augmentent ensuite lorsque les attentes rattrapent la réalité.

Considérez la dynamique des bulles gonflées par la Fed qui font augmenter les loyers. La maison qui se vendait autrefois 200 000 dollars est vendue à un groupe d'investisseurs pour 800 000 dollars, et les impôts fonciers, l'assurance et le service de la dette augmentent en conséquence : même si la maison n'a pas changé, grâce à la bulle de la Fed, la structure entière des coûts est plus élevée.

Que se passe-t-il ensuite ? Les investisseurs augmentent le loyer pour couvrir les coûts plus élevés. Quant au refinancement pour réduire le paiement mensuel de l'hypothèque, cette tendance a atteint son point limite. Avec la montée de l'inflation, les taux hypothécaires ne peuvent qu'augmenter, pas baisser.

Quant à la possibilité de faire baisser l'évaluation de la maison par le bureau d'évaluation du comté, bonne chance. L'effet de cliquet joue à plein : les valeurs d'évaluation augmentent facilement et baissent avec beaucoup de résistance.

Les loyers restent donc élevés même si la valeur des biens immobiliers diminue. Les propriétaires ne peuvent pas baisser les loyers sans déclencher la panique chez leurs prêteurs, ils laissent donc les logements vides et essaient des astuces telles que "un mois de loyer gratuit si vous signez un bail", des astuces qui laissent les loyers très élevés afin que les prêteurs regardent les chiffres et soient assurés que les loyers sont suffisamment élevés pour couvrir leurs paiements hypothécaires et autres dépenses.

Considérez le verger laissé à l'abandon pendant la sécheresse. L'agriculteur ne replantera pas ce verger - il est tout simplement trop risqué de supposer que l'eau sera suffisante à l'avenir et que les prix resteront suffisamment élevés pour compenser le risque accru. L'offre diminue donc, car les producteurs marginaux se retirent et les survivants évitent le risque en n'augmentant pas leur production. Les prix restent élevés.

Prenons l'exemple de la démondialisation. Après avoir externalisé des composants essentiels, les entreprises américaines sont à la merci de facteurs indépendants de leur volonté : arbitrage monétaire, fournisseurs profitant de la rareté, autres nations resserrant la vis sur les exportations de produits essentiels, etc.

Considérez le bassin des restaurants locaux. Beaucoup ont fermé, quelques nouveaux ouvrent, mais la réalité est que tous ceux qui ne peuvent pas augmenter suffisamment les prix pour couvrir les dépenses et faire un profit vont brûler leur argent et fermer. Les survivants augmenteront les prix parce qu'ils n'ont pas le choix : il n'y a pas d'autre alternative (TINA) à l'augmentation des prix que la fermeture.

85% des dépenses des collectivités locales sont consacrées à la main-d'œuvre, et les coûts de la main-d'œuvre ne baissent jamais, ils ne font qu'augmenter : c'est l'effet cliquet. Les syndicats publics sont sous pression pour obtenir des salaires et des avantages plus élevés, et l'augmentation inexorable des coûts des soins de santé grève les budgets des collectivités locales. Que faire ? Augmenter les impôts et les taxes - il n'y a pas d'alternative (TINA). Augmenter les frais de stationnement et les contraventions, doubler ou tripler les amendes, imposer de nouvelles taxes sur les déchets, augmenter les taxes de vente, les taxes foncières, les taxes sur les services de téléphonie mobile - tout cela parce que TINA.

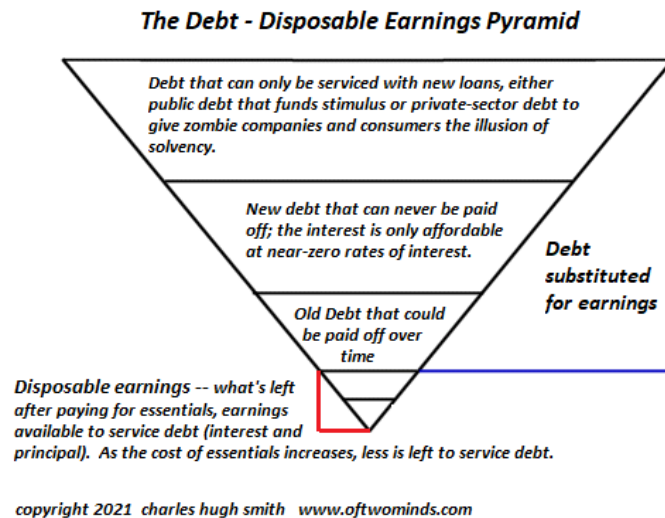
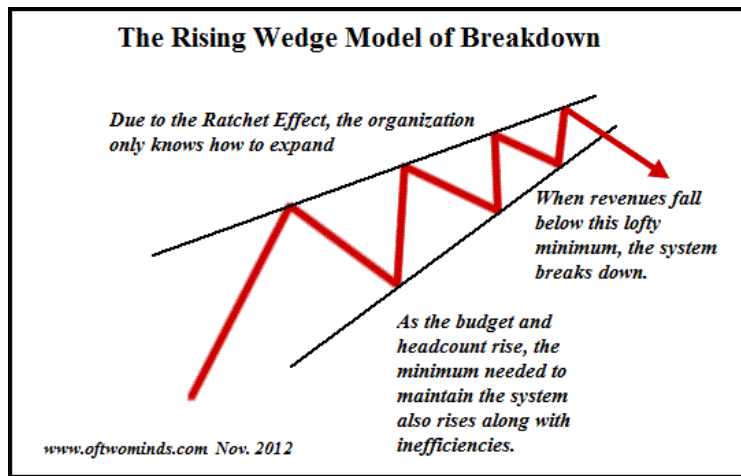
Les gens s'éveillent au grand mensonge de la Réserve fédérale, qui, selon la Fed, deviendra une "vérité" si elle le répète assez souvent : l'inflation est transitoire, bla, bla, bla : faux, faux, faux. Les gens s'éveillent à la dynamique intrinsèque de l'inflation et leurs attentes ont déjà commencé à changer. Ceux qui ne peuvent pas augmenter les prix vont fermer, ceux qui le peuvent vont augmenter les prix.

L'astuce de la Fed consistant à substituer la dette au revenu est également arrivée à son terme. Comme le montre le graphique ci-dessous, l'Amérique a construit un château illusoire de "prospérité" en empruntant des milliers de milliards de dollars pour remplacer les revenus de la production. Les coûts de toutes ces couches de dettes ne peuvent qu'augmenter maintenant que les taux d'intérêt sont proches de zéro alors que l'inflation est de 5 % officiellement et de 10 % ou plus selon toute mesure réelle.

Le revenu disponible après le service de la dette est limité, et plus la dette s'accumule, moins il y a de revenus à dépenser en biens et services.

C'est un cycle de civilisation de longue date. À mesure que la productivité augmente, la population humaine s'accroît jusqu'à la capacité de charge de la biosphère. Les revenus du travail augmentent car les producteurs développent leur production pour répondre à la demande croissante. La population humaine et l'appétit pour les biens continuent de croître, dépassant l'offre durable tandis que la main-d'œuvre se développe au point d'être en surnombre. Les salaires baissent et la main-d'œuvre perd ainsi son pouvoir d'achat, tandis que les prix des produits de première nécessité s'envolent. Le mécontentement et le désordre augmentent et les États et les économies s'effondrent.

Les pouvoirs divins de la Fed seront révélés pour ce qu'ils sont vraiment : des artifices et des illusions. La Fed a tort : l'inflation n'est pas transitoire, elle est permanente, et la Fed ne peut rien y faire. Elle pourrait tout aussi bien se tenir sur le rivage et ordonner à la marée de s'inverser.



▲ RETOUR ▲

Avalanche de milliards

rédigé par [Bruno Bertez](#) 14 juin 2021

Les actifs s'envolent, les milliards pleuvent, les patrimoines augmentent... mais la richesse, la vraie, se réduit comme peau de chagrin : ne vous laissez pas prendre au piège !



Vérité première : le monde ne s'enrichit pas en cette période où il est victime d'une calamité – [il s'appauvrit !](#) Il va encore s'appauvrir à mesure que la lutte climatique va rendre obsolètes de nombreux actifs.

Les richesses réelles disponibles baissent, les pénuries se développent et se généralisent, mais les signes de la richesse – c’est-à-dire la masse de promesses sur cette richesse qui se contracte – explosent...

Il faut que vous compreniez que le monde est en deux parties : d’un côté l’actif, la richesse qui existe, et de l’autre le passif, c’est-à-dire à qui l’on promet cette richesse. En deux mots, cette richesse réelle devient plus petite, tandis que les droits des gens sur cette richesse connaissent une expansion fulgurante.

La monnaie/le crédit émis font monter les prix des actifs, tandis que la hausse des prix des actifs solvabilise en apparence la hausse. C’est le cercle, c’est le mouvement perpétuel

Record sur record à la Fed

A tout seigneur tout honneur, commençons par la Banque générale – ah non, pardon, [la Fed](#). Les actifs de la Réserve fédérale ont augmenté de 112 Mds\$ au cours du trimestre pour atteindre un record de 7 769 Mds\$, avec une croissance sur un an de 1 589 Mds\$.

Sur sept trimestres, les actifs de la Fed ont gonflé du montant incroyable de 3 759 Mds\$, soit 94%. Au cours de cette période, les avoirs en bons du Trésor ont bondi de 2 958 Mds\$, à 5 273 Mds\$.

Le total des titres de créance (TDS) a augmenté de 656 Mds\$ au cours du trimestre, pour atteindre un record de 54 563 Mds\$, avec une croissance sur un an de 6 193 Mds\$, ou 12,8%. Sur sept trimestres, les TDS ont gonflé de 8 818 Mds\$, soit 19,3%.

De leur côté, les obligations de sociétés ont bondi de 119 Mds\$ au cours du trimestre pour atteindre le record de 15,401 Mds\$, soit une croissance sur un an de 1 280 Mds\$, ou 9,1%, l’expansion la plus rapide depuis 2007.

Les fortunes et les patrimoines fictifs s’envolent

Le [total des actions](#) a bondi de 4,784 \$ Mds\$ au cours du premier trimestre pour atteindre un record de 69 991 Mds\$, avec une hausse sur un an de 26,941 Mds\$, ou 62,6%.

Le total de la capitalisation des actions par rapport au PIB a clôturé le mois de mars à un record de 317%, en hausse par rapport aux pics du cycle précédent de 188% (troisième trimestre 2007) et 210% (premier trimestre 2000).

Le total des titres ou des actifs papiers (dettes et actions) a bondi de 5 440 Mds\$ au cours du trimestre pour atteindre un record de 124 554 Mds\$, avec une croissance étonnante sur un an de 33 134 Mds\$, ou 36,4%.

Le total des titres financiers a désormais gonflé à 77 227 Mds\$, ou 163%, depuis 2008. Le total des titres par rapport au PIB a terminé le mois de mars à un record de 565% (contre 449% en mars 2019) et se compare aux pics du cycle précédent de 387% (troisième trimestre 2007) et 368% (premier trimestre 2000).

Le patrimoine des ménages est stratosphérique, en pleine euphorie

Les actifs des ménages ont gonflé de 5 184 Mds\$, soit près de 14% en rythme annualisé, au cours du premier trimestre, pour atteindre un record de 154,161 Mds\$. Sur neuf trimestres, les actifs des ménages ont gonflé de 32 749 Mds\$, ou 27%. Le ratio des actifs des ménages au PIB a terminé le trimestre à un niveau record de 699% du PIB, en hausse de 100 points de pourcentage en 14 trimestres.

Le passif des ménages ayant augmenté de 188 Mds\$ au cours du premier trimestre à 17 244 Mds\$, la valeur nette des ménages (actifs moins passifs) a bondi de 4 997 Mds\$ au cours du trimestre pour atteindre un record de 136 917 Mds\$.

A titre de mise en perspective, la croissance de la richesse nette des ménages a atteint en moyenne 830 Mds\$ par trimestre au cours de la période de 20 ans avant 2019. La valeur nette a gonflé de 31 399 Mds\$ sur cinq trimestres, soit 29,8%.

La richesse nette des ménages a clôturé le mois de mars à un record de 621% du PIB. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux sommets du cycle précédent de 491% (premier trimestre 2007) et de 445% (premier trimestre 2000).

La valeur des patrimoines immobiliers des ménages a bondi de 968 Mds\$ pour atteindre un record de 37 558 Mds\$. L'immobilier a augmenté de 3 335 Mds\$, ou 9,7%, en glissement annuel. Le ratio immobilier/PIB a terminé le trimestre à 170%, ne dépassant que légèrement le sommet du cycle du troisième trimestre de 2006.

Les avoirs des ménages en actifs financiers ont bondi de 4 027 Mds\$ 15,3% en rythme annualisé au cours du trimestre pour atteindre un record de 109 562 Mds\$, avec une croissance sur un an de 22 395 Mds\$, ou 25,7%.

Le ratio des actifs financiers des ménages au PIB a terminé le premier trimestre à un niveau record de 497% du PIB. Il s'agit d'une hausse par rapport au creux du cycle de 325% au cours du premier trimestre 2009 – et se compare aux pics du cycle de 374% (troisième trimestre 2007) et 354% (premier trimestre 2000).

▲ RETOUR ▲

Le jour où les Etats-Unis ont arnaqué la France

Rédigé par **Bill Bonner** 14 juin 2021

Il n'y a personne pour sauver l'économie de l'inflation qui menace – et cela ne date pas d'hier. En fait, dès 1971, le gouvernement US avait tout mis en place pour la situation actuelle...



Nous avons terminé la semaine dernière sur une question : [qui domptera l'inflation cette fois-ci ?](#)

Vous connaissez déjà la réponse, n'est-ce pas, cher lecteur ? Personne.

Il est trop tard pour cela. Trop d'entreprises... de ménages... et de gouvernements dépendent de "l'argent de la planche à billets".

Trop d'économistes, d'investisseurs, de politiciens et de décideurs ont oublié le fonctionnement de l'inflation. Ils pensent qu'elle stimule l'économie.

Aujourd'hui, le coût d'un resserrement des politiques insensées menées par la Réserve fédérale (et d'autres banques centrales) est devenu bien trop élevé.

Au moment de sa dernière rencontre avec de l'inflation des prix à la consommation à deux chiffres, le gouvernement fédéral américain devait environ 1 000 milliards de dollars. Aujourd'hui, il en doit près de 30 fois plus. Il ne peut pas resserrer son impression monétaire maintenant.

Les taux d'intérêt grimperaient. Avec une telle quantité de dette, les frais écraseraient l'économie.

Dettes et désespoir

Oui, cher lecteur, dans le monde physique, on ne découvre le Nouveau monde qu'une seule fois.

Mais dans le monde des politiques gouvernementales, de l'argent et de la poésie... on traverse les mêmes océans... ou contemple le même horizon... et on est surpris de rencontrer le même paysage à chaque fois.

Aujourd'hui... nous voyons un vaste océan Pacifique de dettes et d'illusions... et nous nous désespérons.

Où sont [les "conservateurs" à l'ancienne](#), qui diront "non" aux déficits, aux gabegies et à l'impression monétaire ?

Où est [Paul Volcker](#), le banquier à l'ancienne qui comprenait ce qui causait l'inflation et avait pu y mettre fin ?

Bonneteau à la banque centrale

En 1971, la [Théorie quantitative de la monnaie \(TQM\)](#) – que nous avons expliquée la semaine dernière – a rattrapé l'administration Nixon.

Le prédécesseur de Richard Nixon, Lyndon B. Johnson, avait dépensé avec trop de libéralité. La politique "du beurre et des fusils" – une guerre contre les communistes au Vietnam et une guerre contre la pauvreté à domicile – était de son cru. Les deux coûtaient de l'argent. Les deux ont été perdues.

Et en 1971, les Etats-Unis devaient de l'argent à tout le monde – et en particulier aux Français.

Une conduite honnête aurait consisté à se serrer sa ceinture, rembourser la dette et remettre les choses à la normale.

A la place, Nixon, aidé et encouragé par son secrétaire au Trésor, John Connally, a rusé : un coup de bonneteau.

Ils ont changé le dollar américain : autrefois basé sur l'or, il est devenu une devise "fiduciaire", s'appuyant uniquement sur la bonne foi de ses gouverneurs. Si les Français – ou qui que ce soit d'autres – voulaient échanger leurs morceaux de papier vert contre de l'or... eh bien, ils pouvaient toujours attendre !

Le dollar s'est promptement effondré, les investisseurs voyant ce que valait vraiment la bonne foi des politiciens.

Suite à quoi, au cours des 10 années suivantes, les prix US ont plus que doublé.

L'IPC (indice des prix à la consommation... exprimé ici en taux d'augmentation annuel) a entamé la décennie à 6% seulement. Il l'a terminé, en décembre 1979, à plus de 13%.

Jeremy Siegel, professeur à l'université de Wharton, a appelé cela "le plus grand échec de macro-économie américaine durant la période d'après-guerre".

▲ RETOUR ▲

.La Réserve fédérale a une arrière-pensée

Bill Bonner | 11 juin 2021 | Le journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Eh bien... hier, nous avons appris la nouvelle. Si nous avons 100 000 dollars en liquide aujourd'hui... au taux d'inflation actuel, ils ne vaudront plus que 95 000 dollars à la même époque l'année prochaine. Continuez ainsi pendant 14 ans, et la moitié de votre argent sera anéantie.

Barron's a les détails :

D'une année sur l'autre, les prix à la consommation ont augmenté de 5 % en mai, ce qui est bien supérieur au taux de 4,2 % du mois précédent et aux 4,6 % attendus. L'IPC de base a augmenté de 3,8 % par rapport à l'année précédente, en hausse par rapport au taux de 3 % enregistré en avril et supérieur au taux de 3,4 % prévu par les économistes. Il s'agit des taux d'inflation des prix à la consommation les plus rapides depuis juin 2008 et juin 1992, respectivement.

Mais ce ne sont que des chiffres. Même pas de vrais chiffres.

Lorsque les fédéraux auront fini de les torturer, avec leurs ajustements "hédoniques" et "saisonniers"... ils seront prêts à dire n'importe quoi.

Donc, essayons juste de comprendre ce qui se passe vraiment.

Pas seulement des chiffres

Cette semaine, nous avons exploré l'"inflation". Nous avons noté qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de chiffres. Ou d'augmentation des prix.

Les prix sont des informations. Ils sont censés mettre la main sur la Bible et jurer de nous dire la vérité sur ce que valent les choses et ce qu'elles coûtent.

Mais lorsque les fédéraux "gonflent" la monnaie, ils subornent le témoin.

Pourtant, malgré les tiraillements, les pots-de-vin et les pitreries, les chiffres commencent à progresser.

Les biens durables ont augmenté de plus de 10 % en mai 2021 par rapport à mai 2020. Les biens non durables ont augmenté de 7,4 %. Les services, hors énergie, ont gagné 2,9 %. **Et l'énergie elle-même a augmenté de 28,5**

%.

Et maintenant, disent les gouverneurs de la Réserve fédérale, "ne les écoutez pas, ils ne savent pas de quoi ils parlent. Ils ne font que passer... Les choses reviendront bientôt à la normale."

Motif caché

"Retour à la normale" pour la Fed signifie quelque chose de totalement différent de ce que cela signifie pour nous.

Pour eux, la "normale" est un monde imaginaire dans lequel ils peuvent gonfler autant qu'ils veulent... mais les augmentations de prix restent à Wall Street.

C'est ainsi que la "normale" a fonctionné ces 20 dernières années. La Fed a ajouté 7000 milliards de dollars à la base monétaire de la nation ; le Dow Jones a plus que triplé.

Bien sûr, il n'y avait rien de "normal" dans tout cela. La Fed a simplement gonflé la richesse des 10% les plus riches de la population, tout en dégonflant (relativement) la richesse de tous les autres.

Et c'est là que se trouve notre motif.

Pour faire court, l'inflation ressemble plus à une arme de poing qu'à un meurtre... plus un moyen d'arriver à une fin - ni accidentelle ni inattendue - qu'une fin en soi.

Vous vous souvenez de **notre définition du gouvernement** : C'est la façon dont l'élite contrôle les autres personnes afin de protéger et d'améliorer son propre pouvoir, sa richesse et son statut.

En d'autres termes, le gouvernement est toujours et partout une escroquerie - dans laquelle le plus grand nombre est arnaqué au profit d'une minorité. Tout le reste n'est que détail.

Visible et absurde

Au début du 21^e siècle, la voie était libre.

L'ancien "étalon-or" était oublié depuis longtemps. Alan Greenspan, un opportuniste avisé, avait depuis longtemps remplacé Paul Volcker à la Fed.

Et les quelques "conservateurs" restants au Congrès, qui auraient pu insister sur des budgets équilibrés et une politique monétaire honnête, étaient en train de disparaître.

La Fed s'est mise au travail.

Au cours des 20 années suivantes, elle a multiplié par 10 la masse monétaire (son bilan), soit 10 fois plus que ce qu'elle avait ajouté au système au cours des 209 années précédentes.

Et au cours des 12 mois à partir de mars 2020 - avec un républicain à la Maison Blanche jusqu'en janvier - la Fed a ajouté de la monnaie à un taux annuel de 75 %. Au cours de la dernière année fiscale complète, le gouvernement fédéral a dépensé 3,1 trillions de dollars de plus que ce qu'il a collecté en impôts.

Faut-il s'étonner que les stocks de mêmes s'emballent... que les chèques de stimulation fassent bouger les zombies... que Tesla (TSLA) aille "au diable"... et que Jeff Bezos se lance dans l'espace ?

C'est dingue et absurde. Mais ce n'est pas que de la rigolade.

Vol d'élite

Un prix élevé n'est pas la même chose qu'un faux prix. Et une "fraude" n'est pas la même chose qu'une erreur.

Au cours des 20 dernières années, l'élite - qui contrôle le gouvernement fédéral et la Réserve fédérale - a utilisé l'"inflation" comme des voleurs utilisent des armes de poing, pour déplacer la richesse des autres vers eux-mêmes.

Ils ont gonflé les secteurs d'élite - Wall Street, le gouvernement, l'éducation, les soins médicaux, les grandes entreprises... alors que les revenus et la richesse des ménages de la plupart des gens se sont effondrés. Les salaires dans le secteur manufacturier (où l'on fabrique des choses !) ont en fait baissé.

Voici un petit article qui fait le tour de la Twittersphère :

Depuis 1978, la rémunération des PDG a augmenté de plus de 1 000 % et de seulement 11,9 % pour les travailleurs moyens.

Pendant de nombreuses années, nous avons été presque seuls à remarquer - un kook solitaire, loquendo solo pro se. Ni les conservateurs, ni les libéraux... ni les démocrates, ni les républicains... n'y croyaient.

"L'argent va 'ruisseler'", ont dit les républicains. "Il stimulera l'économie et aidera les pauvres", disaient les démocrates.

En outre, "si nous pouvons prendre le contrôle aux prochaines élections", ont-ils dit aux électeurs, "tout rentrera dans l'ordre."

L'escroquerie à l'inflation continue

Et l'arnaque a continué.

Sous George W. Bush, le taux d'intérêt directeur de la Fed a été abaissé de 500 points de base dans l'hystérie de la récession et du 11 septembre 2001, ce qui a provoqué la bulle immobilière de 2005-2007.

Ensuite, le programme d'assouplissement quantitatif - sous Barack Obama - est monté d'un cran, en injectant 3 600 milliards de dollars d'argent frais dans Wall Street.

Puis vint le MAGA Man, avec des déficits encore plus importants... plus de dépenses... et une explosion de l'impression monétaire de la Fed.

Peu importe qui était à la Maison Blanche. Le flimflam était plus profond que la politique partisane.

Plus qu'une simple hausse des prix, l'inflation est une escroquerie perpétrée par l'élite des deux partis... contre l'homme du peuple.

▲ RETOUR ▲